

EXANE FUNDS 1

CONFORME AUX DISPOSITIONS DE LA PARTIE I DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

PROSPECTUS

relatif à l'émission des actions de la
Société d'Investissement à Capital Variable
de droit luxembourgeois



28 Octobre 2019

Les souscriptions aux actions de la Société ne sont valables que si elles sont effectuées sur la base du prospectus en vigueur accompagné du dernier rapport semestriel si celui-ci est publié après le dernier rapport annuel. Ces documents font partie intégrante du présent prospectus.

AVERTISSEMENT

Avant d'envisager de souscrire des actions, il est recommandé de lire attentivement ce prospectus (ci-après le « Prospectus ») et de consulter le dernier rapport financier de la Société dont des exemplaires sont disponibles au siège social de la Sicav, des éventuels correspondants locaux ou des entités qui commercialisent les titres de la Société. Les demandes de souscription ne peuvent être faites que sur la base des conditions et modalités du présent Prospectus. Avant d'investir dans la Société, les investisseurs sont invités à consulter leurs propres conseils financiers, juridiques et fiscaux afin de déterminer si un investissement dans la Société leur convient.

La Société attire l'attention des investisseurs sur le fait que tout investisseur ne pourra pleinement exercer ses droits d'investisseur de façon directe à l'encontre de la Société (notamment le droit de participer aux assemblées générales des actionnaires) que dans le cas où l'investisseur figure lui-même et en son nom dans le registre des actionnaires de la Société. Dans les cas où un investisseur investit dans la Société par le biais d'un intermédiaire investissant dans la Société en son nom mais pour le compte de l'investisseur, certains droits attachés à la qualité d'actionnaire ne pourront pas nécessairement être exercés par l'investisseur directement vis-à-vis de la Société. Il est recommandé à l'investisseur de se renseigner sur ses droits.

Ce Prospectus ne peut pas être utilisé à des fins d'offre publique ou de sollicitation de vente dans tout pays ou dans toute circonstance où une telle offre ou sollicitation n'est pas autorisée.

En particulier, aucune démarche prévue par la loi de 1940 sur les sociétés américaines d'investissement (« Investment Company Act »), ses amendements ou toute autre loi relative aux valeurs mobilières n'a été entreprise pour faire enregistrer la Société ou ses titres auprès de la *Securities and Exchange Commission*. Ce document ne peut en conséquence être introduit, transmis ou distribué aux Etats-Unis d'Amérique ou dans leurs territoires ou possessions, ou remis à une « US person », telle que définie par Réglementation S de la loi de 1933 sur les valeurs mobilières (*Regulation S of the US Securities Act of 1933, as amended*). Par ailleurs, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues à des « US persons » qui sont des « personnes non autorisées » au sens de l'article 11 des statuts de la Société. Tout manquement à ces restrictions peut constituer une violation des lois américaines sur les valeurs mobilières. Le conseil d'administration de la Société exigera le remboursement immédiat d'actions achetées ou détenues par des « US persons », y compris par des investisseurs qui seraient devenus des « US persons » après l'acquisition des titres. Sans préjudice de ce qui précède, les actions peuvent être souscrites par des investisseurs US au sens de la réglementation américaine dite FATCA. La Société attire l'attention des investisseurs sur la section XII « Régime fiscal – Langue officielle » du présent Prospectus pour plus d'information à cet égard.

Par ailleurs, nul ne peut faire état d'autres renseignements que ceux figurant dans le Prospectus ainsi que dans les documents mentionnés dans celui-ci et qui peuvent être consultés par le public. Le conseil d'administration de la Société engage sa responsabilité sur l'exactitude des informations contenues dans le Prospectus à sa date de publication.

Enfin, le Prospectus est susceptible de connaître des mises à jour prenant en compte l'addition ou la suppression de compartiments ainsi que toutes modifications significatives apportées à la structure et aux modes de fonctionnement de la Société. Il est par conséquent recommandé aux souscripteurs de requérir auprès de l'une des entités mentionnées ci-dessous, tous documents éventuels plus récents.

Les investissements dans la Société impliquent des risques, incluant ceux liés aux marchés des actions et des obligations, aux taux de change entre devises et à la volatilité des taux d'intérêt. Il ne peut être donné aucune assurance que la S. revenus provenant d'investissements en aci investisseurs risquent de ne pas retrouver le préjuge pas des résultats futurs.

En cas d'incohérence ou d'ambiguïté quant à présent Prospectus, la version française fera

VISA 2019/157855-4279-0-PC

L'apposition du visa ne peut en aucun cas servir d'argument de publicité
Luxembourg, le 2019-10-29
Commission de Surveillance du Secteur Financier

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	1
I. DESCRIPTION GENERALE DE LA SICAV	4
1. LA SOCIETE	4
2. LES COMPARTIMENTS	4
II. GESTION ET ADMINISTRATION	4
1. CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
2. SOCIETE DE GESTION	4
3. BANQUE DEPOSITAIRE, AGENT DOMICILIATAIRE ET DE COTATION	5
4. AGENT ADMINISTRATIF ET AGENT TENEUR DE REGISTRE ET DE TRANSFERT	6
5. DISTRIBUTEURS ET NOMINEES	6
6. REVISEUR D'ENTREPRISES	6
III. OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT	6
IV. RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT	7
V. TECHNIQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS	10
VI. CONTREPARTIE ET GESTION DES GARANTIES FINANCIERES RELATIVES AUX TRANSACTIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES DE GRE A GRE ET AUX TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE	12
VII. GESTION DES RISQUES	15
VIII. LES ACTIONS	15
1. PRINCIPES GENERAUX	15
2. SOUSCRIPTION DES ACTIONS	16
3. RACHAT DES ACTIONS	17
4. CONVERSION D'ACTIONS	18
5. COTATION EN BOURSE	18
IX. VALEUR NETTE D'INVENTAIRE	18
X. DIVIDENDES	20
1. POLITIQUE DE DISTRIBUTION	20
2. MISE EN PAIEMENT	20
XI. FRAIS A CHARGE DE LA SOCIETE	20
1. GENERALITES	20
2. INVESTISSEMENTS DANS D'AUTRES OPCVM ET/OU AUTRES OPC	21
3. COMMISSIONS DE LA BANQUE DEPOSITAIRE, DE L'AGENT ADMINISTRATIF ET DE L'AGENT TENEUR DE REGISTRE, ET DE L'AGENT DOMICILIATAIRE ET DE COTATION	21
4. COMMISSIONS DE LA SOCIETE DE GESTION	21
XII. REGIME FISCAL - LANGUE OFFICIELLE	21
1. REGIME FISCAL	21
2. LANGUE OFFICIELLE	23
XIII. EXERCICE SOCIAL - ASSEMBLEES - RAPPORTS	23
1. EXERCICE SOCIAL	23
2. ASSEMBLEES	23

3. RAPPORTS PERIODIQUES	23
XIV. LIQUIDATION DE LA SOCIETE – CLOTURE ET FUSION DE COMPARTIMENTS OU CLASSES	23
1. LIQUIDATION DE LA SOCIETE	23
2. CLOTURE ET FUSION DE COMPARTIMENTS OU CLASSES	24
XV. UTILISATION D'INDICES DE REFERENCE	24
XVI. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	24
XVII. INFORMATION - DOCUMENTS A LA DISPOSITION DU PUBLIC	25
1. INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES	25
2. DOCUMENTS A LA DISPOSITION DU PUBLIC	25
SUPPLEMENT I – EXANE FUNDS 1 – EXANE CERES FUND	26
SUPPLEMENT II – EXANE FUNDS 1 – EXANE INTEGRALE FUND	30
SUPPLEMENT III – EXANE FUNDS 1 – EXANE OVERDRIVE FUND	35
SUPPLEMENT IV – EXANE FUNDS 1 – EXANE ZEPHYR FUND	39

ORGANISATION DE LA SOCIETE

SIEGE SOCIAL	60, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg
CONSEIL D'ADMINISTRATION	
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	M. Jihad Taleb Administrateur Almagest Wealth Management S.A.
ADMINISTRATEURS	M. Pierre Séquier Directeur Général Exane Asset Management Fabrice Bagès Dirigeant administratif et financier Exane Asset Management M. Nicolaus Bocklandt Administrateur indépendant, certifié
SOCIETE DE GESTION	Exane Asset Management 6 rue Ménars 75002 Paris France
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE DE GESTION	
PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	M. Nicolas Chanut Président Exane Asset Management
ADMINISTRATEURS	M. Pierre Séquier Directeur Général Exane Asset Management M. Benoît Catherine Directeur Général Délégué Exane M. Daniel Ivanier Exane
DIRIGEANTS DE LA SOCIETE DE GESTION	M. Pierre Séquier Directeur Général Exane Asset Management M. Charles-Henri Nême Directeur Général Délégué Exane Asset Management M. Eric Lauri Directeur Général Délégué Exane Asset Management
BANQUE DEPOSITAIRE, AGENT DOMICILIATAIRE ET DE COTATION, AGENT TENEUR DE REGISTRE ET DE TRANSFERT, AGENT ADMINISTRATIF	BNP Paribas Securities Services Succursale de Luxembourg 60, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg

REVISEUR D'ENTREPRISES

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative.
2, rue Gerhard Mercator
B.P. 1443 L-1014 Luxembourg

CONSEILLER JURIDIQUE

Arendt & Medernach SA
41A, avenue J.F. Kennedy
L-2082 Luxembourg

PROSPECTUS RELATIF A L'OFFRE PERMANENTE D' ACTIONS DE LA SICAV EXANE FUNDS I

I. DESCRIPTION GENERALE DE LA SICAV

1. LA SOCIETE

EXANE FUNDS 1, dénommée dans tout le Prospectus « la Société », est une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) ayant désigné une société de gestion. La Société a été constituée sous forme d'une SICAV autogérée à Luxembourg le 26 juin 2006 pour une durée illimitée conformément aux dispositions de la Partie I de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et à ses modifications éventuelles (ci-après la « Loi de 2010 ») ainsi qu'à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, (la « Loi de 1915 ») telle que modifiée.

Le capital minimum s'élève à 1.250.000 euros. Le capital de la Société est à tout moment égal à la somme de la valeur de l'actif net des compartiments de la Société et est représenté par des actions émises sans mention de valeur nominale, entièrement libérées et dont les caractéristiques sont mentionnées sous la section VIII « Les Actions » du présent Prospectus.

Les variations de capital se font de plein droit et sans les mesures de publicité et d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg prévues pour les augmentations et les diminutions de capital des sociétés anonymes.

Les statuts de la Société ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le « Mémorial ») le 17 juillet 2006 après avoir été déposés au Greffe du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg où ils peuvent être consultés. Les statuts de la Société ont été modifiés par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 13 novembre 2015. Les modifications ont été publiées au Mémorial le 10 février 2016.

La Société a été inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117 281.

La consolidation des comptes sera libellée en euro.

2. LES COMPARTIMENTS

EXANE FUNDS 1 est constituée sous forme d'une SICAV à compartiments multiples (ci-après un « Compartiment », des « Compartiments ») et, en tant que telle, offre aux investisseurs la possibilité d'investir dans plusieurs Compartiments différents, dont chacun dispose de son propre portefeuille de valeurs mobilières, instruments du marché monétaires et autres actifs autorisés par la loi, et poursuit des objectifs d'investissement spécifiques. Les caractéristiques et la politique d'investissement de chaque compartiment sont définis dans les suppléments spécifiques à chaque compartiment (les « Suppléments ») se trouvant à la fin du Prospectus.

Vis-à-vis des tiers, la Société constitue une seule et même entité juridique. Conformément à l'article 181 de la Loi de 2010, les actifs d'un Compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce Compartiment. Dans les relations des actionnaires entre eux, chaque Compartiment est traité comme une entité à part.

Cette structure offre aux investisseurs individuels et institutionnels au sens de l'article 174 (2) de la Loi de 2010 l'avantage de pouvoir choisir entre différents Compartiments et de pouvoir ensuite passer à leur gré d'un Compartiment à un autre aux conditions fixées sous la section « Conversion d'Actions » du présent Prospectus.

La Société a la possibilité de créer à tout moment de nouveaux Compartiments dont la politique d'investissement et les modalités d'offre seront communiquées le moment venu par la mise à jour du Prospectus. Les investisseurs pourront également en être informés par voie de presse si la réglementation l'exige ou si le conseil d'administration l'estime opportun. De même, le conseil d'administration pourra liquider certains Compartiments, conformément à ce qui est stipulé sous la section « Liquidation de la Société – Clôture et Fusion de Compartiments ou Classes » du présent Prospectus.

La valeur nette d'inventaire de chaque Compartiment d'actions sera libellée dans la devise de référence du

Compartiment telle que mentionnée dans la description de chaque Compartiment.

II. GESTION ET ADMINISTRATION

La Société est dirigée et représentée par un conseil d'administration (le « Conseil d'Administration ») agissant sous le contrôle de l'assemblée générale des actionnaires (l'« Assemblée Générale des Actionnaires »). La Société bénéficie de services de gestion, de conseil, de révision, de conservation d'actifs, d'administration et de distribution. Le rôle et la responsabilité liés à ces fonctions sont décrits ci-après.

1. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration assume la responsabilité ultime de la gestion et de l'administration de la Société en ce compris la gestion globale des investissements de la Société et la supervision de ses activités ainsi que la détermination et la mise en œuvre de la politique d'investissement de chaque Compartiment de la Société. Il peut accomplir tous les actes de gestion et d'administration pour compte de la Société et exercer tous les droits attachés directement ou indirectement aux actifs de la Société.

La liste des membres du conseil est reprise dans le présent Prospectus et dans les rapports périodiques.

2. SOCIETE DE GESTION

Exane Asset Management a été nommée par la Société en qualité de société de gestion (la « Société de Gestion ») conformément à la Loi de 2010, en vertu d'un contrat de gestion collective de portefeuille conclu le 12 octobre 2018 et prenant ses effets au 1^{er} décembre 2018 (le « Contrat de Gestion Collective de Portefeuille » ou « Contrat »).

Exane Asset Management est une société de gestion au sens du chapitre 15 de la Loi de 2010, agréée en France par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro GP 01015. Constituée le 20 février 2001 sous forme de société anonyme à directeur et conseil de surveillance de droit français, Exane Asset Management a été transformée en société par actions simplifiée le 12 octobre 2009.

Son capital social entièrement libéré s'élève à 3.000.000 euros. Elle est enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 434 692 828.

En vertu du Contrat de Gestion Collective de Portefeuille, sous la supervision et le contrôle du Conseil d'Administration, la Société de Gestion sera notamment responsable,

- de la gestion des actifs de la Société, qui recouvre notamment les tâches suivantes:
 - donner tous avis ou recommandations quant aux investissements à effectuer;
 - conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières et tous autres avoirs;
 - exercer, pour le compte de la Société, tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières appartenant à la Société.
- de l'administration de la Société ; et
- de la mise en œuvre de la distribution et de la commercialisation des actions de la Société.

La Société de Gestion est autorisée à déléguer à des tiers sous sa responsabilité et son contrôle une ou plusieurs de ses fonctions en vue de mener ses activités de manière plus efficace et pour autant qu'elle ait obtenu l'accord préalable de la Société et de l'autorité de contrôle luxembourgeoise (la « CSSF »).

La Société de Gestion a délégué les fonctions d'administration centrale en ce compris les fonctions d'agent teneur de registre et de transfert.

La responsabilité de la Société de Gestion n'est pas affectée par le fait qu'elle ait délégué ses fonctions et obligations à des tiers.

Le Contrat de Gestion Collective de Portefeuille a été conclu pour une durée indéterminée et peut être résilié par chacune des parties moyennant un préavis écrit de trois mois. Nonobstant ce qui précède, le contrat pourra être résilié avec effet immédiat dans les circonstances spécifiques prévues par ce contrat.

La Société de Gestion agira à tout moment dans l'intérêt des Actionnaires et conformément aux dispositions de la Loi de 2010, du Prospectus et des statuts de la Société.

La Société de Gestion agit également en tant que société de gestion de la SICAV Exane Funds 2.

La Société de gestion a adopté une politique de rémunération compatible avec une gestion saine et efficace des risques et qui n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque des Compartiments. La politique de rémunération intègre la gouvernance, une structure équilibrée entre les composantes fixes et variables ainsi que les règles concernant les risques et l'alignement des performances à long terme qui sont conçues de manière à être consistantes avec la stratégie, les objectifs, les valeurs et les intérêts de la Société de Gestion, de la Société et des Actionnaires et comprend les mesures visant à éviter les conflits d'intérêts. La Société de Gestion s'assure que l'évaluation des performances porte sur les performances à long terme de la Société et que le paiement effectif des composantes de la rémunération qui dépendent des performances s'échelonne sur la même période. La Société de gestion a identifié les membres de son personnel dont l'activité professionnelle a un impact matériel sur les profils de risque de la Société et s'assure que la politique de rémunération leur est appliquée. Les détails des mises à jour de la politique de rémunération de la Société de Gestion sont disponibles sur le site : <https://www.exane-am.com/sites/default/files/eamdocs/Politique%20de%20r%C3%A9mun%C3%A9ration%20EAM%202018.pdf> et une version papier est disponible, sans frais, sur demande auprès du siège social de la Société de Gestion.

La Société de Gestion percevra en rémunération de ses fonctions une commission de gestion, payable à la fin de chaque trimestre et calculée sur la moyenne des actifs nets de chaque Compartiment pour le trimestre considéré ; ainsi que d'éventuelles commissions de performance. Le montant de ces commissions est spécifié pour chacun des Compartiments dans le Supplément y relatif.

3. BANQUE DEPOSITAIRE, AGENT DOMICILIATAIRE ET DE COTATION

La conservation et la surveillance des actifs de la Société sont confiées à une banque dépositaire qui remplit les obligations et devoirs prescrits par la Loi de 2010.

La Société a nommé BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg comme banque dépositaire (ci-après la « Banque Dépositaire ») en vertu d'une convention signée le 1^{er} décembre 2018 (le « Contrat de Banque Dépositaire ») afin que celle-ci détienne, pour le compte de la Société, toutes les liquidités, toutes les valeurs mobilières et autres actifs appartenant à la Société.

BNP Paribas Securities Services est une succursale de BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg, une filiale détenue à 100% par BNP Paribas S.A.. BNP Paribas Securities Services SCA est une banque constituée en France sous forme de société en commandite par actions sous le numéro 552 109 011, agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumise à la supervision de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), avec siège social au 3, rue d'Antin à 75002 Paris qui, en qualité de Banque Dépositaire, agit au travers de sa succursale à Luxembourg dont le siège social est au 60, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et Sociétés à Luxembourg sous le numéro B117.281.

Une copie du Contrat de Banque Dépositaire peut être consultée par les actionnaires au siège de la Société, ainsi que dans les bureaux de la Banque Dépositaire, pendant les heures d'ouverture.

En vertu de la Loi de 2010, la Banque Dépositaire remplit trois types de fonctions clé, à savoir (i) les missions de surveillance, (ii) le suivi des flux de liquidités de la Société et (iii) la garde des actifs de la Société.

Tous les instruments financiers pouvant être conservés sont enregistrés dans les livres de la Banque Dépositaire dans des comptes ségrégués, ouvert au nom de la Société, pour chaque Compartiment. Pour les actifs autres que les instruments financiers et les liquidités, la Banque Dépositaire doit vérifier la propriété de la Société sur ces actifs.

Dans le cadre de sa mission de surveillance, la Banque Dépositaire est tenue de :

- 1) s'assurer que la vente, l'émission, le rachat, le remboursement et l'annulation des actions de la Société se font conformément à la législation luxembourgeoise et aux statuts de la Société ;
- 2) s'assurer que le calcul de la valeur nette d'inventaire des actions de la Société est effectué conformément à la législation luxembourgeoise et aux statuts de la Société ;
- 3) d'exécuter les instructions de la Société de gestion, sauf si elles sont contraires à la législation luxembourgeoise et aux statuts de la Société ;
- 4) s'assurer que dans les opérations portant sur les actifs de la Société, la contrepartie est remise à la Société dans les délais habituels ;
- 5) s'assurer que les produits de la Société reçoivent l'affectation conforme à la législation

luxembourgeoise et aux statuts de la Société.

L'objectif prioritaire de la Banque Dépositaire est de protéger les intérêts des actionnaires qui prévalent toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêt peuvent surgir si et quand la Société ou la Société de Gestion maintiennent des relations d'affaires avec BNP Paribas Securities Services en parallèle à la désignation de BNP Paribas Securities Services en qualité de Banque Dépositaire.

Ces autres relations d'affaires peuvent couvrir les services en relation avec :

- externalisation / délégation des fonctions de middle office ou back (par exemple, le traitement des transactions, le contrôle « *post trade* » de la conformité des investissements, la gestion des garanties, l'évaluation des opérations de gré à gré, l'administration de fonds compris le calcul de la valeur nette d'inventaire, agent de transfert) où BNP Paribas Securities Services ou ses sociétés affiliées agissent en tant que mandataire de la Société ou de la Société de Gestion, ou
- BNP Paribas Securities Services ou ses filiales ont été désignés par la Société ou la Société de Gestion comme contrepartie ou prestataires de services auxiliaires pour des opérations telles que l'exécution de change, prêt de titres, crédit relais.

La Banque Dépositaire est tenue de veiller à ce que toute transaction relative à ces relations d'affaires entre la Banque Dépositaire et une entité au sein du même groupe que La Banque Dépositaire est exécutée dans le meilleur intérêt des actionnaires.

Afin de prévenir toutes situations de conflits d'intérêt, la Banque Dépositaire a mis en place et maintient une politique de gestion des conflits d'intérêt, visant notamment :

- à identifier et analyser les situations potentielles de conflits d'intérêt ;
- à consigner, gérer et superviser les situations de conflits d'intérêt en :
 - maintenant des mesures permanentes pour prévenir les conflits d'intérêt tels que la ségrégation des fonctions, la séparation des niveaux hiérarchiques, listes d'initiés ;
 - mettant en place une gestion afin de (i) prendre les mesures préventives adéquates telle que l'établissement de listes de surveillance, la mise en place d'un nouveau « *chinese wall* » permettant de s'assurer que les opérations sont effectuées en bon père de famille et/ou en informant les actionnaires concernés, ou (ii) refuser de mener une activité qui donnerait lieu à un conflit d'intérêt ;
 - mettant en place une politique déontologique ;
 - enregistrant une cartographie des conflits d'intérêts permettant de créer un inventaire des mesures permanentes mises en place pour protéger les intérêts de la Société ; ou
 - mettant en place des procédures internes en relation avec, par exemple (i) la nomination des fournisseurs de services qui peuvent générer des conflits d'intérêts, (ii) de nouveaux produits / activités de la Banque Dépositaire afin d'évaluer toute situation impliquant un conflit d'intérêts.

Dans le cas où de tels conflits d'intérêts apparaîtraient, le Dépositaire se chargera de tous les efforts raisonnables pour résoudre de tels conflits d'intérêts (tenant compte de ses obligations et devoirs respectifs) et de veiller à ce que la Société et les actionnaires soient traités équitablement.

La Banque Dépositaire peut déléguer la garde des actifs de la Société à un tiers (Le « Délégué ») dans les conditions prévues par la législation et les règlements applicables et les dispositions du Contrat de Banque Dépositaire. Le processus de désignation de ces Délégués et la surveillance continue doivent être de grande qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient surgir suite à cette désignation. Le Délégué doit être soumis à la surveillance prudentielle (incluant notamment les dispositions relatives au capital minimum, la supervision par la juridiction concernée et des rapports d'audit externes) pour la garde des instruments financiers. Le fait que la Banque Dépositaire sous-délègue des fonctions à des tiers n'a pas d'incidence sur sa responsabilité.

Un risque potentiel de conflits d'intérêts peut se produire dans des situations où les Délégués peuvent conclure avec la Banque Dépositaire une relation commerciale distincte de délégation de la garde des actifs.

Afin d'éviter de tels conflits d'intérêts, la Banque Dépositaire a mis en œuvre une organisation interne selon laquelle ces relations commerciales distinctes n'ont pas d'influence sur le choix du Délégué ou le suivi de la performance des Délégués en vertu de la délégation de la garde des actifs.

La liste à jour des délégués et sous-délégués est disponible sur le site : http://securities.bnpparibas.com/files/live/sites/portal/files/contributed/files/Regulatory/Ucits_delegates_EN.pdf.

Les informations actualisées relatives aux délégués et sous-délégués, incluant une liste complète de tous les (sous)-conflits d'intérêts y relatifs ainsi que la description des missions de la Banque Dépositaire et les informations relatives aux fonctions de garde déléguées par la Banque Dépositaire peuvent être obtenues, sans frais et sur demande, auprès de la Banque Dépositaire.

Les informations mises à jour à propos des obligations de la Banque Dépositaire et les conflits d'intérêt qui peuvent surgir sont disponibles sur demande.

Le Contrat de Banque Dépositaire pourra être résilié par chacune des parties moyennant un préavis écrit de 90 jours adressé par l'une des parties à l'autre. Les dispositions ci-après seront alors applicables:

- une nouvelle banque dépositaire devra être désignée dans les deux mois qui suivent la résiliation du Contrat de Banque Dépositaire pour remplir les fonctions et assumer les responsabilités de banque dépositaire telles que définies dans la convention signée à cet effet;
- s'il est mis fin aux fonctions de banque dépositaire par la Société, la Banque Dépositaire continuera à exercer ses fonctions pendant le délai qui sera nécessaire pour assurer le transfert complet de tous les actifs de la Société à la nouvelle banque dépositaire;
- si la Banque Dépositaire renonce à ses fonctions, ses obligations ne prendront fin qu'après la désignation d'une nouvelle banque dépositaire et après transfert complet de tous les actifs de la Société auprès de cette dernière.

Les honoraires et frais de la Banque Dépositaire tels que détaillés dans les Suppléments, sont supportés par la Société et sont conformes aux usages de la place de Luxembourg. Ils représentent un pourcentage annuel de la moyenne des actifs nets et sont payés trimestriellement.

La Banque Dépositaire remplit également les fonctions d'agent domiciliataire et de cotation de la Société (ci-après l'« Agent Domiciliataire et de Cotation ») en vertu d'une convention signée en date du 27 juin 2006 (le « Contrat d'Agent Domiciliataire et de Cotation »). Dans ce contexte, elle est responsable des dispositions décrites dans le Contrat d'Agent Domiciliataire et de Cotation.

Moyennant un préavis écrit de 90 jours à l'Agent Domiciliataire et de Cotation, la Société pourra mettre fin à une ou plusieurs des fonctions visées par ce contrat. L'Agent Domiciliataire et de Cotation pourra mettre fin à ses propres fonctions moyennant un préavis écrit de 90 jours à la Société.

4. AGENT ADMINISTRATIF ET AGENT TENEUR DE REGISTRE ET DE TRANSFERT

La Société de Gestion a délégué les fonctions liées à l'administration de la Société à BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg en vertu d'une convention d'administration signée le 27 juin 2014, telle qu'amendée et novée le 1^{er} décembre 2018 (le « Contrat d'Administration »).

Les fonctions d'agent administratif (« Agent Administratif ») incluent notamment le calcul et la publication de la valeur nette d'inventaire des actions de chaque Compartiment conformément à la Loi de 2010 et aux statuts de la Société et l'accomplissement, pour le compte de la Société, de tous les services administratifs et comptables nécessités par la gestion de la Société.

Les fonctions d'agent teneur de registre et de transfert (« Agent Teneur de Registre et de Transfert ») incluent notamment le traitement des demandes de souscription, de rachat et de conversion des actions de la Société et la tenue du registre des actionnaires de la Société. L'Agent prend également en charge, s'il y a lieu, le paiement des dividendes et du prix de rachat aux Actionnaires de la Société.

Les droits et obligations de BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg sont régis par un contrat conclus pour une période indéterminée. Moyennant un préavis écrit de 90 jours à BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg, la Société de Gestion pourra mettre fin à une ou plusieurs des fonctions visées par ces contrats. BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg pourra mettre fin à ses propres fonctions moyennant un préavis écrit de 90 jours à la Société. Nonobstant ce qui précède, la Société de Gestion pourra mettre fin au Contrat d'Administration avec effet immédiat lorsque l'intérêt des investisseurs le requiert.

Conformément aux lois et règlements en vigueur et avec l'accord préalable de la Société de Gestion et de la CSSF, BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg est autorisée à déléguer, à ses propres frais, ses fonctions ou une partie de celles-ci à toute personne ou société qu'elle juge appropriée (ci-après le(s)

« Délégué(s) »), étant entendu que le Prospectus est mis à jour préalablement. Le fait que BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg sous-délègue des fonctions à des tiers n'a pas d'incidence sur la responsabilité de la Société de Gestion.

BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg percevra en rémunération de ses fonctions une commission telle que détaillée dans les Suppléments prélevée directement sur les actifs de la Société ou des Compartiments concernés.

5. DISTRIBUTEURS ET NOMINEES

La Société de Gestion pourra décider de nommer des distributeurs/nominees pour l'assister dans la distribution des actions de la Société dans les pays où celles-ci seront commercialisées.

Des contrats de distribution/nominee pourront être conclus entre la Société de Gestion et les différents distributeurs/nominees.

Le distributeur transmettra à l'Agent Teneur de Registre et de Transfert les demandes de souscription, de rachat et de conversion de même qu'il fera transiter les paiements relatifs.

Les nominees sont des banques ou établissements financiers désignés comme distributeurs par la Société de Gestion ou la société chargée d'organiser la distribution des actions de la Société. Ils jouent le rôle d'intermédiaires entre les investisseurs et la Société. Le nominee pourra demander la souscription, la conversion ou le rachat d'actions pour le compte de l'investisseur. L'inscription desdites opérations sur le registre des actions du Compartiment sera effectuée au nom du nominee.

Les dispositions du contrat de distribution et de nominee prévoient, entre autres, qu'un client qui a investi dans la Société par l'intermédiaire du nominee peut à tout moment exiger le transfert à son nom des actions souscrites via le nominee. Le client faisant usage de cette faculté sera enregistré sous son propre nom dans le registre des actionnaires dès réception de l'instruction de transfert en provenance du nominee.

Les actionnaires peuvent souscrire directement auprès de la Société sans passer par l'intermédiaire d'un des distributeurs/nominees.

En cas de désignation d'un nominee, ce dernier doit appliquer les procédures de lutte contre le blanchiment d'argent telles que décrites au point 2. e sous la section VIII « Les Actions » du présent Prospectus.

Les distributeurs/nominees ne sont pas autorisés à déléguer totalement ou partiellement leurs fonctions.

6. REVISEUR D'ENTREPRISES

La révision des comptes de la Société et des rapports annuels est confiée à PricewaterhouseCoopers S.à r.l., Luxembourg, en sa qualité de réviseur de la Société.

III. OBJECTIFS ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

L'objectif principal de la Société est d'offrir aux actionnaires une valorisation aussi élevée que possible des capitaux investis tout en les faisant bénéficier d'une répartition des risques.

La politique d'investissement de la Société est déterminée par le Conseil d'Administration en fonction de la conjoncture politique, économique, financière et monétaire du moment. Elle varie selon les Compartiments concernés, conformément aux caractéristiques propres à chacun d'eux tels que décrites dans les Suppléments figurant à la fin du présent Prospectus.

La Société permet aux actionnaires de changer, à des conditions préférentielles, l'orientation de leurs investissements et, éventuellement, de devises d'investissement par la conversion des actions d'un Compartiment en actions d'un autre Compartiment de la Société.

Dans chaque Compartiment, l'objectif recherché est la valorisation maximale des actifs investis. La Société prend les risques qu'elle juge raisonnables afin d'atteindre l'objectif assigné; toutefois, elle ne peut garantir d'y parvenir compte tenu des fluctuations boursières et des autres risques auxquels sont exposés les placements en valeurs mobilières.

La politique d'investissement sera mise en œuvre en stricte conformité avec le principe de diversification et de répartition des risques. A cette fin, la Société, sans préjudice de ce qui peut être spécifié pour un ou plusieurs Compartiments, sera soumise aux restrictions d'investissement décrites dans la section IV du présent Prospectus.

Par ailleurs, la Société, sans préjudice de ce qui peut être spécifié pour un ou plusieurs Compartiments, est autorisée, suivant les modalités stipulées sous la section V du présent Prospectus, à recourir aux techniques et instruments financiers en vue d'une bonne gestion du portefeuille et/ou dans un but de couverture.

Conformément à la Loi de 2010 et aux réglementations applicables, en particulier la Circulaire CSSF 11/512, la Société emploiera une méthode de gestion des risques qui lui permette de contrôler et de mesurer à tout moment le risque associé aux positions et la contribution de celles-ci au profil de risque général de son portefeuille.

Dans le cadre de la procédure de gestion des risques, la Société utilisera sauf dispositions contraires dans les Suppléments la méthode de l'approche par les engagements pour vérifier et mesurer l'exposition globale des Compartiments. Cette approche mesure l'exposition globale des positions sur les instruments financiers dérivés et autres techniques de gestion efficace de portefeuille qui ne peuvent pas dépasser la valeur nette d'inventaire du portefeuille de chaque Compartiment.

Les investissements des différents Compartiments seront soumis aux restrictions imposées par la Loi de 2010 et par le présent Prospectus.

Les limites prévues dans les sections IV « Restrictions d'Investissement » et V « Techniques et Instruments Financiers » du présent Prospectus ne doivent pas être respectées par la Société en cas d'exercice de droits de souscription attachés à des valeurs mobilières faisant partie de ses actifs.

Si un dépassement des limites visées ci-dessus intervient indépendamment de la volonté de la Société ou à la suite de l'exercice des droits de souscription, celle-ci doit, dans ses opérations de vente, avoir pour objectif prioritaire de régulariser cette situation en tenant compte de l'intérêt des actionnaires.

IV. RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT

En se fondant sur le principe de répartition des risques, le Conseil d'Administration a le pouvoir de déterminer la politique de la Société en matière d'investissement pour les placements de chaque Compartiment, la devise de référence et la conduite à adopter pour la gestion des affaires de la Société.

Sauf disposition contraire prévue pour un Compartiment dans le Supplément y relatif, la politique d'investissement devra être conforme aux règles et restrictions énoncées ci-après.

Pour une meilleure compréhension de la présente section, les notions suivantes ont été définies comme suit:

Autre Etat: tout état d'Europe qui n'est pas un Etat Membre, et tout Etat d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie et d'Océanie.

Autre Marché Réglementé: Marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, c'est à dire (i) un marché qui répond aux critères cumulatifs suivants: la liquidité; la multi latéralité dans la confrontation des ordres (confrontation générale des offres et des demandes permettant l'établissement d'un prix unique); et la transparence (diffusion d'un maximum d'informations offrant aux donneurs d'ordres la possibilité de suivre le déroulement du marché pour s'assurer que leurs ordres ont bien été exécutés aux conditions du moment); (ii) dont les valeurs sont négociées avec une certaine périodicité fixe, (iii) qui est reconnu par un état ou par une autorité publique bénéficiant d'une délégation de cet état ou par une autre entité telle une association de professionnels reconnue par cet état ou par cette autorité publique et (iv) dont les valeurs y négociées doivent être accessibles au public.

Etat Membre: un état membre de l'Union européenne.

Groupe de Sociétés: des sociétés appartiennent à un même groupe lorsque, en vertu de la directive 83/349/CEE du Conseil du 13 juin 1983 concernant les comptes consolidés ou conformément aux règles comptables internationales reconnues, elles doivent établir des comptes consolidés.

Instruments du Marché Monétaire: des instruments habituellement négociés sur le marché monétaire, qui sont liquides et dont la valeur peut être déterminée avec précision à tout moment.

Marché Réglementé: un marché réglementé tel que défini dans la directive 2004/39/CE du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, à savoir un système multilatéral, exploité et/ou géré par un opérateur de marché qui assure ou facilite la rencontre – en son sein même et selon ses règles non discrétionnaires – de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des instruments financiers, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats portant sur des instruments financiers admis à la négociation dans le cadre de ses règles et/ou de ses systèmes, et qui est agréé et fonctionne régulièrement conformément aux dispositions de la directive 2004/39/CE.

Valeurs Mobilières:

- les actions et autres valeurs assimilables à des actions;
- les obligations et les autres titres de créance;
- toutes les autres valeurs négociables donnant le droit d'acquérir de telles valeurs mobilières par voie de souscription ou d'échange.

à l'exclusion des techniques et instruments visés dans la section V « Techniques et Instruments Financiers » du présent Prospectus.

A. LES PLACEMENTS DE LA SOCIETE POURRONT ETRE CONSTITUES DE:

- (1) Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire admis ou négociés sur un Marché Réglementé.
- (2) Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire négociés sur un Autre Marché Réglementé d'un Etat membre.
- (3) Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Autre Etat ou négociés sur un Autre Marché Réglementé d'un Autre Etat.
- (4) Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire nouvellement émis, sous réserve que:
 - les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'un Marché Réglementé, d'une bourse de valeurs d'un Autre Etat ou à un Autre Marché Réglementé, visés sous les points (1) à (3), soit introduite;
 - et que l'admission soit obtenue dans un délai d'un an à compter de l'émission.
- (5) Parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et/ou d'autres organismes de placement collectif (OPC) au sens de l'article 1(2), premier et deuxième tirets de la directive 2009/65/CE, qu'ils se situent ou non dans un Etat membre de l'Union européenne, à condition que:
 - ces autres OPC soient agréés conformément à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la Commission de Surveillance du Secteur Financier (la « CSSF ») considère comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie (actuellement les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, la Suisse, la Norvège, Hong-Kong et le Japon);
 - le niveau de protection garantie aux détenteurs de parts de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les détenteurs de parts d'un OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la ségrégation des actifs, aux emprunts, aux prêts, aux ventes à découvert de Valeurs Mobilières et d'Instruments du Marché Monétaire soient équivalentes aux exigences de la directive 2009/65/CE;

- les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des bénéfices et des opérations de la période considérée;
- la proportion d'actifs des OPCVM ou de ces autres OPC dont l'acquisition est envisagée, qui, conformément à leurs documents constitutifs, peut être investie globalement dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10%.

- (6) dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat Membre ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un Autre Etat, soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire.
- (7) instruments financiers dérivés, y compris les instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, qui sont négociés sur un Marché Réglementé ou sur un Autre Marché Réglementé du type visé aux points (1), (2) et (3) ci-dessus, et/ou instruments financiers dérivés négociés de gré à gré (« instruments dérivés de gré à gré »), à condition que:
- (i)
 - le sous-jacent consiste en instruments relevant du présent titre A, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou en devises, dans lesquels la Société peut effectuer des placements conformément à ses objectifs d'investissement;
 - les contreparties aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré soient des établissements soumis à une surveillance prudentielle et appartenant aux catégories agréées par la CSSF; et
 - les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative de la Société, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur.
 - (ii) en aucun cas, ces opérations ne conduisent la Société à s'écarter de ses objectifs d'investissement.

La Société peut notamment intervenir dans des opérations portant sur des options, des contrats à terme sur instruments financiers et sur des options sur de tels contrats.

- (8) Instruments du Marché Monétaire autres que ceux négociés sur un Marché Réglementé ou sur un Autre Marché Réglementé, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient:
- émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat Membre, par la Banque Centrale Européenne, par l'Union européenne ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Autre Etat ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats Membres; ou
 - émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les Marchés Réglementés ou sur les Autres Marchés Réglementés visés aux points (1), (2) et (3) ci-dessus; ou
 - émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire; ou
 - émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à 10.000.000 euros et qui présente et publie ses comptes

annuels conformément à la directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un Groupe de Sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du Groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

B. EN OUTRE, SAUF DISPOSITION CONTRAIRE PREVUE PAR LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT PLUS RESTRICTIVE D'UN COMPARTIMENT ET MENTIONNEE DANS LE SUPPLEMENT Y RELATIF, LA SOCIETE POURRA, DANS CHAQUE COMPARTIMENT:

- (1) Investir jusqu'à 10% des actifs nets du Compartiment dans des Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire autres que ceux visés dans le titre A, points (1) à (4) et (8).
- (2) Détenir, à titre accessoire, des liquidités et autres instruments assimilables à des liquidités; cette restriction pourra exceptionnellement et temporairement être écartée si la Société considère qu'une telle décision est prise dans l'intérêt des actionnaires.
- (3) Emprunter jusqu'à 10% des actifs nets du Compartiment, pour autant qu'il s'agisse d'emprunts temporaires. Les engagements en rapport avec des contrats d'options, des achats et ventes de contrats à terme ne sont pas considérés comme des emprunts pour le calcul de la limite d'investissement.
- (4) Acquérir des devises par le truchement d'un prêt de type face à face.

C. PAR AILLEURS, LA SOCIETE OBSERVERA, EN CE QUI CONCERNE LES ACTIFS NETS DE CHAQUE COMPARTIMENT, LES RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT PAR EMETTEUR SUIVANTES:

(a) REGLES DE REPARTITION DES RISQUES

Pour le calcul des limitations décrites aux points (1) à (5) et (8) ci-dessous, les sociétés comprises dans le même Groupe de Sociétés sont à considérer comme un seul émetteur.

Dans la mesure où un émetteur est une entité juridique à compartiments multiples où les actifs d'un compartiment répondent exclusivement des droits des investisseurs relatifs à ce compartiment et de ceux des créanciers dont la créance est née à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment, chaque compartiment est à considérer comme un émetteur distinct pour l'application des règles de répartition des risques.

• **VALEURS MOBILIERES ET INSTRUMENTS DU MARCHE MONETAIRE**

- (1) Un Compartiment ne peut pas acquérir de Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire supplémentaires d'un seul et même émetteur si, suite à cette acquisition:
 - (i) plus de 10% de ses actifs nets correspondent à des Valeurs Mobilières ou des Instruments du Marché Monétaire émis par cette entité.
 - (ii) la valeur totale des Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire détenus auprès des émetteurs dans chacun desquels il investit plus de 5% dépasse 40% de la valeur de ses actifs nets. Cette limite ne s'applique pas aux dépôts auprès d'établissements financiers faisant l'objet d'une surveillance prudentielle et aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré avec ces établissements.
- (2) Un Compartiment peut investir jusqu'à 20% de ses actifs dans des Valeurs Mobilières et des Instruments du Marché Monétaire émis par un même Groupe de Sociétés.
- (3) La limite de 10% fixée au point (1) (i) est augmentée à 35% si les Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire sont émis ou garantis par un Etat Membre, par ses collectivités publiques territoriales, par un Autre Etat ou par des organismes publics internationaux dont un ou plusieurs Etats Membres font partie.
- (4) La limite de 10% fixée au point (1) (i) est portée à 25% pour certaines obligations, lorsque celles-ci sont émises par un établissement de crédit qui a son siège statutaire dans un Etat Membre et qui est légalement soumis à une surveillance spéciale des autorités publiques destinée à protéger les détenteurs de telles obligations. En particulier, les sommes découlant de l'émission de ces

obligations doivent être investies, conformément à la législation, dans des actifs qui, durant toute la période de validité des obligations, peuvent couvrir les créances résultant des obligations et qui, en cas de faillite de l'émetteur, seraient utilisés en priorité pour le remboursement du principal et le paiement des intérêts courus. Dans la mesure où un Compartiment investit plus de 5% de ses actifs dans de telles obligations, émises par un même émetteur, la valeur totale de ces investissements ne peut dépasser 80% de la valeur des actifs nets de ce compartiment.

- (5) Les valeurs mentionnées ci-dessus aux points (3) et (4) ne sont pas à prendre en compte pour le calcul du plafond de 40% prévu au point (1) (ii).
- (6) **Nonobstant les limites décrites ci-dessus, chaque Compartiment est autorisé à investir, selon le principe de répartition des risques, jusqu'à 100% de ses actifs dans différentes émissions de Valeurs Mobilières et d'Instruments du Marché Monétaire émis ou garantis par un Etat Membre, par ses collectivités publiques territoriales, par un Etat membre de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) tel que les Etats-Unis ou par des organismes internationaux à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats Membres, sous réserve que (i) ces valeurs appartiennent à six émissions différentes au moins et que (ii) les valeurs appartenant à une même émission ne dépassent pas 30% des actifs nets du Compartiment.**
- (7) Sans préjudice des limites posées sous la section (b) ci-après, les limites fixées au point (1) sont portées à un maximum de 20% pour les placements en actions et/ou obligations émises par une même entité, lorsque la politique de placement de la Société a pour objet de reproduire la composition d'un indice d'actions ou d'obligations précis qui est reconnu par la CSSF, sur les bases suivantes:
- la composition de l'indice est suffisamment diversifiée;
 - l'indice constitue un étalon représentatif du marché auquel il se réfère;
 - il fait l'objet d'une publication appropriée.

La limite de 20% est portée à 35% lorsque cela s'avère justifié par des conditions exceptionnelles sur les marchés, notamment sur des Marchés Réglementés où certaines Valeurs Mobilières ou certains Instruments du Marché Monétaire sont largement dominants. L'investissement jusqu'à cette limite n'est permis que pour un seul émetteur.

•DEPOTS BANCAIRES

- (8) La Société ne peut investir plus de 20% des actifs nets de chaque Compartiment dans des dépôts placés auprès de la même entité.

•INSTRUMENTS DERIVES ET TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

- (9) Le risque de contrepartie dans une transaction sur instruments dérivés de gré à gré ou techniques de gestion efficace de portefeuille ne peut excéder 10% des actifs nets du Compartiment lorsque la contrepartie est un des établissements de crédit visés à la section A (6) ci-dessus, ou 5% de ses actifs dans les autres cas.
- (10) Les investissements dans des instruments financiers dérivés peuvent être réalisés pour autant que, globalement, les risques auxquels sont exposés les actifs sous-jacents n'excèdent pas les limites d'investissement fixées aux points (1) à (5), (8), (9), (13) et (14). Lorsque la Société investit dans des instruments financiers dérivés fondés sur un indice, ces investissements ne sont pas nécessairement combinés aux limites fixées aux points (1) à (5), (8), (9), (13) et (14).
- (11) Les contreparties de chaque Compartiment sont des établissements de crédit de premier rang sélectionnés par la Société de Gestion. Elles sont sélectionnées et évaluées régulièrement conformément à la politique de meilleure exécution de la Société de Gestion disponible sur son site internet: www.exane-am.com (rubrique « informations réglementaires »); ou sur simple demande auprès de la Société de Gestion. L'exposition d'un compartiment construite via un Instrument Dérivé ou un contrat financier fait l'objet de la signature d'un contrat entre la Société pour le compte du Compartiment concerné et la contrepartie.

- (12) Lorsqu'une Valeur Mobilière ou un Instrument du Marché Monétaire comporte un instrument dérivé, ce dernier doit être pris en compte lors de l'application des dispositions énoncées aux sections C, point (14) et D, point (1) ainsi que pour l'appréciation des risques associés aux transactions sur instruments dérivés.

•PARTS DE FONDS OUVERTS

- (13) Un Compartiment ne peut pas investir plus de 20% de ses actifs nets dans les parts d'un même OPCVM ou autre OPC, tels que définis dans la section A, point (5).

• LIMITES COMBINEES

- (14) Nonobstant les limites individuelles fixées aux points (1), (8) et (9) ci-dessus, un Compartiment ne peut pas combiner:
- des investissements dans des Valeurs Mobilières ou Instruments du Marché Monétaire émis par une même entité ;
 - des dépôts auprès d'une même entité ; et/ou
 - des risques découlant de transactions sur des instruments dérivés de gré à gré ou des techniques de gestion efficace de portefeuille avec une seule entité ;

qui soient supérieurs à 20% de ses actifs nets.

- (15) Les limites prévues aux points (1), (3), (4), (8), (9) et (13) ci-dessus ne peuvent être combinées; par conséquent, les investissements de chaque Compartiment dans des Valeurs Mobilières ou Instruments du Marché Monétaire émis par la même entité, dans des dépôts auprès de cette entité ou dans des instruments dérivés ou des techniques de gestion efficace de portefeuille négociés avec cette entité conformément aux points (1), (3), (4), (8), (9) et (13) ne peuvent pas dépasser au total 35% des actifs nets de ce Compartiment.

(b) LIMITATIONS QUANT AU CONTROLE

- (16) La Société ne peut pas acquérir d'actions assorties du droit de vote lui permettant d'exercer une influence notable sur la gestion d'un émetteur.
- (17) La Société ne peut acquérir (i) plus de 10% d'actions sans droit de vote d'un même émetteur; (ii) plus de 10% d'obligations d'un même émetteur; (iii) plus de 10% d'Instruments du Marché Monétaire émis par un même émetteur; ou (iv) plus de 25% des parts d'un même OPCVM et/ou autre OPC.

Les limites fixées aux points (ii) à (iv) peuvent ne pas être respectées lors de l'acquisition si, à ce moment-là, le montant brut des obligations ou des Instruments du Marché Monétaire, ou le montant net des titres émis, ne peut être calculé.

Les plafonds prévus aux points (15) et (16) ne sont pas d'application en ce qui concerne:

- les Valeurs Mobilières et les Instruments du Marché Monétaire émis ou garantis par un Etat Membre ou ses collectivités publiques territoriales;
- les Valeurs Mobilières et les Instruments du Marché Monétaire émis ou garantis par un Autre Etat;
- les Valeurs Mobilières et les Instruments du Marché Monétaire émis par des organismes internationaux à caractère public dont un ou plusieurs Etats Membres font partie;
- les actions détenues dans le capital d'une société d'un Autre Etat tiers, sous réserve que (i) cette société investisse ses actifs essentiellement en titres d'émetteurs ressortissant de cet état lorsque, (ii) en vertu de la législation de cet état, une telle participation constitue pour la Société la seule possibilité d'investir en titres d'émetteurs de cet état, et (iii) cette société respecte dans sa politique de placement les règles de diversification du

risque et de limitation du contrôle énoncées aux sections C, points (1) à (5), (8), (9), (12) à (16) et D, point (2);

- les actions détenues dans le capital des sociétés filiales exerçant uniquement au profit exclusif de la Société des activités de gestion, de conseil ou de commercialisation dans le pays où la filiale est située en ce qui concerne le rachat de parts à la demande des actionnaires.

D. EN OUTRE, LA SOCIETE DEVRA OBSERVER LES RESTRICTIONS D'INVESTISSEMENT PAR INSTRUMENTS SUIVANTES:

- (1) Les risques sont calculés en tenant compte de la valeur courante des actifs sous-jacents, du risque de contrepartie, de l'évolution prévisible des marchés et du temps disponible pour liquider les positions.
- (2) Les placements dans des parts d'OPC autres que les OPCVM ne peuvent dépasser, au total, 30% des actifs nets d'un Compartiment.

E. ENFIN, LA SOCIETE S'ASSURE QUE LES PLACEMENTS DE CHAQUE COMPARTIMENT RESPECTENT LES REGLES SUIVANTES:

- (1) Un Compartiment ne peut pas acquérir des matières premières, des métaux précieux ou encore des certificats représentatifs de ceux-ci, étant entendu que les opérations portant sur des devises, instruments financiers, indices ou valeurs de même que les contrats à terme, contrats d'options et de swap y relatifs ne sont pas considérés comme des opérations portant sur des marchandises dans le sens de cette restriction.
- (2) Un Compartiment ne peut pas acquérir des biens immobiliers, sauf si de telles acquisitions sont indispensables à l'exercice direct de son activité.
- (3) Un Compartiment ne peut pas utiliser ses actifs pour garantir des valeurs.
- (4) Un Compartiment ne peut pas émettre des warrants ou autres instruments conférant le droit d'acquérir des actions de ce Compartiment.
- (5) Sans préjudice de la possibilité pour la Société d'acquérir des obligations et autres titres représentatifs de créances conformes à la partie I de la Loi de 2010 et d'être titulaire de dépôts bancaires, un Compartiment ne peut pas accorder des crédits ou se porter garant pour le compte de tiers. Cette restriction ne fait pas obstacle à l'acquisition de Valeurs Mobilières, d'Instruments du Marché Monétaire ou d'autres instruments financiers non entièrement libérés, tels que visés dans la section A points (5), (7) et (8).
- (6) Un Compartiment ne peut pas effectuer des ventes à découvert de Valeurs Mobilières, d'Instruments du Marché Monétaire ou d'autres instruments financiers mentionnés dans la section A points (5), (7) et (8).

F. NONOBTANT TOUTES LES DISPOSITIONS PRECITEES:

- (1) Tout en veillant au respect du principe de la répartition des risques, chaque Compartiment peut déroger pendant une période de six mois qui suit la date de son agrément, à la section C, points (1) à (9), (12) à (14).
- (2) Les limites fixées précédemment peuvent ne pas être respectées lors de l'exercice des droits de souscription afférents à des Valeurs Mobilières ou des Instruments du Marché Monétaire qui font partie des actifs du Compartiment concerné.
- (3) Si un dépassement des limites intervient indépendamment de la volonté de la Société ou à la suite de l'exercice de droits de souscription, la Société doit, dans ses opérations de vente, avoir pour objectif prioritaire de régulariser cette situation en tenant compte de l'intérêt des actionnaires.

Le Conseil d'Administration a le droit de déterminer d'autres restrictions d'investissement dans la mesure où ces limites sont nécessaires pour se conformer aux lois et règlements des pays dans lesquels les actions de la Société seront offertes ou vendues.

V. TECHNIQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société peut veiller à ce que des Compartiments recourent à des techniques et instruments relatifs aux Valeurs Mobilières et Instruments du Marché Monétaire, tels que les opérations de prêt de titres, ainsi que les contrats de prise et de mise en pension, dans la mesure où ces techniques et instruments sont utilisés à des fins de couverture et/ou de gestion efficace de portefeuille et/ou à des fins d'investissement, conformément aux conditions prévues dans la présente section ainsi qu'aux objectifs et à la politique d'investissement du Compartiment, tels qu'indiqués dans le Supplément y relatif. Le recours à de tels techniques et instruments ne doit ni entraîner un changement de l'objectif d'investissement déclaré de tout Compartiment, ni venir augmenter substantiellement le profil de risque indiqué du Compartiment.

A. DISPOSITIONS GENERALES:

Sauf disposition contraire prévue pour un Compartiment donné, la Société peut recourir dans chaque Compartiment aux techniques et instruments qui ont pour objet des Valeurs Mobilières et des Instruments du Marché Monétaire, tels que les opérations de financement sur titres (ci-après les « OFT »). Une OFT est définie dans le Règlement OFT comme une opération de mise/prise en pension, un prêt de titres et un emprunt de titres, une opération d'achat-revente ou une opération de vente-rachat, ou une opération de prêt avec appel de marge. Le Règlement OFT (le « Règlement OFT ») s'entend du règlement (UE) 20015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) no 648/2012), en vue d'une bonne gestion du portefeuille et/ou dans un but de protection de ses actifs et engagements. Les dispositions de la circulaire CSSF 14/592, de la circulaire CSSF 08/356 et du Règlement OFT doivent à tout moment être respectées.

L'utilisation des opérations d'acquisitions ou de cessions temporaires de titres ainsi que des opérations de mise/prise en pension et des opérations d'achat-revente est opérée dans le but d'accomplir l'objectif de gestion des Compartiments. Ces opérations font l'objet d'une rémunération entièrement acquise au Compartiment. Les éventuels frais opérationnels liés à ces opérations entrent dans le régime des frais facturés par les prestataires de service du Compartiment tel que spécifié à la section 11 « commissions supportées par le compartiment » sous-section 2 « Prestataires de service » de chaque Supplément. Le cas échéant, les conflits d'intérêts identifiés par la Société de Gestion sont documentés dans sa politique de gestion des conflits d'intérêts disponible sur son site internet: www.exane-am.com (rubrique « informations réglementaires »).

Chaque Compartiment est susceptible d'encourir des coûts et frais en rapport avec les techniques de gestion efficace de portefeuille. Un Compartiment peut notamment verser des commissions à des agents ou autres intermédiaires, lesquels peuvent être affiliés à la Banque Dépositaire ou à la Société de Gestion, en contrepartie des fonctions et des risques qu'ils assument. Le montant de ces commissions peut être fixe ou variable. Les informations sur les coûts et frais opérationnels directs et indirects encourus par chaque Compartiment à cet égard, ainsi que l'identité des entités auxquelles ces coûts et frais sont versés et toute affiliation de celles-ci avec la Banque Dépositaire ou la Société de Gestion, le cas échéant, peuvent être disponibles dans le rapport annuel de la Société.

Lorsque ces opérations concernent l'utilisation d'instruments dérivés, les conditions et limites fixées précédemment dans la section IV « Restrictions d'Investissement » du présent Prospectus doivent être respectées.

La « gestion efficace de portefeuille (« GEP ») permet le recours à des techniques et instruments afin de réduire les risques et/ou les frais et/ou d'augmenter le rendement du capital ou des revenus moyennant un niveau de risque en ligne avec les exigences de profil de risque et de diversification des risques du Compartiment concerné. « Objectifs d'investissement » renvoie à l'utilisation de techniques et instruments pour remplir les objectifs d'investissement du Compartiment concerné. « Objectifs de couverture » s'entend de combinaisons de positions sur des instruments dérivés et/ou de positions au niveau des liquidités réalisées afin de réduire les risques liés aux instruments dérivés et/ou aux titres détenus par le Compartiment concerné.

En aucun cas, le recours à des transactions portant sur des instruments dérivés ou autres techniques et instruments financiers ne doit conduire un Compartiment à s'écarter des objectifs d'investissement exposés dans le Supplément concerné.

Les instruments financiers dérivés utilisés par tout Compartiment peuvent comprendre les catégories d'instruments suivantes, sans que cette liste ne soit exhaustive:

(A) **Options:** une option est un contrat conférant à l'acheteur, qui paie un droit ou une prime, le droit et non l'obligation d'acheter ou de vendre un montant spécifié d'un actif sous-jacent à un prix convenu (le prix d'exercice) à ou jusqu'à l'expiration du contrat. Une option d'achat est une option permettant d'acheter et une option de vente est une option permettant de vendre.

(B) **Contrats à terme :** un contrat à terme est un accord permettant d'acheter ou de vendre, à concurrence d'un montant donné, un titre, une devise, un indice (y compris un indice de matières premières éligible) ou un autre actif à une date ultérieure spécifique et à un prix convenu d'avance.

(C) **Contrat de gré à gré :** un contrat de gré-à-gré est un contrat personnalisé bilatéral permettant d'échanger un actif ou des flux financiers à une date de règlement ultérieure spécifiée et à un prix à terme convenu à la date de transaction. Une partie à ce type de contrat est l'acheteur (*long*), qui accepte de payer le prix à terme à la date de transaction; l'autre partie est le vendeur (*short*), qui accepte de recevoir le prix à terme.

(D) **Swap de taux d'intérêt:** un swap de taux d'intérêt est un accord en vue d'échanger des *cash flows* liés au taux d'intérêt, calculés sur un montant principal notionnel, à des intervalles spécifiés (dates de paiement) au cours de la durée de l'accord.

(E) **Swaptions:** un swaption est un accord conférant à l'acheteur, qui paie un droit ou une prime, le droit et non l'obligation de conclure un swap de taux d'intérêt au taux d'intérêt présent au cours d'une période donnée.

(F) **Swaps de défaut de crédit :** un swap de défaut de crédit (*CDS*), est un contrat de dérivés de crédit apportant à l'acheteur une protection, en général la récupération complète, en cas de défaut de l'entité de référence ou de la créance ou si celles-ci connaissent un événement de crédit. En contrepartie, le vendeur du CDS reçoit de l'acheteur une rémunération régulière, appelée *spread*.

(G) **Contrat d'échange sur rendement global :** un contrat d'échange sur rendement global est un contrat dans lequel une partie (le payeur du rendement total) transfère l'intégralité de la performance économique d'une obligation de référence à l'autre partie (le receveur du rendement total). La performance économique totale comprend le revenu des intérêts et rémunérations, plus-values ou pertes résultant des mouvements du marché, et les pertes de crédit.

(H) **Contrats de différence:** un contrat de différence est un accord entre deux parties de payer à l'autre le changement de prix d'un actif sous-jacent. En fonction de la manière dont le prix varie, une partie paie à l'autre la différence depuis le moment où le contrat a été convenu jusqu'au moment où il se termine.

B. OPERATIONS DE PRET ET D'EMPRUNT SUR TITRES:

Les opérations de prêt de titres sont des transactions où un prêteur transfère des titres ou instruments à un emprunteur, sous réserve de l'engagement selon lequel l'emprunteur restitue des titres ou instruments équivalents à une date ultérieure ou à la demande du prêteur, une telle opération étant considérée comme un prêt de titres pour la partie opérant au transfert des titres ou instruments, et comme un emprunt de titres pour la contrepartie à laquelle lesdits titres ou instruments sont transférés.

Lorsque son Supplément le précise, un Compartiment est autorisé à conclure des opérations de prêt de titres en qualité de prêteur de titres ou instruments.

1. Règles destinées à assurer la bonne fin des opérations de prêt

Un Compartiment est autorisé à conclure des opérations de prêt de titres en qualité de prêteur de titres ou instruments sous réserve des dispositions de la présente section. Les opérations de prêts de titres ont pour but de bonifier le rendement du Compartiment de l'OPCVM.

Un Compartiment peut seulement prêter des titres soit directement soit par l'intermédiaire d'un système standardisé, organisé par une institution reconnue de compensation de titres ou par une

institution financière de premier ordre soumise à des règles prudentielles de supervision considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prescrites par la législation européenne, et spécialisée dans ce type de transactions.

Le Compartiment s'assure qu'il est à même à tout moment de rappeler tout titre ayant été prêté ou de mettre fin à toute opération de prêt de titres qu'il a contracté afin de pouvoir faire face à ses obligations de rachat et afin que ces transactions ne compromettent pas la gestion de ses actifs telle que prévue par sa politique d'investissement.

Dans le cadre des opérations de prêt, le Compartiment recevra une garantie dont la valeur au moment de la conclusion du contrat et durant toute la durée du contrat est au moins égale à 90% de la valeur d'évaluation globale des titres prêtés.

Cette garantie est donnée sous forme de:

- (i) liquidités;
- (ii) obligations émises ou garanties par un Etat membre de l'OCDE ou par ses collectivités publiques territoriales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère européen, régional ou mondial;
- (iii) actions ou parts émises par des OPC du type monétaire calculant une valeur nette d'inventaire quotidiennement et classés AAA ou son équivalent;
- (iv) actions ou parts émises par des OPCVM investissant dans les obligations/actions mentionnées sous les points (v) et (vi) ci-dessous;
- (v) obligations émises ou garanties par des émetteurs de premier ordre offrant une liquidité adéquate; ou
- (vi) actions cotées ou négociées sur un marché réglementé d'un Etat membre de l'Union européenne ou sur une bourse de valeurs d'un état faisant partie de l'OCDE à condition que ces actions soient incluses dans un indice important.

Cette garantie ne sera pas requise si le prêt de titres est effectué par l'intermédiaire d'une institution de *clearing* reconnue ou de toute autre institution qui accepte de fournir elle-même au prêteur une sécurité conformément aux exigences mentionnées ci-dessus.

L'intégralité des revenus générés par les opérations de prêt et d'emprunt de titres, nets de coûts et frais opérationnels directs et indirects, sera restituée au Compartiment concerné. Lesdits coûts et frais ne comporteront pas de revenu caché. Le revenu net des Compartiments généré par les opérations de prêt de titres ainsi que les coûts opérationnels directs et indirects et l'identité des entités auxquelles lesdits coûts sont payés seront communiqués dans le rapport annuel de la Société.

2. Conditions et limites des opérations de prêt et d'emprunt

Le Compartiment peut réinvestir la garantie reçue sous forme d'espèces dans:

- des actions ou parts émises par des OPC de type monétaire calculant une valeur nette d'inventaire quotidiennement et classés AAA ou son équivalent;
- des dépôts bancaires à court terme;
- des instruments du marché monétaire tels que définis par la Directive CE 2007/16;
- des obligations à court terme émises ou garanties par un Etat membre de l'Union européenne, la Suisse, le Canada, le Japon et les Etats-Unis ou par leurs autorités territoriales ou par les institutions et organismes supranationaux à caractère communautaire, régional ou mondial;
- des obligations émises ou garanties par des émetteurs de premier ordre et offrant une liquidité adéquate; et,
- des opérations de prise en pension.

Un Compartiment pourra par ailleurs s'engager dans des opérations d'emprunt de titres notamment dans les circonstances suivantes, sans que cette liste ne puisse être considérée comme exhaustive:

(a) lorsque le Compartiment est engagé dans une vente de titres de son portefeuille à un moment où ces titres sont en cours d'enregistrement auprès d'une autorité gouvernementale et de ce fait ne sont pas disponibles; (b) lorsque des titres qui ont été prêtés ne sont pas restitués en temps voulu; et (c) afin d'éviter qu'une livraison promise de titres ne puisse avoir lieu au cas où la Banque Dépositaire manquerait à son obligation de délivrer les titres en question et (d) comme technique devant lui permettre de remplir son obligation de délivrer les titres faisant l'objet d'une vente à

rémeré lorsque la contrepartie exerce son droit de rachat, dans la mesure où ces titres ont été vendus précédemment par le Compartiment.

C. OPERATIONS A REMERE ET OPERATIONS DE PRISE/MISE EN PENSION:

Sauf disposition contraire prévue pour un Compartiment donné, chaque Compartiment peut, à titre accessoire et dans une optique de dynamisation, s'engager dans les limites et conditions des circulaires 08/356 et 14/592 émises par la CSSF dans des **opérations à réméré** qui consistent dans l'achat et la vente de titres dont une clause réserve au vendeur le droit ou l'obligation de racheter à l'acquéreur les titres vendus à un prix et à un terme stipulés entre les deux parties lors de la conclusion du contrat.

1. Opérations de prise et de mise en pension:

Les opérations de mise en pension sont des transactions régies par un accord par lequel une partie vend des titres ou instruments à une contrepartie, sous réserve d'un engagement à les racheter, ou des titres ou instruments de remplacement présentant les mêmes caractéristiques, auprès d'une contrepartie à un prix spécifié à une date ultérieure donnée, ou à spécifier, par le cédant. De telles transactions sont communément dénommées opérations de mise en pension pour la partie cédant les titres ou instruments, et opérations de prise en pension pour la contrepartie les acquérant.

Les opérations de mise en pension fermes sont des transactions où, à échéance, le cédant est obligé de reprendre les actifs cédés au titre de l'opération de mise en pension et l'acheteur est obligé de restituer les actifs acquis au titre de l'opération de mise en pension.

Lorsque cela est spécifié dans le Supplément pertinent d'un Compartiment donné, le Compartiment peut conclure des opérations de mise en pension et/ou des opérations de mise en pension ferme en qualité d'acheteur ou de vendeur de titres ou instruments, sous réserve des dispositions de la présente section.

Un Compartiment peut intervenir dans des opérations à réméré soit en qualité d'acheteur, soit en qualité de vendeur.

De la même manière, chaque Compartiment peut s'engager dans:

- des **opérations de prise en pension** ayant pour but d'assurer le placement des liquidités de l'OPCVM aux meilleurs taux en prenant des titres comme garanties. Ces opérations consistent dans des opérations au terme desquelles le cédant (contrepartie) a l'obligation de reprendre le bien mis en pension et l'OPCVM a l'obligation de restituer le bien pris en pension; ou

- des **opérations de mise en pension** consistant dans des opérations au terme desquelles l'OPCVM a l'obligation de reprendre le bien mis en pension alors que le cessionnaire (contrepartie) a l'obligation de restituer le bien pris en pension.

Son intervention dans les opérations en cause est cependant soumise aux règles suivantes:

1. a) Règles destinées à assurer la bonne fin de ces opérations

Un Compartiment ne peut acheter ou vendre des titres à réméré et s'engager dans des opérations de prise ou de mise en pension, que si la contrepartie dans ces opérations est une institution financière de premier ordre spécialisée dans ce type d'opérations et soumise à des règles de surveillance prudentielle considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation européenne.

1. b) Conditions et limites de ces opérations

Pendant la durée de vie d'un contrat d'achat à réméré, un Compartiment ne peut pas vendre les titres qui font l'objet de ce contrat avant que le rachat des titres par la contrepartie ne soit exercé ou que le délai de rachat n'ait expiré, sauf lorsque le Compartiment a d'autres moyens de couverture. Le Compartiment veille à être en mesure à tout moment de rappeler le montant total en espèces ou de mettre fin à l'opération de prise en pension soit sur une base prorata temporis, soit sur une base *mark-to-market*, afin de faire face à son obligation de rachat. Les mêmes conditions s'appliquent au contrat de mise en pension sur base d'une convention d'achat et de revente ferme où le Compartiment agit en tant qu'acheteur (cessionnaire).

Au cas où un Compartiment interviendrait en tant que vendeur (cédant) dans une opération de mise en pension, le Compartiment ne peut pendant toute la durée de la mise en pension céder en propriété, ni donner en gage à un tiers, ni mobiliser une nouvelle fois, sous toute autre forme, les titres mis en pension sauf si le Compartiment a d'autres moyens de couverture. Le Compartiment doit disposer à l'échéance de la durée d'un contrat de vente à réméré ou de la mise en pension d'actifs nécessaires pour payer, le cas échéant, le prix convenu de la rétrocession au Compartiment.

Les titres faisant l'objet d'achat à réméré ou de prise en pension doivent être conformes à la politique d'investissement du Compartiment et ne peuvent être que des certificats bancaires à court terme ou des Instruments du marché monétaire tels que définis par la Directive 2007/16/CE, des obligations émises par des émetteurs non-gouvernementaux offrant une liquidité adéquate ainsi que des titres visés aux points B. 1. (ii, iii, vi) ci-dessus.

2. Opérations d'achat-revente

Les opérations d'achat-revente consistent en une opération n'entrant pas dans le champ d'application d'une opération de prise/mise en pension telle que décrite ci-avant, par laquelle une partie achète ou vend des titres ou instruments à une contrepartie, convenant de respectivement céder ou de racheter à cette contrepartie à une date ultérieure des titres ou instruments de même description à un prix donné. De telles transactions sont communément dénommées opérations d'achat-revente pour la partie achetant les titres ou instruments, et d'opérations de vente-rachat pour la contrepartie cédant ces titres ou instruments.

Lorsque cela est spécifié dans son Supplément, un Compartiment peut conclure des opérations d'achat-revente en qualité d'acheteur ou de vendeur de titres ou instruments. Les opérations d'achat-revente sont notamment soumises aux conditions suivantes:

(i) la contrepartie doit être un établissement financier de premier ordre de l'OCDE soumis à des règles de surveillance prudentielle que la CSSF considère comme équivalentes à celles prévues par le droit européen et approuvées par la Société de Gestion, spécialisé dans ce type de transaction et bénéficiant d'une bonne réputation et d'une notation satisfaisante, et;

(ii) le Compartiment doit être en mesure, à tout moment, de mettre fin à l'opération ou de rappeler le montant intégral des espèces dans une opération d'achat-revente (soit selon la méthode de la comptabilité d'exercice, soit au cours du marché) ou tout titre ou instrument soumis à une opération d'achat-revente. Les opérations à terme ne dépassant pas sept jours sont à considérer comme des accords selon des conditions permettant le rappel des liquidités ou actifs à tout moment.

L'intégralité des revenus générés par les techniques de gestion efficace de portefeuille, net de coûts et frais opérationnels directs et indirects, sera restituée au Compartiment concerné. En particulier, des frais et commissions pourront être versés à des agents de la Société et à d'autres intermédiaires prestant des services en rapport avec des techniques de gestion efficace de portefeuille, en tant que contrepartie normale de leurs services, à concurrence d'un montant de maximum 50% du revenu généré par l'utilisation de ces instruments. Lesdits frais pourront se calculer sous la forme d'un pourcentage du revenu brut obtenu par la Société via le recours à de telles techniques. L'information relative aux coûts et frais opérationnels directs et indirects susceptibles d'être encourus à cet égard, de même que l'identité des entités auxquelles lesdits coûts et frais sont payés – ainsi que toute relation qu'ils pourraient avoir avec la Banque Dépositaire, ou la Société de Gestion – seront également communiquées dans le rapport annuel de la Société.

VI. CONTREPARTIE ET GESTION DES GARANTIES FINANCIERES RELATIVES AUX TRANSACTIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES DE GRE A GRE ET AUX TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

Chaque Compartiment peut investir dans des instruments financiers dérivés négociés « de gré à gré », y compris notamment des contrats d'échange du rendement global ou autres instruments financiers dérivés présentant des caractéristiques similaires, conformément aux conditions établies dans la présente section ainsi qu'aux objectifs et à la politique d'investissement du Compartiment, tels que détaillés dans le Supplément y.

Les contreparties à toute opération sur instruments financiers dérivés négociés de gré à gré, tels que les contrats d'échange du rendement global ou d'autres instruments financiers dérivés présentant des caractéristiques similaires, conclue par la Société, pour chaque Compartiment, sont sélectionnées à partir d'une liste de contreparties autorisées établie avec la Société de Gestion.

Ces contreparties doivent être des établissements:

- autorisés par une autorité financière;
- soumis à une surveillance prudentielle;
- et situés and l'EEE ou dans un pays appartenant au Groupe des dix ou disposant d'une évaluation de premier ordre (*investment grade rating*). Compte tenu de ces critères, la forme juridique des contreparties n'est pas pertinente;
- spécialisés dans ce type de transaction; et
- respectant les normes standards établis par l'ISDA, le cas échéant.

Le risque de contrepartie généré par le biais de techniques de gestion efficace de portefeuille et d'instruments financiers dérivés négociés de gré à gré doit être combiné lors du calcul des limites de risque de contrepartie auxquelles il est fait référence à la section IV « Restrictions d'Investissement ».

Le rapport annuel de la Société contiendra des précisions sur (i) l'identité de telles contreparties, (ii) l'exposition sous-jacente obtenue par le biais d'opérations sur instruments financiers dérivés, et (iii) le type et le montant des garanties obtenues par les Compartiments afin de réduire le risque de contrepartie.

Notamment, chaque Compartiment pourra recourir à des contrats d'échange du rendement global au sens de et dans les conditions précisées dans les lois, règlements et circulaires CSSF applicables.

L'intégralité des revenus générés par les contrats d'échange du rendement global ou les autres instruments financiers dérivés présentant des caractéristiques similaires (y compris, le cas échéant, les contrats de *swap*), net de coûts et frais opérationnels directs et indirects, sera restituée au Compartiment concerné. La Société peut payer les coûts et frais, tels que les frais de courtage et frais de transaction, à des agents ou autres tiers pour les services prestés en rapport avec les contrats d'échange du rendement global ou autres instruments financiers dérivés présentant des caractéristiques similaires, lors de la conclusion desdits contrats d'échange ou autres instruments et/ou toute augmentation ou baisse de leur montant notionnel, et/ou sur le revenu versé à un Compartiment au titre desdits contrats d'échange ou autre instruments, en contrepartie de leurs services. Les bénéficiaires de tels frais et coûts peuvent être affiliés à la Société ou à la Société de Gestion, le cas échéant, tel qu'autorisé selon les lois applicables. Les frais pourront se calculer en un pourcentage du revenu obtenu par la Société par le biais de l'utilisation desdits contrats d'échange ou autres instruments. Ces frais et coûts se chiffreront à maximum 50% du revenu généré par l'utilisation de contrats d'échange du rendement global. Au cas où le Compartiment recourt à de tels contrats d'échange ou à d'autres instruments, les frais et coûts encourus à cet égard ainsi que l'identité de leurs bénéficiaires seront communiqués dans le rapport annuel de la Société.

A. PRINCIPES GENERAUX:

Les garanties financières reçues par un Compartiment prennent la forme de transfert en pleine propriété de titres et/ou d'espèces.

Le niveau des garanties financières est défini dans la procédure de gestion des risques de la Société.

En cas de transfert de titre, la garantie financière obtenue est à détenir par la Banque Dépositaire ou l'un des sous-dépositaires auxquels la Banque Dépositaire a délégué la conservation de la garantie financière en question. Pour d'autres types de garantie financière (p.ex. nantissement), la garantie peut être détenue par un agent conservateur tiers soumis à une surveillance prudentielle et non lié au fournisseur de la garantie.

B. ACTIFS ELIGIBLES EN TANT QUE GARANTIES FINANCIERES:

Les actifs éligibles en tant que garanties financières sont les suivants:

- (i) liquidités;
- (ii) obligations émises ou garanties par un Etat membre de l'OCDE ou par ses collectivités publiques territoriales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère européen, régional, ou mondial;

- (iii) actions ou parts émises par des OPC du type monétaire calculant une valeur nette d'inventaire quotidiennement et classés AAA ou son équivalent;
- (iv) actions ou parts émises par des OPCVM investissant dans les obligations/actions mentionnées sous les points (v) et (vi) ci-dessous;
- (v) obligations émises ou garanties par des émetteurs de premier ordre offrant une liquidité adéquate; ou
- (vi) actions cotées ou négociées sur un marché réglementé d'un Etat membre de l'Union européenne ou sur une bourse de valeurs d'un état faisant partie de l'OCDE à condition que ces actions soient incluses dans un indice important.

C. REGLES APPLICABLES AUX GARANTIES FINANCIERES:

Un Compartiment qui conclut des transactions sur instruments financiers dérivés de gré à gré et des techniques de gestion efficace de portefeuille, veille à ce que toutes les garanties financières servant à réduire l'exposition au risque de contrepartie respectent les critères suivants:

- a) Liquidité: toute garantie financière reçue autrement qu'en espèces doit être liquide et négociée sur un marché réglementé ou dans un système de négociation multilatérale à des prix transparents.
- b) Évaluation: les garanties financières reçues font l'objet d'une évaluation à une fréquence au moins quotidienne et les actifs affichant une haute volatilité de prix ne sont pas acceptés en tant que garanties financières, à moins que des décotes suffisamment prudentes soient appliquées.
- c) Qualité de crédit des émetteurs: les garanties financières reçues sous forme de titres par un compartiment sont émises par des émetteurs de premier ordre.
- d) Corrélation: les garanties financières reçues sous forme de titre par un compartiment sont émises par une entité indépendante de la contrepartie et ne sont pas hautement corrélées avec la performance de la contrepartie.
- e) Diversification des garanties financières: aucun émetteur de titres reçues en garantie ne doit représenter plus de 20% de l'actif net du Compartiment toutes contreparties confondues.

D. POLITIQUE EN MATIERE DE DECOTE:

Les garanties financières sont valorisées sur une base journalière, en utilisant les prix du marché disponibles et en tenant compte des décotes pertinentes pour chaque classe d'actifs ainsi que de critères relatifs à la nature des sûretés reçues, notamment la solvabilité de l'émetteur, la maturité, la devise utilisée, la volatilité du prix des actifs et, le cas échéant, le résultat des tests de robustesse (stress tests) en matière de liquidité appliqués dans des conditions de liquidité normales et exceptionnelles.

Sauf disposition contraire dans le supplément, pour chaque compartiment:

- le niveau de garantie financière requis pour les techniques de gestion efficace du portefeuille utilisées sera au minimum de 100% de l'exposition à la contrepartie;
- le risque de contrepartie maximum résultant d'opération de gré à gré sera de 10% de l'actif net.

Ces règles seront respectées en appliquant la politique de décote suivante:

	Instruments financiers	Décote
(i)	Liquidités	0%
(ii)	Obligations émises ou garanties par un Etat membre de l'OCDE ou par ses collectivités publiques territoriales ou par des institutions et organismes supranationaux à caractère européen, régional, ou mondial	0% - 10%
(iii)	Actions ou parts émises par des OPC du type monétaire calculant une valeur nette d'inventaire quotidiennement et classés AAA ou son équivalent	0% - 10%
(iv)	Actions ou parts émises par des OPCVM investissant dans les obligations/actions mentionnées sous les points (v) et (vi) ci-dessous	0% - 40%
(v)	Obligations émises ou garanties par des émetteurs de premier ordre offrant une liquidité adéquate	0% - 40%
(vi)	Actions cotées ou négociées sur un marché réglementé d'un Etat membre de	0% - 40%

	l'Union européenne ou sur une bourse de valeurs d'un état faisant partie de l'OCDE à condition que ces actions soient incluses dans un indice important.	
--	--	--

Les garanties financières reçues autres que les liquidités ne font pas l'objet d'un réinvestissement, d'une vente ou d'un nantissement.

E. REGLES APPLICABLES A LA REUTILISATION DES ESPECES/LIQUIDITES REÇUES PAR UN COMPARTIMENT:

Les liquidités reçues par un Compartiment en tant que garanties financières ne peuvent faire l'objet que des utilisations suivantes:

- (i) dépôt auprès d'entités reprises à la section IV.A.6) du présent Prospectus;
- (ii) investies dans des obligations d'État de haute qualité;
- (iii) utilisées dans une prise en pension livrée, dans la mesure où les opérations sont réalisées avec des établissements de crédit soumis à une surveillance prudentielle et que la Société, pour chaque Compartiment, est en mesure de rappeler à tout moment l'intégralité du montant des liquidités;
- (iv) investies dans des organismes de placement collectif (OPC) monétaire court terme.

F. CERTAINS INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUES LIES A LA GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

Instruments financiers dérivés négociés de gré à gré

D'une manière générale, il existe moins de réglementation et de surveillance pour les transactions sur des marchés de gré à gré que pour les transactions conclues sur des bourses organisées. Les dérivés de gré à gré sont exécutés directement avec la contrepartie plutôt que par le biais d'une bourse reconnue ou d'un organisme de compensation. Les contreparties des dérivés de gré à gré ne disposent pas des mêmes protections que ce qui peut s'appliquer aux contreparties négociant sur des bourses reconnues, notamment la garantie de bonne exécution d'un organisme de compensation,

Lors du recours aux instruments dérivés négociés de gré à gré (tels que les options non cotées en bourse, les contrats à terme, les contrats d'échange ou les contrats de différence, le principal risque est le risque de défaut d'une contrepartie devenue insolvable ou qui est dans l'impossibilité ou refuse d'honorer ses obligations conformément aux dispositions de l'instrument. Les instruments dérivés négociés de gré à gré peuvent exposer le Compartiment au risque que la contrepartie ne règle pas une transaction selon ses conditions prévues ou retarde le règlement de la transaction en raison d'un différend portant sur les dispositions du contrat (de bonne foi ou non) ou encore en raison de l'insolvabilité, de la faillite ou d'autres problèmes de crédit ou de liquidité de la contrepartie. Le risque de contrepartie est généralement réduit grâce au transfert ou au nantissement d'une garantie financière en faveur du Compartiment. La valeur de la garantie financière est néanmoins susceptible de fluctuer et il peut s'avérer difficile de vendre; par conséquent, il ne peut être garanti que la valeur de la garantie financière détenue suffise à couvrir le montant dû à la Société.

La Société peut utiliser des instruments dérivés de gré à gré traités par une chambre de compensation faisant office de contrepartie centrale. La compensation centrale est conçue pour réduire le risque de contrepartie et augmenter la liquidité comparé aux instruments dérivés de gré à gré faisant l'objet d'une compensation bilatérale, sans toutefois éliminer ces risques complètement. La contrepartie centrale demande une marge au courtier compensateur, lequel demande à son tour une marge à la Société. Il existe pour la Société un risque de perte de son dépôt initial de marge et du dépôt de l'appel de marge en cas de défaut du courtier compensateur auprès duquel la Société possède une position ouverte ou au cas où la marge n'est pas identifiée et correctement communiquée à la Société, notamment lorsque la marge est détenue sur un compte collectif maintenu par le courtier compensateur auprès de la contrepartie centrale. Dans le cas où le courtier compensateur devient insolvable, la Société peut ne pas être en mesure de transférer ou « porter » ses positions à un autre courtier compensateur.

Le règlement (UE) n° 648/2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (également dénommé EMIR) exige que certains instruments dérivés de gré à gré éligibles soient soumis pour compensation à des contreparties centrales réglementées, ainsi que la communication de certains détails aux référentiels centraux. En outre, EMIR impose des exigences quant à l'établissement de procédures et dispositions adéquates afin de mesurer, suivre et réduire le risque opérationnel et de contrepartie à l'égard d'instruments dérivés de gré à gré ne faisant l'objet d'une compensation obligatoire. En définitive, ces dispositions sont susceptibles d'inclure l'échange et la ségrégation de garanties financières par les parties, y compris la Société. Alors que certaines des

obligations au titre de EMIR sont entrées en vigueur, un certain nombre des exigences font l'objet de périodes de transition et certaines questions clé n'ont pas été réglées à la date du présent Prospectus. Il est encore difficile de savoir comment le marché des dérivés de gré à gré s'adaptera au nouveau régime réglementaire. L'ESMA a publié un avis en faveur d'une modification de la directive 2009/65/CE de manière à refléter les exigences de EMIR et notamment l'obligation de compensation prévue dans EMIR. Toutefois, il est difficile de dire si, quand et sous quelle forme ces modifications prendront effet. Par conséquent, il est difficile de prédire l'impact complet de EMIR sur la Société, lequel pourrait avoir pour conséquence une augmentation des frais généraux de conclusion et de maintien de dérivés de gré à gré.

Il est porté à l'attention des investisseurs que les changements réglementaires résultant de EMIR et d'autres lois applicables exigeant la compensation centrale de dérivés de gré à gré peuvent, le moment venu, avoir un impact négatif sur la capacité des Compartiments à adhérer à leurs politiques d'investissement respectives et à atteindre leur objectif d'investissement.

Les investissements dans des dérivés de gré à gré peuvent être soumis au risque de connaître des évaluations divergentes dues à des méthodes d'évaluation autorisées différentes. Bien que la Société ait mis en œuvre des procédures d'évaluation appropriées afin de déterminer et de vérifier la valeur de dérivés de gré à gré, certaines transactions sont complexes et une évaluation ne peut être fournie que par un nombre restreint d'acteurs du marché par ailleurs susceptibles d'agir en tant que contrepartie aux transactions. Une évaluation imprécise peut entraîner une reconnaissance imprécise des plus-values ou des pertes et du risque de contrepartie.

Contrairement aux dérivés négociés en bourse, dont les termes et conditions sont normalisés, les dérivés de gré à gré sont en général établis moyennant des négociations avec l'autre partie à l'instrument. Même si ce type d'arrangement permet une plus grande flexibilité afin d'adapter les instruments aux besoins des parties, les dérivés de gré à gré peuvent comporter un risque juridique accru par rapport aux dérivatives négociés en bourse, dans la mesure où un risque de perte est susceptible de survenir si le contrat est considéré non applicable d'un point de vue juridique ou n'est pas correctement documenté. D'un point de vue juridique ou de la documentation, il existe également un risque que les avis des parties divergent quant à l'interprétation correcte des termes du contrat. Toutefois, ces risques sont généralement réduits, dans une certaine mesure, grâce à l'utilisation de contrats standards de l'industrie, notamment ceux publiés par l'*International Swaps and Derivatives Association* (ISDA).

Prêts de titres, contrats de mise et de prise en pension

Les opérations de prêts de titres, les opérations sur contrats de mise et de prise en pension, ainsi que les opérations d'achat-revente comportent certains risques et il ne peut être garanti que l'objectif escompté de l'utilisation de telles techniques soit atteint.

Lors du recours aux opérations de prêts de titres et aux opérations sur contrats de mise et de prise en pension, le principal risque est le risque de défaut d'une contrepartie devenue insolvable ou qui est autrement dans l'impossibilité ou refuse d'honorer ses obligations de restitution des titres ou liquidités au Compartiment, conformément aux termes de la transaction. Le risque de contrepartie est généralement réduit grâce au transfert ou au nantissement d'une garantie financière en faveur du Compartiment. Cependant, il existe certains risques associés à la gestion de garanties financières, y compris les difficultés à vendre des garanties financières et/ou des pertes encourues à l'occasion de la réalisation des garanties financières, tel que décrit ci-après.

Les transactions de prêt de titres, les contrats de mise et de prise en pension ainsi que les opérations d'achat-revente comportent également des risques de liquidité dus, entre autres, au blocage de positions liquides ou sur titres dans des transactions de taille ou de durée excessive par rapport au profil de liquidité du Compartiment ou à des retards rencontrés dans le cadre de la récupération des liquidités ou des titres versés à la contrepartie. Ces circonstances peuvent retarder ou limiter la capacité de la Société à satisfaire aux demandes de rachat. Le Compartiment peut également connaître des risques opérationnels tels que, notamment, le non règlement ou un retard dans le règlement d'instructions, le non-respect d'obligations de livraison ou des retards à cet égard dans le cadre de la vente de titres, ainsi que des risques juridiques liés à la documentation utilisée en rapport avec lesdites transactions.

Gestion des garanties financières

Le risque de contrepartie résultant d'investissements dans des instruments financiers dérivés de gré à gré et d'opérations de prêt de titres, ainsi que de contrats de prise et de mise en pension est généralement réduit grâce au transfert ou au nantissement d'une garantie financière en faveur du Compartiment. Toutefois, les opérations ne peuvent pas être totalement couvertes par la garantie en question. En cas de

défaut d'une contrepartie, il se peut que le Compartiment soit amené à vendre des garanties financières autres qu'en liquidités reçues aux prix de marché en vigueur. Dans une telle situation, le Compartiment pourrait réaliser une perte en raison, notamment, d'un établissement du prix ou d'un suivi imprécis de la garantie financière, de mouvements des marchés défavorables, d'une détérioration de la note de crédit des émetteurs de la garantie financière ou de l'illiquidité du marché sur lequel la garantie financière est négociée. Des difficultés à vendre la garantie financière peuvent retarder ou limiter la capacité du Compartiment à satisfaire à des demandes de rachat.

Un Compartiment peut en outre encourir une perte en réinvestissant une garantie financière en numéraire reçue, lorsque cela est autorisé. Une telle perte peut survenir en raison d'une baisse de valeur des investissements effectués. Une baisse de valeur de tels investissements viendrait réduire le montant de la garantie financière disponible à restituer par le Compartiment à la contrepartie, conformément aux conditions de la transaction. Le Compartiment serait tenu de couvrir la différence de valeur entre la garantie financière reçue à l'origine et le montant disponible à restituer à la contrepartie, ce qui occasionnerait ainsi une perte pour le Compartiment.

VII. GESTION DES RISQUES

Les OPCVM luxembourgeois sont soumis à certaines règles en matière de gestion des risques telles qu'énoncées dans la circulaire de la CSSF 11/512.

La Société de Gestion doit utiliser une procédure de gestion des risques lui permettant de contrôler et mesurer à tout moment le risque des positions du portefeuille et leur contribution au risque global du portefeuille.

Conformément à la Loi de 2010 et aux règlements applicables, en particulier la circulaire CSSF 11/512, la Société de Gestion utilise une procédure de gestion de risque lui permettant d'évaluer l'exposition de la Société aux risques de marché, de liquidité et de contrepartie ainsi qu'à d'autres risques matériels en ce compris le risque opérationnel de la Société.

L'exposition globale d'un Compartiment peut être calculée soit par la méthode de la *Value-at-Risk* (VaR) soit par la méthode de l'engagement. Sauf dispositions contraires dans les Suppléments relatifs à chaque Compartiment, l'exposition globale du Compartiment est calculée en appliquant la méthode de l'engagement.

Méthode de l'engagement

Sauf dispositions contraires dans les Suppléments relatifs à chaque Compartiment, les compartiments calculent leur exposition globale issue de l'utilisation d'instruments financiers dérivés sur la base de leurs engagements.

Chaque Compartiment appliquant toutefois la méthode des engagements dans le cadre du calcul du risque global veille à ce que le risque global lié aux instruments dérivés n'excède pas la valeur nette totale de son portefeuille.

Méthode de la Valeur en Risque (VaR)

Certains Compartiments appliquent toutefois la méthode de la Valeur en Risque (VaR) pour calculer leur exposition globale; le cas échéant, il en sera fait mention, pour chaque Compartiment concerné dans son Supplément.

La Valeur en Risque est une méthode de mesure de la perte potentielle d'un Compartiment due au risque du marché; elle représente la perte potentielle maximale mesurée avec un niveau de confiance de 99% et un horizon de un mois/vingt (20) jours ouvrables.

Les Compartiments ayant recours à la méthode de la VaR communiquent le niveau de levier prévu dans leur Supplément. Dans ce cadre, le levier constitue une mesure de l'utilisation globale des dérivés et correspond à la somme des expositions notionnelles des instruments financiers dérivés utilisés, sans recours à des arrangements de compensation. Dans la mesure où le calcul ne tient pas compte de l'éventuelle hausse ou diminution du risque d'investissement découlant d'un instrument financier dérivé donné, ni des différentes sensibilités de l'exposition notionnelle des instruments financiers dérivés aux mouvements de marché, il se peut qu'il ne soit pas représentatif du niveau de risque d'investissement d'un Compartiment.

La VaR est calculée selon une approche absolue ou relative.

(a) VaR absolue

La Valeur en Risque absolue d'un Compartiment est calculée en pourcentage de la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment et est mesurée par rapport à une limite absolue de 20% telle que définie par les recommandations 10-788 de l'ESMA. La VaR absolue est généralement une méthode adéquate en l'absence d'un portefeuille de référence ou d'un indice de référence identifiable, par exemple pour les fonds à objectif de performance absolue.

(b) VaR relative

La méthode de la VaR relative est utilisée pour les Compartiments pour lesquels un portefeuille ou indice de référence n'intégrant pas de dérivés et reflétant la stratégie d'investissement poursuivie par le Compartiment a été défini. La VaR relative d'un Compartiment est exprimée sous la forme d'un multiple de la VaR d'un portefeuille ou indice de référence et est limitée à maximum deux fois la VaR dudit portefeuille ou indice de référence.

VIII. LES ACTIONS

1. PRINCIPES GENERAUX

Le capital de la Société est représenté par les actifs des différents Compartiments de la Société. Les souscriptions sont investies dans les avoirs du Compartiment concerné.

A. CLASSES D'ACTIONS

Comme indiqué précédemment, le Conseil d'Administration pourra créer autant de Compartiments qu'il sera nécessaire, selon les critères et modalités à définir par lui.

Au sein d'un Compartiment, le Conseil d'Administration peut établir des classes d'actions (ci-après une « Classe » ou des « Classes ») correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions (« actions de distribution »), ou ne donnant pas droit à des distributions (« actions de capitalisation »), et/ou (ii) une structure spécifique de frais d'émission ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissement, et/ou (iv) une structure spécifique de frais acquis aux distributeurs ou à la Société et/ou (v) la devise dans laquelle la Classe peut être offerte; et/ou (vi) l'utilisation de techniques de couverture différentes, notamment du type swap de devises ou change à terme, afin de protéger dans la devise de référence du Compartiment concerné les avoirs et rendements exprimés dans la devise de la Classe d'actions concernée; et/ou (vii) toute autre spécificité applicable à une Classe d'actions.

Sauf indication contraire dans les Suppléments, les Classes d'actions offertes dans une devise autre que la devise de référence du Compartiment concerné feront systématiquement appel à l'utilisation de techniques de couverture visées sous le point (vi) ci-dessus. La Société de Gestion ne peut néanmoins garantir une couverture parfaite à tout moment.

Le Conseil d'Administration peut également établir des Classes d'actions réservées aux investisseurs institutionnels tels que définis ci-après.

La notion d'« Investisseur(s) Institutionnel(s) » doit s'entendre au sens de l'article 174(2) de la Loi de 2010, et inclut notamment:

- Les institutions de crédit et autres professionnels du secteur financier, établis ou non au Luxembourg, investissant soit (i) en leur nom et pour leur compte, soit (ii) en leur nom et pour le compte d'un Investisseur Institutionnel, ou soit (iii) en leur nom et pour le compte d'un tiers dans le cadre d'un mandat de gestion discrétionnaire à condition cependant que ce tiers n'ait pas de droit direct contre la Société;
- Les compagnies d'assurance et de réassurance, y compris dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie en unités de compte, à condition toutefois (i) que la compagnie d'assurance soit le seul souscripteur vis-à-vis de la Société, et (ii) que les assurés et/ou bénéficiaires

n'aient pas le droit de recevoir des actions de la Société à échéance ou résiliation de la police d'assurance;

- Les fonds et plans de pension, à condition que les bénéficiaires de ces fonds ou plans n'aient pas de droit direct contre la Société;
- Les OPC, établis ou non au Luxembourg, même si les investisseurs dans ces OPC ne peuvent être qualifiés d'Investisseurs Institutionnels;
- Les collectivités locales telles que les régions, provinces, cantons et municipalités dans la mesure où ces collectivités locales investissent leurs propres fonds;
- Les sociétés holdings et assimilées (i) dont tous les actionnaires sont des Investisseurs Institutionnels, ou (ii) dont tous les actionnaires ne sont pas des Investisseurs Institutionnels mais à condition que soit (a) ces sociétés aient une substance réelle, des structures et activités propres, et qu'elles détiennent des intérêts financiers significatifs, soit (b) que ces sociétés puissent être regardées comme des sociétés holdings (ou assimilées) « familiales » au travers desquelles une famille ou une branche d'une famille détient des intérêts financiers significatifs;
- Les groupes industriels ou financiers;
- Les fondations détenant d'autres investissements financiers significatifs et ayant une existence indépendante de leurs bénéficiaires.

Les actions de chaque Compartiment sont sans mention de valeur et ne donnent aucun droit préférentiel de souscription lors de l'émission d'actions nouvelles. Toute action donne droit à une voix lors des Assemblées Générales des Actionnaires.

Toutes les actions de la Société doivent être entièrement libérées.

Avant de souscrire, l'investisseur vérifiera dans les Suppléments figurant à la fin du Prospectus quelles Classes d'actions sont disponibles pour chaque Compartiment.

Les émissions ont lieu aux prix de souscription du Jour d'Evaluation applicable tel que défini sous la section IX « Valeur Nette d'Inventaire » du présent Prospectus.

Tout actionnaire peut demander la conversion de tout ou partie de ses actions dans les limites et conditions prévues au point 4 de la présente section.

B. DIVIDENDES

Au sein de chaque Compartiment, respectivement Classe, des actions de capitalisation et/ou des actions de distribution peuvent être émises.

Sans préjudice des particularités propres à un ou plusieurs Compartiments, les actions de capitalisation et de distribution se distinguent principalement en ce que les premières conservent leur revenu pour les réinvestir. Inversement, l'Assemblée Générale des Actionnaires détenteurs d'actions de distribution de chaque Compartiment concerné se prononcera chaque année sur les propositions du Conseil d'Administration de payer un dividende qui sera calculé selon les limites légales et statutaires prévues à cet effet.

Lorsqu'un dividende est distribué aux actions de distribution, l'actif attribuable aux actions de cette Classe est diminué du montant global du dividende tandis que l'actif net attribuable aux actions de capitalisation reste inchangé.

Toute mise en paiement d'un dividende se traduira donc par une augmentation du rapport entre la valeur des actions de capitalisation et celle des actions de distribution du Compartiment concerné. Ce rapport est dénommé « parité » dans le présent Prospectus.

Tout actionnaire peut obtenir à tout moment, à sa charge, l'échange au sein d'une Classe d'un Compartiment de ses actions de distribution contre des actions de capitalisation et inversement. Cet échange s'effectue sur la base de la parité du moment.

C. FORME DES ACTIONS

Les actions sont émises sous la forme nominative.

D. CERTIFICATS ET FRACTIONS D'ACTIONS

Pour les actions nominatives, les actionnaires reçoivent des confirmations d'inscription au registre des actions nominatives. Des certificats nominatifs sont délivrés uniquement à la demande expresse de l'actionnaire.

La Société peut décider d'émettre des fractions d'actions. Ces fractions d'actions ne confèrent pas de droit de vote à leur titulaire, mais leur permettent de participer au prorata aux actifs nets de la Société. Seule une action entière, quelle que soit sa valeur nette d'inventaire donne droit à une voix lors des Assemblées Générales des Actionnaires.

Des fractions d'actions jusqu'à quatre décimales pourront être émises.

Des certificats nominatifs peuvent être émis pour toutes actions et/ou fractions d'actions souscrites.

2. SOUSCRIPTION DES ACTIONS

A. AVERTISSEMENTS PRELIMINAIRES

Le Conseil d'Administration se réserve le droit de:

- refuser tout ou partie d'une demande de souscription/conversion d'actions;
- de racheter à tout moment des actions détenues par des personnes qui ne sont pas autorisées à acheter ou à détenir des actions de la Société.

Le Conseil d'Administration est autorisé à fixer pour chaque Classe et pour chaque Compartiment des minima de souscription, de conversion, de rachat et de détention. Ces montants sont indiqués pour chaque Compartiment dans les Suppléments figurant à la fin du Prospectus. Si, un investisseur détenait au sein d'un même Compartiment ou d'une même Classe des actions dont le montant est inférieur au minimum de souscription initiale ou au minimum de détention, le Conseil d'Administration pourra procéder au remboursement forcé des actions ainsi détenues.

B. MODALITES DE SOUSCRIPTION

L'ensemble des modalités relatives aux souscriptions effectuées durant la période de lancement du Compartiment (« Période Initiale de Souscription ») sont spécifiées dans la description de chaque Compartiment.

Au terme de la Période Initiale de Souscription, l'émission des actions a lieu chaque Jour d'Evaluation, suivant les modalités prévues dans les Suppléments figurant à la fin du Prospectus.

La Société pourra décider que, dans certains Compartiments, de nouvelles souscriptions ne seront pas admises après la Période Initiale de Souscription ou lorsque le Compartiment a atteint sa taille maximale. De telles restrictions à de nouvelles demandes de souscriptions seront mentionnées dans les Suppléments des Compartiments concernés.

Les demandes de souscription sont formalisées par la remise d'un bulletin de souscription dûment complété et signé qui est adressé à l'Agent Teneur de Registre.

Le prix de souscription des actions des différentes Classes correspond à la valeur nette d'inventaire par Classe déterminée conformément à la section IX du présent Prospectus augmentée d'une éventuelle commission de souscription et/ou d'une éventuelle commission de distribution, dont les taux sont indiqués pour chaque Compartiment dans les Suppléments figurant à la fin du Prospectus.

La notion de « Jour Ouvrable » telle qu'elle est utilisée dans ce Prospectus n'inclut ni le samedi, ni le dimanche, ni les jours fériés légaux et bancaires en France.

Les demandes de souscription relatives à un Compartiment devront être reçues aux jour et heure indiqués dans chaque Supplément par l'Agent Teneur de Registre, ainsi qu'auprès des guichets d'autres

établissements désignés par la Société pour être traitées, si elles sont acceptées, à la valeur nette d'inventaire calculée sur base des cours de clôture disponibles à Luxembourg au Jour d'Evaluation. Les demandes de souscription parvenues après ces heures limites spécifiques à chaque Compartiment seront traitées le Jour d'Evaluation suivant.

C. PAIEMENT DES SOUSCRIPTIONS

Le paiement des actions devra être effectué auprès de la Banque Dépositaire dans la devise de référence du Compartiment concerné ou de la Classe concernée au sein du Compartiment en question ou dans toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et indiquée, le cas échéant, dans la description du Compartiment concerné, dans le délai prévu pour chaque Compartiment dans les Suppléments figurant à la fin du Prospectus. A défaut, le Conseil d'Administration se réserve le droit de procéder au rachat forcé des actions.

La Société peut, sous sa responsabilité et en accord avec le présent Prospectus, accepter des titres cotés et libellés dans les devises mentionnées ci-dessus, en paiement d'une souscription lorsqu'elle l'estime dans l'intérêt des actionnaires. Toutefois, les titres de sociétés acceptés en paiement d'une souscription doivent être compatibles avec la politique d'investissement du Compartiment concerné. Dans ce cas, la souscription est exonérée de commission de souscription qui serait autrement acquis au Compartiment si un tel droit est prévu au Compartiment concerné.

Pour tous titres acceptés en paiement d'une souscription, un rapport d'évaluation sera établi par le réviseur d'entreprises de la Société mentionnant, notamment la quantité, la dénomination ainsi que le mode d'évaluation adopté pour ces titres. Ce rapport devra également préciser la valeur totale des titres exprimée dans la devise du Compartiment concerné par cet apport. Le coût de ce rapport sera supporté par l'investisseur concerné. Les titres acceptés en paiement d'une souscription sont estimés pour les besoins de l'opération au dernier cours acheteur du marché, coté le Jour d'Evaluation auquel correspond la valeur nette d'inventaire applicable à la souscription. Le Conseil d'Administration de la Société peut rejeter discrétionnairement tous titres offerts en paiement d'une souscription sans avoir à justifier cette décision.

Les taxes et courtages éventuellement exigibles en vertu de la souscription sont à la charge du souscripteur.

Ces frais ne peuvent en aucun cas excéder le maximum autorisé par les lois, règlements et pratiques bancaires des pays où les actions sont acquises.

D. SUSPENSION DES SOUSCRIPTIONS

Le Conseil d'Administration peut à tout moment suspendre ou interrompre l'émission des actions d'un Compartiment de la Société. Il pourra en particulier le faire dans les circonstances décrites sous la section IX point D du présent Prospectus.

Lorsque le Conseil d'Administration décide de reprendre l'émission des actions d'un ou de plusieurs Compartiments après en avoir suspendu l'émission pour une durée quelconque, toutes les souscriptions en instance seront exécutées sur la base de la même valeur nette d'inventaire correspondant au Jour d'Evaluation suivant la reprise du calcul.

E. PROCEDURES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX

Conformément aux lois et règlements en vigueur au Luxembourg concernant la lutte contre le blanchiment et notamment les circulaires CSSF s'y rapportant, telles que modifiées, des obligations ont été définies afin d'empêcher l'utilisation d'OPC, tels que la Société, à des fins de blanchiment de capitaux. Dans ce cadre, une procédure d'identification des investisseurs a été instituée. Elle prévoit que pour les particuliers, le formulaire de souscription soit notamment accompagné d'une photocopie du passeport ou de la carte d'identité de l'investisseur et/ou, pour les personnes morales, d'une copie des statuts et d'un extrait du registre du commerce (ladite copie devant être certifiée conforme par l'une des autorités suivantes: ambassade, consulat, notaire, police locale ou toutes autres autorités telles que définies au cas par cas par la Société). Le Conseil d'Administration peut renoncer à l'application de cette procédure d'identification dans les cas suivants:

- a) en cas de souscription par le biais d'un intermédiaire du secteur financier domicilié dans un pays qui impose une obligation d'identification équivalente à celle stipulée par la législation luxembourgeoise contre le blanchiment de capitaux ;
- b) en cas de souscription par le biais d'un intermédiaire du secteur financier ou d'un nommée dont la société mère est soumise à une obligation d'identification équivalente à celle stipulée par la législation

luxembourgeoise relative à la prévention du blanchiment de capitaux et si la législation applicable à ladite société mère impose une obligation équivalente à ses filiales ou succursales.

De manière générale, les professionnels du secteur financier résidant dans un pays qui a ratifié les conclusions du Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI) sont réputés être soumis à une obligation d'identification équivalente à celle stipulée par la législation luxembourgeoise.

Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, et dans l'intérêt de la Société, refuser toute souscription d'actions. Par ailleurs, le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, et toujours dans l'intérêt de la Société, rembourser à tout moment les actions illégalement souscrites ou détenues.

De telles informations communiquées au Conseil d'Administration ne sont recueillies que dans le but de respecter la législation relative au blanchiment de capitaux.

F. PRÉVENTION DU LATE TRADING – MARKET TIMING

Le *late trading* s'entend de l'acceptation d'un ordre de souscription, de conversion ou de rachat reçu après l'heure limite d'acceptation des ordres ("*cut-off time*") du jour considéré et son exécution au prix basé sur la valeur nette d'inventaire applicable à ce même jour.

Le Conseil d'Administration considère que la pratique du *late trading* ne peut être admise car elle enfreint les dispositions du Prospectus qui prévoient qu'un ordre reçu après l'heure limite d'acceptation des ordres est exécuté au prix basé sur la valeur nette d'inventaire applicable suivante. En conséquence, les souscriptions, rachats ou conversions d'actions se font à une valeur nette d'inventaire inconnue. Le *cut-off time* pour les souscriptions, rachats ou conversions est mentionné dans les Suppléments du présent Prospectus.

Le *market timing* s'entend de la technique d'arbitrage par laquelle un investisseur souscrit et rachète ou convertit systématiquement des parts ou actions d'un même OPC dans un court laps de temps en exploitant les décalages horaires et/ou les imperfections ou déficiences du système de détermination de la valeur nette d'inventaire de l'OPC.

Le Conseil d'Administration considère que la pratique du *market timing* ne peut être admise, car elle peut diminuer la performance de la Société à travers une hausse des coûts et/ou entraîner une dilution du profit. En conséquence, le Conseil d'Administration se réserve le droit de rejeter des ordres de souscription et de conversion, ou de prélever, en plus de toutes commissions de souscription, de rachat ou de conversion éventuellement applicables, une commission de 2% maximum de la valeur de ces ordres, au bénéfice de la Société, provenant d'un investisseur que celle-ci suspecte d'employer de telles pratiques et de prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour protéger les autres actionnaires de la Société.

En aucun cas la Société ne sera tenue responsable d'une quelconque perte qui pourrait résulter du refus d'un ordre.

3. RACHAT DES ACTIONS

Chaque actionnaire peut demander chaque Jour d'Evaluation le rachat contre espèces de tout ou partie des actions qu'il détient.

Les demandes de rachat, considérées comme irrévocables, sont à envoyer à l'Agent Teneur de Registre et de Transfert. Cette demande doit contenir les renseignements suivants: identité et adresse exacte de la personne demandant le rachat avec indication du nombre d'actions à racheter, le Compartiment dont ces actions relèvent, la Classe d'actions ainsi que la devise dans laquelle le rachat devra s'effectuer.

Les demandes de rachat sont clôturées aux jours et heures indiqués dans le Supplément du Compartiment concerné. Toutes les demandes parvenues avant ces heures limites précisées pour chaque Compartiment sont exécutées à la valeur nette d'inventaire calculée sur base des cours de clôture disponibles à Luxembourg au Jour d'Evaluation du Compartiment concerné. Les demandes de rachat parvenues après ces heures limites seront traitées le Jour d'Evaluation suivant.

Pour chaque action présentée, le montant remboursé à l'actionnaire est égal à la valeur nette d'inventaire du Jour d'Evaluation pour le Compartiment concerné, sous déduction, le cas échéant, d'une commission de rachat dont les taux figurent dans le Supplément de chaque Compartiment.

La valeur de rachat peut être supérieure, égale ou inférieure à la valeur d'acquisition.

Pour chaque Compartiment le produit du rachat sera payé selon une fréquence qui est précisée dans les Suppléments figurant à la fin du Prospectus.

Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'Administration pourra accepter, sur demande expresse de l'investisseur, des demandes de rachat en nature. Pour tous titres délivrés en paiement d'un rachat, un rapport d'évaluation sera établi par le réviseur d'entreprises de la Société mentionnant la quantité, la dénomination ainsi que le mode d'évaluation adopté pour ces titres. Ce rapport devra également préciser la valeur totale des titres exprimée dans la devise du compartiment concerné par ce rachat. Le coût de l'attribution des avoirs et de ce rapport sera supporté par l'actionnaire concerné. Les titres délivrés en paiement d'un rachat sont estimés pour les besoins de l'opération au dernier cours vendeur du marché coté le Jour d'Evaluation par référence à la valeur de l'actif net applicable au rachat. Le Conseil d'Administration s'assurera, que lors d'un tel rachat en nature, ce dernier ne portera pas préjudice aux actionnaires restants.

La suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des actifs de la Société entraîne, outre la suspension des émissions des actions, celle des rachats et des conversions. Toute suspension des rachats est notifiée conformément à la section IX point D du présent Prospectus par tous moyens appropriés aux actionnaires qui ont présenté des demandes et dont l'exécution se trouve ainsi différée ou suspendue.

Au cas où, pour un Jour d'Evaluation donné, le total des demandes nettes de rachat reçues pour un Compartiment porte sur plus de 10% des actifs du Compartiment concerné, le Conseil d'Administration peut décider de réduire ou de différer les demandes de rachat présentées, au prorata de manière à réduire le nombre d'actions rachetées à ce jour à 10% des actifs du Compartiment concerné. Toute demande de rachat ainsi différée sera reçue prioritairement par rapport aux demandes de rachat reçues au prochain Jour d'Evaluation, sous réserve toujours de la limite précitée de 10%.

4. CONVERSION D'ACTIONS

A moins qu'il y soit dérogé dans les Suppléments décrits à la fin du Prospectus, les actionnaires peuvent demander de convertir tout ou partie des actions qu'ils détiennent dans une Classe d'un Compartiment déterminé:

- en actions d'une autre Classe, libellée dans la même devise, du même Compartiment; ou
- en actions de la même Classe, libellée dans la même devise, d'un autre Compartiment; ou
- en actions d'une autre Classe, libellée dans la même devise, d'un autre Compartiment.

En d'autres termes, à moins qu'il n'y soit dérogé dans les Suppléments décrits à la fin du Prospectus, les conversions d'actions d'un Compartiment déterminé en actions d'une autre Classe libellée dans une devise différente du même Compartiment ou d'un autre Compartiment ne sont pas autorisées.

Le Conseil d'Administration de la Société peut, pour chaque Compartiment, décider de fermer temporairement aux souscriptions, y compris par le biais d'une conversion d'actions d'une autre Classe ou d'un autre Compartiment, les actions d'une ou plusieurs Classe(s) d'actions.

Une conversion s'analyse comme une opération de rachat et de souscription d'actions. En conséquence, une telle opération s'effectuera sous la condition cumulative du respect des règles de rachat dans le Compartiment d'origine et des règles de souscription dans le nouveau Compartiment, et notamment les seuils de détention, l'éligibilité des actionnaires.

Toute demande de conversion s'opère en avisant par courrier, télex ou télécopie l'Agent Teneur de Registre, en indiquant le nom du Compartiment, la Classe et le nombre d'actions à convertir, ainsi que le nom du Compartiment et la Classe dans lesquels les actions doivent être converties. A défaut de précision, la conversion se fera pour des actions de la même Classe.

Les demandes de conversion parvenues avant l'heure mentionnée dans le Supplément du Compartiment concerné seront exécutées sur base des valeurs nettes d'inventaire du Jour d'Evaluation applicable. Les demandes de conversion parvenues après ces heures limites seront traitées le Jour d'Evaluation suivant.

La conversion ne pourra être opérée si le calcul de la Valeur Nette d'Inventaire d'une ou de plusieurs des Classes concernées est suspendu (voir le point D sous la section IX du présent Prospectus). De plus, en cas de demandes importantes, les conversions peuvent également être retardées dans les mêmes conditions que celles applicables aux rachats.

Le taux, auquel toute ou partie des actions d'un Compartiment donné (le « Compartiment d'origine ») est converti en actions d'un autre Compartiment (le « nouveau Compartiment »), est déterminé, conformément à et, au plus juste selon la formule suivante:

$$A = \frac{B \times C}{D}$$

A	étant le nombre d'actions du nouveau Compartiment à attribuer;
B	étant le nombre d'actions du Compartiment d'origine à convertir;
C	étant la valeur nette d'inventaire par action du Compartiment d'origine datée du Jour d'Evaluation concerné;
D	étant la valeur nette d'inventaire par action du nouveau Compartiment datée du Jour d'Evaluation concerné.

Après la conversion, les actionnaires seront informés du nombre d'actions du nouveau Compartiment qu'ils ont obtenu lors de la conversion ainsi que de leur prix.

5. COTATION EN BOURSE

Les actions des Compartiments et Classes de la Société pourront, sur décision du Conseil d'Administration, être admises à la cote officielle de la Bourse de Luxembourg.

Dans ce cas, la cotation des actions sera précisée pour le ou les Compartiment(s) concerné(s) dans le Supplément figurant à la fin du Prospectus.

IX. VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

A. DEFINITION ET CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE:

Le calcul de la valeur nette d'inventaire par action de chaque Compartiment et Classe d'actions de la Société est effectué à Luxembourg par l'Agent Administratif sous la responsabilité de la Société de Gestion et du Conseil d'Administration de la Société. La valeur nette d'inventaire est calculée à Luxembourg au moins deux fois par mois, aux jours spécifiés dans les Suppléments (ci-après le « Jour d'Evaluation »).

Les valeurs nettes d'inventaire sont exprimées dans la devise de référence du Compartiment et des Classes d'actions en question.

La valeur des actions de chaque Compartiment et Classe est obtenue en divisant la valeur nette d'inventaire des actifs du Compartiment et de la Classe considérés par le nombre d'actions en circulation de ces Compartiment et Classes.

Si le Conseil d'Administration estime que la valeur nette d'inventaire calculée pour un Jour d'Evaluation donné n'est pas représentative de la valeur réelle des actions de la Société, ou, si depuis le calcul de la valeur nette d'inventaire, d'importants mouvements ont été constatés sur les marchés boursiers concernés, le Conseil d'Administration peut décider de procéder le même jour à une mise à jour de la valeur nette d'inventaire. Dans ces circonstances, toutes les demandes de souscription, de rachat et de conversion reçues pour le jour donné seront honorées sur base de la valeur nette d'inventaire telle que mise à jour avec prudence et bonne foi.

B. DEFINITION DES MASSES D'AVOIRS:

Le Conseil d'Administration établira pour chaque Compartiment une masse distincte d'avoirs nets. Dans les relations des actionnaires entre eux et vis-à-vis des tiers, cette masse sera attribuée aux seules actions émises au titre du Compartiment concerné, compte tenu, s'il y a lieu, de la ventilation de cette masse entre les différentes Classes d'actions de ce Compartiment, conformément aux dispositions du présent article.

A l'effet d'établir ces différentes masses d'avoirs correspondant à un Compartiment ou à deux ou plusieurs Classes d'actions d'un Compartiment donné, les règles suivantes s'appliquent:

1. si deux ou plusieurs Classes d'actions se rapportent à un Compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces Classes seront investis ensemble selon la politique d'investissement du Compartiment concerné sous réserve des spécificités liées à ces Classes d'actions;

2. les produits résultant de l'émission des actions relevant d'une Classe d'actions d'un Compartiment donné seront attribués dans les livres de la Société à la Classe concernée de ce Compartiment étant entendu que, si plusieurs Classes d'actions sont émises au titre de ce Compartiment, le montant correspondant augmentera la proportion des avoirs nets de ce Compartiment attribuables à la Classe des actions à émettre;
3. les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à un Compartiment, seront attribués à la/(aux) Classe(s) d'action(s) correspondant à ce Compartiment;
4. lorsqu'un avoir découle d'un actif, cet avoir sera attribué, dans les livres de la Société, au même Compartiment auquel appartient l'actif dont il découle et à chaque nouvelle évaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au Compartiment correspondant;
5. lorsque la Société supporte un engagement qui est attribuable à un avoir d'un Compartiment déterminé ou à une opération effectuée en rapport avec un avoir d'un Compartiment déterminé, cet engagement sera attribué à ce Compartiment;
6. au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à un Compartiment déterminé, cet avoir ou engagement sera attribué à tous les compartiments en proportion de la valeur nette d'inventaire des Classes d'actions concernées ou de telle autre manière que le Conseil d'Administration déterminera avec bonne foi;
7. à la suite de distributions faites aux détenteurs d'actions d'une Classe, la valeur d'actif net de cette Classe attribuable à ces actions de distribution sera réduite du montant de ces dividendes.

C. EVALUATION DES ACTIFS:

L'évaluation des avoirs de chaque Compartiment de la Société s'effectuera selon les principes suivants:

1. La valeur des espèces en caisse ou en dépôts, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée. Dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs;
2. L'évaluation des Valeurs Mobilières et des Instruments du Marché Monétaire (i) cotés ou négociés sur un Marché Réglementé ou (ii) négociées sur un Autre Marché Réglementé ou (iii) admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Autre Etat ou négociées sur un Autre Marché Réglementé d'un Autre Etat, est basée sur le dernier cours de clôture connu du Jour d'Evaluation et si ces valeurs mobilières sont traitées sur plusieurs marchés, sur base du dernier cours de clôture connu du marché principal de ces valeurs au Jour d'Evaluation. Si le dernier cours de clôture connu du Jour d'Evaluation donné n'est pas représentatif, l'évaluation se basera sur la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi;
3. Les Valeurs Mobilières non cotées ou non négociées sur un Marché Réglementé ou sur un Autre Marché Réglementé seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi;
4. La valeur de liquidation des contrats à terme et des contrats d'options qui ne sont pas négociés sur des Marchés Réglementés ou sur d'Autres Marchés Réglementés équivaudra à leur valeur de liquidation nette sur une base appliquée de façon cohérente à chaque type de contrat. La valeur de liquidation des contrats à terme ou contrats d'options négociés sur des Marchés Réglementés ou sur d'Autres Marchés Réglementés sera basée sur le dernier prix disponible de règlement de ces contrats sur les Marchés Réglementés ou sur d'Autres Marchés Réglementés sur lesquels ces contrats à terme ou ces contrats d'options sont négociés par la Société ; pour autant que si un contrat à terme ou un contrat d'options ne peut pas être liquidé le jour auquel les actifs nets sont évalués, la base qui servira à déterminer la valeur de liquidation de ce contrat sera déterminée de façon juste et raisonnable;
5. Les swaps de taux d'intérêts seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à la courbe des taux applicables. Les swaps sur indices ou instruments financiers seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à l'indice ou l'instrument financier concerné. L'évaluation des contrats de swaps relatifs à ces indices ou instruments financiers sera basée sur la valeur de marché de ces

opérations de swap;

6. Si la pratique le permet, les avoirs liquides, les Instruments du Marché Monétaire et tous les autres instruments peuvent être évalués aux derniers cours de clôture connus du Jour d'Evaluation ou selon la méthode d'amortissement linéaire. En cas d'amortissement linéaire, les positions du portefeuille sont revues régulièrement afin de déterminer s'il existe un écart entre l'évaluation selon la méthode des derniers cours de clôture connus et celle de l'amortissement linéaire. S'il existe un écart susceptible d'entraîner une dilution conséquente ou de léser les actionnaires, des mesures correctives appropriées peuvent être prises, y compris, si nécessaire, le calcul de la valeur nette d'inventaire en utilisant les derniers cours de clôture connus;
7. Les valeurs exprimées en une autre devise que la monnaie d'expression du Compartiment en question sont converties au cours de change du Jour d'Evaluation. Si les cours de change ne sont pas disponibles, ils sont déterminés avec prudence et bonne foi;
8. Tous les autres avoirs sont évalués sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi;
9. Les OPC cibles ouverts sont évalués sur base de leur dernière valeur nette d'inventaire disponible à Luxembourg;
10. La valeur des « *contracts for difference* » sera déterminée par référence à la valeur de marché de l'actif sous-jacent, en tenant compte des coûts inhérents à l'opération (*i.e.* coût d'emprunt, rémunération du collatéral ou coût de *funding* de la contrepartie selon les cas);
11. Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation s'il considère qu'une telle évaluation reflète mieux la juste valeur d'un avoir de la Société.

S'il s'avérait qu'une ou plusieurs sources de cotation ne parvenait pas à fournir les prix à l'Agent Administratif et que les procédures d'évaluation définies par le Conseil d'Administration n'étaient pas applicables, l'Agent Administratif en informera immédiatement le Conseil d'Administration ou la Société de Gestion qui en informera à son tour le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration pourrait alors décider de suspendre le calcul de la valeur nette d'inventaire conformément aux procédures décrites ci-dessous. Le cas échéant, l'Agent Administratif sera autorisé à ne pas calculer la valeur nette d'inventaire et en conséquence à ne pas déterminer les prix de souscription et de rachat.

Des déductions appropriées seront faites pour les dépenses à supporter par la Société et le passif de la Société sera pris en considération selon des critères équitables et prudents. A cet effet, des provisions adéquates seront constituées et il sera éventuellement tenu compte des engagements hors bilan de la Société suivant des critères équitables et prudents.

D. SUSPENSION DU CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE, DES EMISSIONS, CONVERSIONS ET RACHATS DES ACTIONS:

A. Le Conseil d'Administration pourra à tout moment suspendre temporairement le calcul de la valeur nette d'inventaire des actions d'un ou de plusieurs Compartiments de la Société, ainsi que les émissions, rachats et conversions des actions de ces Compartiments, dans les cas suivants:

- a) lorsqu'un ou plusieurs Marché(s) Réglementé(s) ou Autres Marchés Réglementés fournissant les cotations pour une part significative des actifs d'un ou de plusieurs Compartiments de la Société est fermé pour des périodes autres que les congés normaux ou que les transactions y sont soit suspendues, soit soumises à restrictions;
- b) lorsque le marché d'une devise dans laquelle est exprimée une part importante des actifs d'un ou de plusieurs Compartiments de la Société est fermé pour des périodes autres que les congés normaux ou que les transactions y sont soit suspendues soit soumises à des restrictions;
- c) lorsque les moyens de communication qui sont normalement utilisés pour déterminer la valeur des actifs d'un ou de plusieurs Compartiments de la Société sont suspendus ou interrompus ou lorsque, pour une raison quelconque, la valeur d'un investissement de la Société ne peut pas être déterminée avec la rapidité et l'exactitude désirables;

- d) lorsque des restrictions de change ou de transferts de capitaux empêchent l'exécution des transactions pour le compte de la Société, ou lorsque les transactions d'achat et de vente pour le compte de la Société ne peuvent être exécutées à des cours de change normaux;
- e) lorsque des facteurs relevant, entre autres, de la situation politique, économique, militaire, monétaire et fiscale et échappant au contrôle, à la responsabilité et aux moyens d'action de la Société, l'empêchent de disposer des actifs d'un ou de plusieurs Compartiments de la Société et de déterminer la valeur d'actif net d'un ou de plusieurs Compartiments de la Société d'une manière normale et raisonnable;
- f) lorsque le Conseil d'Administration le décide, sous réserve du respect du principe d'égalité de traitement entre les actionnaires et les lois et les règlements applicables, (i) dès la convocation d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société ou d'un Compartiment visant à prononcer sur la liquidation de la Société ou d'un Compartiment, ou (ii) lorsque le Conseil d'Administration en a le pouvoir, dès sa décision de liquider un Compartiment;
- g) dans le cas où la Société n'est pas à même de déterminer le prix des OPC dans lesquels la Société a investi une portion substantielle de ses avoirs attribuables à un Compartiment.

B. Toute suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des actions d'un ou de plusieurs Compartiments, qui durera plus de 3 Jours Ouvrables, sera annoncée par tous moyens appropriés et notamment dans les journaux où ces valeurs sont habituellement publiées. En cas de suspension de ce calcul, la Société informera de suite de manière appropriée les actionnaires ayant demandé la souscription, le rachat ou la conversion des actions de ce ou ces Compartiments.

Pendant la période de suspension, les actionnaires qui auront présenté une demande de souscription, de rachat ou de conversion d'actions pourront révoquer celle-ci. A défaut de révocation, les actions seront émises, rachetées ou converties par référence au premier calcul de la valeur nette d'inventaire fait après l'expiration de la période de suspension.

X. DIVIDENDES

1. POLITIQUE DE DISTRIBUTION

L'Assemblée Générale des Actionnaires décide, sur proposition du Conseil d'Administration, de l'usage à faire du résultat net annuel acquis sur base des comptes clôturés le 31 décembre de chaque année.

Elle pourra décider de distribuer aux porteurs d'actions de distribution leur quote-part des revenus nets des investissements ainsi que les plus-values en capital réalisées ou non réalisées sous déduction des moins-values en capital réalisées ou non réalisées et de capitaliser en faveur des porteurs d'actions de capitalisation les montants correspondants leur revenant.

L'Assemblée Générale des Actionnaires se réserve le droit de pouvoir distribuer les actifs nets de chaque Compartiment de la Société jusqu'à la limite du capital minimum légal.

Toute résolution de l'Assemblée Générale des Actionnaires, décidant la distribution de dividendes aux actionnaires d'un Compartiment, sera approuvée par les actionnaires de ce Compartiment votant à la majorité indiquée dans les statuts.

Le Conseil d'Administration peut procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux porteurs d'actions de distribution.

2. MISE EN PAIEMENT

Les dividendes et acomptes sur dividendes attribués aux actions de distribution seront payés aux date et lieu déterminés par le Conseil d'Administration.

Les dividendes et acomptes sur dividendes mis en paiement mais non réclamés par l'actionnaire durant une période de cinq ans à partir de la date de mise de paiement ne pourront plus être réclamés et reviendront au Compartiment concerné.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes ou acomptes sur dividendes annoncés et conservés par la Société pour le compte des actionnaires concernés et ce jusqu'à la date de prescription de ces dividendes ou

acomptes.

Le paiement des revenus n'est exigible que dans la mesure où les réglementations de change en vigueur permettent de les distribuer dans le pays de résidence du bénéficiaire.

XI. FRAIS A CHARGE DE LA SOCIETE

1. GENERALITES

Seront mis à charge de la Société les frais et dépenses suivants, sans que cette liste soit exhaustive:

- les frais d'établissement, dont les frais d'impression des certificats et les frais de procédures nécessaires à la constitution de la Société, et à son agrément par les autorités compétentes, à l'exception de ceux supportés par la Société de Gestion;
- les rémunérations de la Banque Dépositaire, de l'Agent Domiciliaire et de Cotation et, le cas échéant, celle des correspondants;
- les rémunérations des distributeurs éventuels;
- la rémunération de la Société de Gestion;
- les commissions de l'Agent Administratif et de l'Agent Teneur de Registre;
- les commissions dues à un éventuel garant, tel que plus amplement décrit dans le(s) Supplément(s) du (des) Compartiment(s) concerné(s);
- les frais et honoraires des réviseurs d'entreprises;
- les frais et honoraires des conseillers juridiques;
- les tantièmes, jetons de présence, indemnités et/ou remboursement de frais versés aux administrateurs;
- les frais de publication et d'impression d'information aux actionnaires, notamment les frais d'impression et de distribution des rapports périodiques ainsi que des prospectus et brochures;
- les courtages et commissions engendrés par les transactions sur les titres du portefeuille;
- tous les impôts et taxes éventuellement dus sur ses revenus;
- la taxe d'abonnement ainsi que les redevances dues aux autorités de contrôle et les frais relatifs aux distributions de dividendes;
- les frais de conseil et autres coûts des mesures extraordinaires, notamment des expertises ou procès propres à sauvegarder les intérêts des actionnaires;
- les droits annuels de cotation en bourse;
- les abonnements aux associations professionnelles et autres organisations de la place financière luxembourgeoise (ci-après la « Place ») auxquelles la Société décidera de participer dans son intérêt et dans celui de ses actionnaires.

Ces frais et dépenses seront en principe payés sur les avoirs des différents compartiments au prorata de leurs actifs nets.

Les frais liés à la constitution de la Société ont été supportés par EXANE AM, en sa qualité de gestionnaire au moment de la constitution, et s'élevaient à 46.000 euros.

Tous les frais généraux récurrents seront déduits en premier lieu des revenus courants et, si ceux-ci ne sont pas suffisants, des plus-values réalisées.

Les frais liés à la création de tout nouveau Compartiment pourront, à la discrétion du Conseil d'Administration,

être supportés soit par la Société de Gestion avec son accord, soit par le Compartiment en question et amortis dans l'année qui suit la création du Compartiment ou sur toute autre période telle que déterminée par le Conseil d'Administration avec un maximum de 5 ans à partir de la création du Compartiment.

En cas de liquidation d'un Compartiment, tous les frais de création du Compartiment non encore amortis seront pris en charge par le Compartiment en cours de liquidation.

2. INVESTISSEMENTS DANS D'AUTRES OPCVM ET/OU AUTRES OPC

Aucune commission de souscription ou de rachat n'est due par un Compartiment sur des parts d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC lorsque ces derniers sont gérés, de façon directe ou par délégation, par la Société de Gestion ou par toute autre société à laquelle la Société de Gestion est liée dans le cadre d'une communauté de gestion ou de contrôle ou par une importante participation directe ou indirecte.

Dans la mesure où un Compartiment investit une part importante de ses actifs dans d'autres OPCVM et/ou d'autres OPC, le niveau maximal des commissions de gestion qui peuvent être facturées à la fois au Compartiment et à ces autres OPCVM et/ou OPC est indiqué dans le Supplément relatif au Compartiment concerné. Le pourcentage maximal des frais de gestion supportés tant au niveau des Compartiments qu'à celui des OPCVM et/ou autres OPC dans lesquels ils investissent est mentionné dans le rapport annuel de la Société.

3. COMMISSIONS DE LA BANQUE DEPOSITAIRE, DE L'AGENT ADMINISTRATIF ET DE L'AGENT TENEUR DE REGISTRE, ET DE L'AGENT DOMICILIATAIRE ET DE COTATION

La Banque Dépositaire, l'Agent Administratif, l'Agent Teneur de Registre et de Transfert et l'Agent Domiciliaire et de Cotation sont en droit de percevoir sur les actifs de chaque Compartiment une commission calculée conformément aux pratiques usuelles en vigueur à Luxembourg et détaillée dans chaque Supplément.

En outre, toutes dépenses raisonnables et les frais avancés, y compris, sans que cette énumération soit limitative, les frais de téléphone, fax, transmissions électroniques et de port encourus par la Banque Dépositaire, l'Agent Administratif ou l'Agent Teneur de Registre et de Transfert ou l'Agent Domiciliaire et de Cotation dans le cadre de leurs fonctions ainsi que les frais des correspondants, seront à charge du Compartiment concerné de la Société.

4. COMMISSIONS DE LA SOCIETE DE GESTION

En vertu de la convention conclue par la Société avec la Société de Gestion, la Société payera une commission de gestion conformément aux taux indiqués dans la description de chaque Compartiment à la Société de Gestion et, le cas échéant, une commission de performance suivant les modalités décrites dans les Suppléments des Compartiments concernés.

XII. REGIME FISCAL - LANGUE OFFICIELLE

1. REGIME FISCAL

Les développements ci-dessous sont d'une portée générale et sont basés sur la compréhension des lois, règlements et pratiques en vigueur au Luxembourg à la date du présent Prospectus. Ce résumé ne prétend pas être une analyse complète de toutes les considérations fiscales qui pourraient être pertinentes dans le cadre d'une décision d'investissement. Ce résumé a uniquement vocation à servir d'information préliminaire et n'est pas destiné à être, ni ne doit être interprété comme étant un avis juridique ou fiscal. Ce résumé contient les considérations fiscales luxembourgeoises essentielles relatives aux actions de la Société à l'exception de celles censées être connues des investisseurs et ne permet pas de tirer des conclusions concernant des points qui n'y sont pas expressément abordés. Enfin, ce résumé est basé sur les lois et règlements en vigueur au Luxembourg à la date du présent Prospectus tels qu'ils sont interprétés par les autorités fiscales luxembourgeoises à la date du présent Prospectus, et demeure sujet à toute modification légale et réglementaire intervenant après cette date, avec ou sans effet rétroactif. Les futurs investisseurs sont invités à consulter leurs conseillers fiscaux quant aux implications fiscales de leur investissement dans les actions de la Société au regard de leur situation personnelle.

Veuillez noter que la notion de résidence utilisée dans la présente section fiscale s'applique uniquement à l'impôt sur le revenu luxembourgeois. Toute référence dans la présente section à un impôt, droit, prélèvement ou autre charge retenue de même nature fait référence à la législation fiscale luxembourgeoise. Veuillez également noter que la référence à l'impôt sur le revenu luxembourgeois comprend généralement l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt commercial communal, l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire et la contribution au fonds pour l'emploi, ainsi que l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Les actionnaires pourraient en outre être soumis à l'impôt sur la fortune ainsi qu'à d'autres droits prélèvement ou taxes. L'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt commercial communal et la contribution au fonds pour l'emploi s'appliquent à la plupart des sociétés qui sont considérées comme des résidents du Luxembourg pour les besoins fiscaux. Les contribuables personnes physiques sont généralement soumis à l'impôt sur le revenu, à l'impôt d'équilibrage budgétaire temporaire et à la contribution du fonds pour l'emploi. Dans certaines circonstances, lorsqu'un contribuable personne physique agit dans le cadre de la gestion d'une entreprise professionnelle ou commerciale, l'impôt commercial communal pourrait également s'appliquer.

A. IMPOSITION DE LA SOCIETE

La Société n'est soumise à aucun impôt luxembourgeois sur le revenu ou sur la fortune.

La Société est généralement soumise à une taxe d'abonnement annuelle au taux de 0,05%, calculée sur son actif net et payable à la fin de chaque trimestre.

Par exception, ce taux peut être réduit à 0,01% par an pour:

- les organismes dont l'objet exclusif est le placement collectif en instruments du marché monétaire et en dépôts auprès d'établissement de crédit;
- les organismes dont l'objet exclusif est le placement collectif en dépôt auprès d'établissement de crédit;
- les compartiments individuels d'organismes de placement collectif (« OPC ») à compartiments multiples visés par la présente loi et pour les classes individuelles de titres créées à l'intérieur d'un OPC ou à l'intérieur d'un compartiment d'un OPC à compartiments multiples, si les titres de ces compartiments ou classes sont réservés à un ou plusieurs investisseurs institutionnels.

Sont exonérés de la taxe d'abonnement:

- la valeur des avoirs représentée par des parts détenues dans d'autres OPC, le cas échéant, pour autant que ces parts aient déjà été soumises à la taxe d'abonnement;
- les OPC ainsi que les compartiments individuels d'OPC à compartiments multiples:
 - (i) dont les titres sont réservés à des investisseurs institutionnels, et
 - (ii) dont l'objectif exclusif est le placement collectif en instruments du marché monétaire et en dépôts auprès d'établissements de crédit, et
 - (iii) dont l'échéance résiduelle pondérée du portefeuille ne dépasse pas 90 jours, et
 - (iv) qui bénéficient de la notation la plus élevée possible d'une agence de notation reconnue.

S'il existe plusieurs classes de titres à l'intérieur de l'OPC ou du compartiment, l'exonération n'est applicable qu'aux classes dont les titres sont réservés à des investisseurs institutionnels;

- les OPC dont les titres sont réservés à (i) des institutions de retraite professionnelle, ou véhicules d'investissement similaires, créés sur l'initiative d'un ou de plusieurs employeurs pour le bénéfice de leurs salariés et (ii) des sociétés d'un ou de plusieurs employeurs investissant les fonds qu'ils détiennent, pour fournir des prestations de retraite à leurs salariés;
- les OPC ainsi que les compartiments individuels d'OPC à compartiments multiples dont l'objectif principal est l'investissement dans les institutions de la micro-finance;
- les OPC ainsi que les compartiments individuels d'OPC à compartiments multiples:
 - (i) dont les titres sont cotés ou négociés sur au moins une bourse de valeurs ou un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, et
 - (ii) dont l'objectif exclusif est de reproduire la performance d'un ou de plusieurs indices, et

- (iii) S'il existe plusieurs classes de titres à l'intérieur de l'OPC ou du compartiment, l'exonération n'est applicable qu'aux classes respectant la condition visée au sous-point (i).

Les dividendes et intérêts perçus par la Société au titre de ses investissements peuvent être soumis dans les pays de source de ces revenus à des retenues à la source non récupérables, compte tenu du régime d'exonération fiscale subjective dont bénéficie la Société.

La constitution de la Société et toute modification ultérieure de ses statuts donneront lieu à la perception d'un droit fixe d'enregistrement de 75 euros.

Les actionnaires ne seront tenus au paiement d'aucun autre droit d'enregistrement, de timbre ou de tout autre droit ou taxe en conséquence de l'émission des actions de la Société, de leur détention, de leur transfert, de leur cession ou de leur rachat.

B. IMPOSITION DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE

Un actionnaire ne deviendra pas et ne sera pas considéré comme résident fiscal luxembourgeois du seul fait de la détention et/ou de la cession des actions de la Société ou de l'exécution ou mise en œuvre des droits en résultant.

1) Imposition des actionnaires résidents

a) Les résidents personnes physiques

Les résidents personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur fortune privée ou de leur activité professionnelle ou commerciale, sont soumis sur les dividendes versés par la Société à l'impôt sur le revenu conformément au barème progressif de l'impôt sur le revenu et, le cas échéant, à l'impôt commercial communal.

Les plus-values réalisées lors de la cession, la disposition ou le rachat des actions de la Société par des actionnaires personnes physiques résidentes du Luxembourg agissant dans le cadre de la gestion de leur fortune privée ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu au Luxembourg, sous réserve que cette cession, disposition ou rachat ait lieu plus de 6 mois après que les actions de la Société aient été acquises et que les actions de la Société ne représentent pas une participation importante. Une participation est à considérer comme importante (i) lorsque l'actionnaire, seul ou ensemble avec son conjoint/partenaire et/ou ses enfants mineurs a participé de façon directe ou indirecte, à un moment quelconque au cours des 5 années antérieures au jour de l'aliénation, pour plus de 10% au capital social, ou (ii) lorsque l'actionnaire a acquis la participation à titre gratuit au cours d'une période de 5 ans, précédant l'aliénation et que le détenteur antérieur ou en cas de transmissions successives à titre gratuit, l'un des détenteurs antérieurs avait participé, à un moment quelconque au cours de la période quinquennale précédant l'aliénation, seul ou ensemble avec son époux/partenaire et/ou ses enfants mineurs, de façon directe ou indirecte, pour plus de 10% au capital social. Un abattement de 50.000 euros (100.000 euros pour les couples mariés ou les partenaires) peut être opéré par tranche de dix années.

Les résidents personnes physiques ne sont pas redevables de l'impôt sur la fortune au Luxembourg.

b) Les sociétés résidentes

Les sociétés de capitaux résidentes qui détiennent des actions de la Société doivent inclure tout dividende reçu, ainsi que toute plus-value réalisée sur la cession, la disposition ou le rachat des actions de la Société, dans leur revenu imposable au Luxembourg. Les plus-values imposables sont évaluées en opérant une différence entre le prix de vente ou de rachat et le montant le plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actions de la Société vendues ou rachetées.

Les actionnaires qui sont des sociétés de capitaux résidentes bénéficiant d'un régime fiscal dérogatoire (tel que celui des OPC soumis à la Loi de 2010, des fonds d'investissement spécialisés régis par la loi du 13 février 2007 telle que modifiée ou bien encore des sociétés de gestion de patrimoine familial régies par la loi du 11 mai 2007 telle que modifiée) sont des entités exonérées et ne sont donc soumises à aucune imposition sur le revenu au Luxembourg.

Les actionnaires résidents ne seront redevables de l'impôt sur la fortune en raison de la détention des actions de la Société que dans l'hypothèse où ils peuvent être qualifiés de société de capitaux résidente autre qu'un

OPC soumis à la Loi de 2010, qu'une société de titrisation soumise à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation telle que modifiée, qu'une société soumise à la loi du 15 juin 2004 telle que modifiée relative à la société d'investissement en capital à risque, qu'un fond d'investissement spécialisés, qu'une institution de retraite professionnelle soumise à la loi du 13 juillet 2005 telle que modifiée, ou bien encore qu'une société de gestion de patrimoine familial régie par la loi du 11 mai 2007 telle que modifiée relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial. Cependant, une société de titrisation soumise à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation et une institution de retraite professionnelle soumise à la loi du 13 juillet 2005 telle que modifiée restent soumise à un impôt minimum sur la fortune.

2) Imposition des actionnaires non-résidents

Les actionnaires non-résidents ne disposant ni d'un établissement stable, ni d'un représentant permanent auquel les actions de la Société peuvent être attribuées ne sont en principe soumis à aucun impôt sur le revenu au Luxembourg.

Les actionnaires qui sont des sociétés non-résidentes ayant un établissement stable ou un représentant permanent au Luxembourg auquel les actions de la Société peuvent être attribuées, doivent inclure tous les revenus reçus, ainsi que tous les gains réalisés sur la cession, la disposition ou le rachat des actions de la Société, dans leur revenu imposable au Luxembourg. La même règle s'applique aux personnes physiques, agissant dans le cadre de la gestion de leur activité professionnelle ou de leur entreprise, qui ont un établissement stable ou un représentant permanent au Luxembourg, auquel les actions de la Société peuvent être attribuées. Le montant des plus-values imposables correspond à la différence entre le prix de vente ou de rachat et le montant le plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actions de la Société vendues ou rachetées.

Les sociétés de capitaux non-résidentes ne seront redevables de l'impôt sur la fortune en raison de la détention d'actions de la Société que dans l'hypothèse où celles-ci peuvent être attribuées à un établissement stable ou un représentant permanent à Luxembourg.

C. NORME COMMUNE DE DECLARATION (COMMON REPORTING STANDARD)

Les termes commençant en majuscule utilisés dans cette section doivent avoir le sens qui leur est donné dans la loi luxembourgeoise du 18 décembre 2015 concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale (« Loi CRS »), à moins qu'ils ne soient définis différemment ci-dessous.

Le 9 décembre 2014, le Conseil de l'Union Européenne a adopté la Directive 2014/107/UE modifiant la Directive 2011/16/UE relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et mettant en place l'échange automatique d'information sur les comptes financiers entre les Etats Membres de l'Union Européenne (la « Directive DAC »). L'adoption de la directive précitée met en place la norme commune de déclaration (*Common Reporting Standard* - « CRS ») développée par l'OCDE et instaure un échange automatique d'informations au sein de l'Union Européenne à partir du 1er janvier 2016.

Par ailleurs, le Luxembourg a signé l'accord multilatéral entre autorités compétentes (« Accord Multilatéral ») développé par l'OCDE pour l'échange automatique de renseignements dans le cadre de CRS. En vertu de cet Accord Multilatéral, le Luxembourg échangera automatiquement les informations sur les comptes financiers avec les autres juridictions participantes à compter du 1er janvier 2016. La Loi CRS met en place cet Accord Multilatéral conjointement avec la Directive DAC qui introduit CRS dans la loi luxembourgeoise.

Conformément aux dispositions de la Loi CRS, la Société pourra être requise de déclarer annuellement aux autorités fiscales luxembourgeoises (« AFL »), le nom, l'adresse, l'Etat(s) Membre(s) de résidence, le numéro d'identification fiscale, les soldes des comptes, les numéros de comptes, les flux de l'année ainsi que la date et le lieu de naissance de (i) chaque Personne devant faire l'objet d'une déclaration et qui est un Titulaire de Compte au sens de la Loi CRS, (ii) et, dans le cas des ENF passives au sens de la Loi CRS, chaque Personne détenant le contrôle qui est une Personne devant faire l'objet d'une déclaration. Ces informations pourront être communiquées par les AFL à des autorités fiscales étrangères.

La Société ou ses délégataires est responsable du traitement des Informations et chaque actionnaire a un droit d'accès aux Informations communiquées aux AFL et peut demander leur rectification si lesdites Informations se révèlent inexactes et/ou incomplètes. Toute information obtenue par la Société ou ses délégataires devra être traitée conformément aux stipulations de la clause « Protection des Données Personnelles » (clause XVI) du présent Prospectus.

La capacité de la Société à satisfaire ses obligations de déclaration prévues par la Loi CRS, dépendra de chaque investisseur qui devra fournir à la Société ou à ses délégataires les informations requises, incluant les informations sur les actionnaires directs ou indirects de chaque actionnaire, ainsi que tous les documents justificatifs nécessaires relatifs à ces Informations. Sur demande de la Société ou à ses délégataires, chaque actionnaire doit accepter de fournir à la Société les informations demandées.

Bien que la Société essayera de satisfaire chacune des obligations auxquelles elle est soumise et d'éviter des pénalités en lien avec la Loi CRS, il ne peut être garanti que la Société sera en mesure de satisfaire ses obligations. Si la Société devient sujette à des pénalités, la valeur des actions détenues par les actionnaires pourrait subir des pertes matérielles.

Tout actionnaire qui ne se conforme pas aux demandes d'Informations et de documentation de la Société pourra être passible de toute pénalité imposée à la Société et attribuable au manquement d'un actionnaire dans son obligation de transmission des Informations et la Société pourra, à sa seule discrétion, racheter les actions d'un tel investisseur.

Les investisseurs doivent consulter leurs conseillers fiscaux ou prendre conseil auprès de professionnels afin de comprendre l'impact de la Loi CRS sur leurs investissements.

D. CONSIDERATION RELATIVE A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Conformément à la législation en vigueur, la Société est considérée, du point de vue de la taxe sur la valeur ajoutée (« TVA »), comme un assujetti qui ne dispose d'aucun droit à déduction de la TVA supportée en amont dans le cadre de son activité de gestion de fonds. La Société bénéficie d'une exonération de TVA en ce qui concerne les services reçus lorsque ceux-ci qualifient de services de gestion de fonds. Les autres services rendus à la Société peuvent être soumis à la TVA et requérir, lorsqu'ils sont prestés depuis l'étranger, une identification à la TVA luxembourgeoise de la Société à des fins d'auto-liquidation de la TVA due au Luxembourg sur la réception desdits services.

En principe, aucune TVA n'est due sur les paiements de la Société à ses actionnaires lorsque ces paiements sont liés à leur souscription dans les actions de la Société et ne constituent dès lors pas la contrepartie d'un service taxable.

E. CONSIDERATION RELATIVE AU DISPOSITIF REGLEMENTAIRE DES ETATS-UNIS D'AMERIQUE DIT « FATCA »

Au titre de la réglementation américaine dite FATCA (« Foreign Account Tax Compliance Act »), la Société a été enregistrée en tant que « Reporting Model 1 FFI » sous le Global Intermediary Identification Number (GIIN) ZBKGN.T.99999.SL.442.

Exane Asset Management a été enregistrée en tant que « Reporting Model 1 FFI » sous l'identifiant GIIN G0R7I3.00005.ME.250.

La Société exige dès lors de tout actionnaire qu'il lui transmette directement ou par l'intermédiaire d'un de ses délégataires tout document requis en vue d'établir son statut au regard de la réglementation FATCA. Le défaut de transmettre cette information peut entraîner pour la Société le paiement d'une taxe ou d'une pénalité. La Société se réserve le droit de réclamer à l'actionnaire concerné le remboursement de tout paiement qu'elle aurait effectué à ce titre. La Société se réserve par ailleurs également le droit de procéder au rachat forcé des actions de l'actionnaire en défaut.

La Société attire l'attention de tout investisseur sur le fait que les données le concernant pourront être transmises aux autorités fiscales concernées selon son statut au regard de la réglementation FATCA.

L'investisseur est averti que la réglementation FATCA peut avoir une incidence sur sa situation fiscale personnelle. Il est de la responsabilité de l'investisseur de se conformer aux exigences de la réglementation FATCA. En cas de doute sur ses obligations au titre de ladite loi, l'investisseur est invité à se rapprocher de son conseiller financier ou fiscal personnel.

2. LANGUE OFFICIELLE

La langue officielle de ce Prospectus et des statuts est la langue française, sous réserve toutefois que le Conseil d'Administration de la Société et la Société de Gestion, la Banque Dépositaire, l'Agent Administratif et Domiciliataire ainsi que l'Agent Teneur de Registre et de Transfert peuvent pour leur compte et celui de la

Société se considérer comme liés par les traductions dans les langues des pays où les actions de la Société sont offertes et vendues. En cas de divergences entre le texte français et toute autre langue dans laquelle le Prospectus est traduit, le texte français fera foi.

XIII. EXERCICE SOCIAL - ASSEMBLEES - RAPPORTS

1. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

2. ASSEMBLEES

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société, le dernier jeudi du mois d'avril à 12 heures.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Les convocations aux Assemblées Générales Annuelles feront l'objet d'un avis dans les formes et délais prévu par la Loi de 1915.

De même, les assemblées générales délibèrent suivant les conditions posées par la Loi de 1915.

Toute action, quelque soit sa valeur nette d'inventaire, donne droit à une voix.

Les actionnaires de la (des) Classe(s) d'actions émise(s) au titre d'un Compartiment peuvent, à tout moment, tenir des Assemblées Générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à ce Compartiment.

En outre, les actionnaires de toute Classe d'actions peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales ayant pour but de délibérer sur des matières ayant trait uniquement à cette Classe.

Les résolutions prises à de telles assemblées s'appliquent respectivement à la Société, au Compartiment et/ou à la Classe d'actions concernée.

3. RAPPORTS PERIODIQUES

Des rapports annuels au dernier jour du mois de décembre certifiés par le réviseur d'entreprises de la Société et des rapports semestriels au 30 juin non certifiés seront tenus sans frais à la disposition des actionnaires.

Ces rapports périodiques contiennent toutes les informations financières relatives à chacun des Compartiments de la Société, à la composition et à l'évaluation de leurs avoirs, ainsi que la situation consolidée de tous les Compartiments, exprimée en euro et établie sur base des taux de change représentatifs en vigueur le jour de la consolidation.

Les états financiers de chaque Compartiment sont établis dans la devise du Compartiment mais la consolidation des comptes sera libellée en euro.

Les rapports annuels disponibles dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice ainsi que les rapports semestriels rendus publics dans les deux mois qui suivent la fin du semestre sont mis à la disposition des actionnaires.

XIV. LIQUIDATION DE LA SOCIETE – CLOTURE ET FUSION DE COMPARTIMENTS OU CLASSES

1. LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La liquidation de la Société interviendra dans les conditions prévues par la Loi de 2010.

A. ACTIF MINIMUM

Dans le cas où le capital social de la Société est inférieur aux deux tiers du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions représentées à

l'assemblée.

Si le capital social de la Société est inférieur au quart du capital minimum, les administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'Assemblée Générale des Actionnaires délibérant sans condition de présence; la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

La convocation doit se faire de sorte que l'assemblée soit tenue dans un délai de quarante jours à partir de la date de constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum. Par ailleurs, la Société pourra être dissoute, par décision d'une assemblée générale statuant suivant les dispositions statutaires en la matière.

Les décisions de l'assemblée générale ou du tribunal prononçant la dissolution et la liquidation de la Société sont publiées au Mémorial et dans deux journaux à diffusion adéquate dont au moins un journal luxembourgeois. Ces publications sont faites à la diligence du ou des liquidateurs.

B. MISE EN LIQUIDATION VOLONTAIRE

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par un ou plusieurs liquidateurs nommés conformément aux statuts de la Société et à la Loi de 2010 spécifiant la répartition entre les actionnaires du produit net de la liquidation après déduction des frais de liquidation.

Les sommes qui n'auront pas été distribuées lors de la clôture des opérations de liquidation seront déposées à la « Caisse de Consignation » à Luxembourg au profit des ayants droit jusqu'à la date de prescription.

L'émission, le rachat et la conversion d'actions sont suspendus dès que la décision de dissoudre la Société est prise.

2. CLOTURE ET FUSION DE COMPARTIMENTS OU CLASSES

A. CLOTURE DE COMPARTIMENTS OU CLASSES

Si les actifs d'un Compartiment ou d'une Classe quelconque descendent en-dessous de 5.000.000 euros, niveau pour lequel le Conseil d'Administration estime que la gestion est trop difficile à assurer, il pourra décider de clôturer ce Compartiment ou cette Classe. Il en sera de même dans le cadre d'une rationalisation de la gamme des produits offerts à la clientèle.

La décision et les modalités de clôture seront portées à la connaissance des actionnaires de la Société et plus particulièrement aux actionnaires existants du Compartiment ou de la Classe en question, par la publication d'avis dans les journaux mentionnés au point 1.C de la section XVI « Information – Documents à la Disposition du public » ci-après. Un avis relatif à la clôture du Compartiment ou de la Classe sera également transmis à tous les actionnaires nominatifs de ce Compartiment ou de cette Classe.

Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, les actionnaires du Compartiment ou de la Classe concernés ne pourront continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions en attendant la mise à exécution de la décision de liquidation.

Les avoirs nets du Compartiment ou de la Classe en question seront répartis entre les actionnaires restants du Compartiment ou de la Classe compte tenu des frais de clôture. Les sommes qui n'auront pas été distribuées à leurs bénéficiaires lors de la clôture des opérations de liquidation du Compartiment ou de la Classe concernés seront déposées auprès de la Banque Dépositaire pour une période de 9 mois; passé ce délai, les avoirs seront versés à la Caisse de Consignation à Luxembourg au profit des ayants droit jusqu'à la date de prescription.

B. FUSION DE COMPARTIMENTS

Par ailleurs, dans les mêmes circonstances qu'au point A, le Conseil d'Administration de la Société pourra décider, dans l'intérêt des actionnaires, soit l'apport d'un Compartiment, à un ou plusieurs autres Compartiments de la Société, soit l'apport des avoirs et engagements attribuables à un Compartiment à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois créé selon les dispositions de la Partie I de la Loi de 2010 ou à un Compartiment au sein d'un tel autre organisme de placement collectif. Une telle décision devra être publiée de la manière décrite ci-dessous et, par ailleurs, la publication devra contenir les

informations relatives à l'autre organisme de placement collectif.

En cas d'apport à un autre organisme de placement de type «fonds commun de placement» l'apport n'engagera que les actionnaires du Compartiment concerné qui auront expressément approuvé l'apport. Par contre, il sera procédé au remboursement des actions appartenant aux autres actionnaires qui ne se seront pas prononcés sur cette fusion.

Dans tous les cas de fusion, un avis relatif aux opérations de fusion de ces Compartiments sera transmis à tous les actionnaires nominatifs des Compartiments concernés. Cet avis sera également publié dans au moins un journal luxembourgeois de diffusion régulière ainsi que dans les journaux des pays où les actions sont commercialisées tels que déterminés par le Conseil d'Administration.

Une telle publication sera faite un mois avant la date à laquelle la contribution deviendra effective pour permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions sans frais (hors taxes locales éventuelles). La contribution fera l'objet d'un rapport d'évaluation du réviseur d'entreprises de la Société.

Ces fusions peuvent s'inscrire dans des circonstances économiques diverses les justifiant mais toujours dans l'intérêt des actionnaires.

Toute fusion de Classes s'effectuera selon les modalités décrites ci-dessus mais ne pourra être décidée que par l'Assemblée Générale des Actionnaires conformément à l'article 68 de la Loi de 1915.

XV. UTILISATION D'INDICES DE REFERENCE

Les indices de référence mentionnés dans les suppléments sont administrés par l'entité indiquée dans ce même supplément en sa capacité d'administrateur d'indice de référence (l' « Administrateur ») au sens du règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indice de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financier ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement tel que modifié de temps à autre (le « Règlement Benchmark»). Le statut de l'enregistrement de l'Administrateur est également indiqué dans le supplément.

La Société de Gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de cet indice. Cette procédure est mise gratuitement à disposition sur demande des investisseurs auprès de la Société de Gestion.

XVI. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Conformément aux dispositions du Règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, ainsi qu'aux dispositions légales en matière de protection des données applicables au Grand-Duché de Luxembourg (ci-après les « Lois sur la protection des données personnelles »), la Société, agissant en tant que responsable de traitement, collecte, conserve et traite, par moyen électronique ou par tout autre moyen, les données communiquées par les actionnaires au moment de leur souscription afin de prester les services requis par ceux-ci et de se conformer aux obligations légales qui lui sont applicables.

Les données traitées incluent en particulier, pour chaque actionnaire, le nom, les coordonnées (y compris l'adresse postale ou l'adresse e-mail), le numéro d'identification fiscale, les coordonnées bancaires, le montant investi et les positions dans la Société. Lorsque l'actionnaire est une personne morale, les mêmes catégories de données s'appliquent à ses représentants et bénéficiaires économiques ultimes (les « Données Personnelles »).

L'investisseur peut refuser de communiquer ses Données Personnelles à la Société. Toutefois, la Société pourra dans ce cas refuser sa demande de souscription d'actions s'il ne lui est plus possible dans ce cas d'exercer ses obligations envers l'actionnaire.

Les Données Personnelles sont traitées par la Société dans le but d'entrer en relation contractuelle avec l'actionnaire et de lui fournir les services requis (cf. pour l'exécution d'un contrat auquel le client est parti avec la Société), pour ses intérêts légitimes et pour agir en conformité avec ses obligations légales. En particulier, les Données Personnelles sont traitées afin (i) de tenir le registre des actionnaires, (ii) de traiter les demandes de souscription, de rachat et de conversion des actions et le paiement de dividendes aux

actionnaires, (iii) de l'administration des comptes, (iv) de procéder à des contrôles en matière de *late trading* et de *market timing* (v) de l'identification fiscale conformément aux lois et réglementations du Luxembourg ou d'autres pays (y compris les lois et réglementations relatives au programme FATCA ou CRS telles que mentionnées plus haut) et (vi) de respecter les obligations en vigueur en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Les intérêts légitimes auxquels il est fait référence ci-dessus comprennent :

- le traitement de données pour les finalités décrites au point (ii) ci-dessus;
- la satisfaction et la mise en conformité de la Société à ses obligations réglementaires et légales; et
- l'exercice de l'activité de la Société conformément aux pratiques du marché.

La Société prend toutes mesures utiles pour s'assurer de l'exactitude et de la confidentialité de toutes les Données Personnelles. La Société peut déléguer le traitement des Données Personnelles à d'autres entités (le(s) « Destinataire(s) »), en conformité avec et dans les limites prévues par les Lois sur la protection des données personnelles, lesquelles, dans le contexte décrit dans la présente section, incluent : la Société de Gestion, la Banque Dépositaire, l'Agent Domiciliaire et de Cotation, l'Agent Teneur de Registre et de Transfert, l'Agent Administratif, le Reviseur d'Entreprises et le Conseiller Juridique.

Les Destinataires pourraient, sous leur propre responsabilité, confier le traitement desdites Données Personnelles à leurs agents ou prestataires de service (les « **Sous-Destinataires** ») lesquels devront traiter ces données uniquement afin d'assister les Destinataires dans la prestation de leur services à la Société et/ou d'assister les Destinataires dans le cadre du respect de leurs obligations légales.

Il se peut que les Destinataires et les Sous-Destinataires soient situés dans l'Espace Economique Européen (« EEE ») ainsi qu'en dehors de l'EEE. Lorsque des Données Personnelles sont communiquées à des Destinataires et/ou Sous-Destinataires situées dans un pays tiers à l'EEE n'offrant pas un niveau de protection adéquat pour les données personnelles, les transferts de données vers ces derniers sont effectués sur la base de clauses contractuelles types approuvées par la Commission Européenne. A cet égard, l'investisseur a le droit de solliciter qu'une copie desdites clauses contractuelles types lui soit remise en s'adressant à la Société à l'adresse électronique suivante : dpo-eam@exane-am.com.

Les Destinataires et les Sous-Destinataires, selon le cas, traitent les Données Personnelles en tant que sous-traitants (lorsqu'ils agissent sur instruction de la Société), ou en tant que responsable de traitement distinct (lorsque ceux-ci traitent les Données Personnelles à leurs propres fins, c'est-à-dire pour leurs propres besoins et par respect à leurs propres obligations légales). Les Données Personnelles pourraient également être transférées à l'administration et aux autorités publiques, incluant les autorités fiscales, en conformité avec les lois et règlements applicables en la matière. Les Données Personnelles pourraient par ailleurs être transmises aux autorités fiscales luxembourgeoises, lesquelles pourraient, à leur tour, agir en tant que responsable de traitement, divulguer ces dernières à des autorités fiscales étrangères.

Chaque actionnaire est informé qu'il a droit, dans les conditions fixées par les Lois sur la protection des données personnelles :

- i. d'accéder à ses Données Personnelles ;
- ii. d'en demander la rectification ou la mise à jour sans frais, lorsque incorrectes ou erronées,
- iii. d'en réclamer la suppression,
- iv. de s'opposer au traitement de ses Données Personnelles,
- v. de demander la limitation de leur traitement, et
- vi. d'en réclamer la portabilité.

Pour exercer ses droits, chaque actionnaire peut contacter la Société par voie postale à son siège social ou à l'adresse électronique suivante : dpo-eam@exane-am.com.

Chaque actionnaire a également le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle pour la protection des données personnelles, telle en particulier la Commission Nationale pour la Protection des Données (« CNPD ») à l'adresse suivante : 1, Avenue du Rock'n'Roll, L-4361 Esch-sur-Alzette, ou lorsque ce/cette dernière réside dans un autre Etat Membre, auprès de l'autorité de contrôle localement compétente.

Les Données Personnelles ne seront conservées que pendant la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, cette durée tenant compte des délais de prescription légaux.

XVII. INFORMATION - DOCUMENTS A LA DISPOSITION DU PUBLIC

1. INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

A. VALEUR NETTE D'INVENTAIRE

Les valeurs nettes d'inventaire des actions de chaque Compartiment seront disponibles chaque jour ouvrable au Luxembourg au siège social de la Société. Le Conseil d'Administration pourra décider ultérieurement de publier ces valeurs nettes dans des journaux des pays où les actions de la Société sont offertes ou vendues. Elles peuvent être obtenues également auprès de l'Agent Domiciliaire et dans les banques assurant le service financier.

B. PRIX D'EMISSION ET DE RACHAT

Les prix d'émission et de rachat des actions de chaque Compartiment de la Société sont rendus publics quotidiennement auprès de l'Agent Administratif et dans les banques assurant le service financier.

C. NOTIFICATION AUX ACTIONNAIRES

Toutes les autres communications aux actionnaires se feront par avis qui sera soit publié dans un journal luxembourgeois de diffusion régulière et dans les journaux des pays où les actions de la Société sont offertes, soit expédiées aux actionnaires, à leurs adresses indiquées dans le registre des actionnaires, ou transmises par tout autre moyen jugé approprié par le Conseil d'Administration ainsi que, si la législation luxembourgeoise, l'exige dans le Mémorial.

2. DOCUMENTS A LA DISPOSITION DU PUBLIC

Les documents suivants seront à la disposition des actionnaires pour consultation au siège social de la Société durant les heures normales d'ouverture:

1. les statuts de la Société;
2. le Contrat de Gestion Collective de Portefeuille conclu entre la Société et la Société de Gestion;
3. le prospectus de la Société et les documents d'informations clés pour l'investisseur de chaque Compartiment;
4. la convention de Banque Dépositaire conclue entre la Société et BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg datée du 1^{er} décembre 2018;
5. la convention d'administration conclue entre la Société de Gestion et BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg, telle qu'amendée et novée le 1^{er} décembre 2018;
6. la convention d'Agent Domiciliaire et de Cotation conclue entre la Société et BNP Paribas Securities Services, Succursale de Luxembourg datée du 27 juin 2006;
7. les informations relatives à la procédure de traitement des plaintes des actionnaires;
8. les informations appropriées sur la politique de « meilleure exécution » établie par la Société de Gestion conformément à la Circulaire CSSF 11/512, telle que modifiée de temps à autre, ainsi que tout changement à cette politique
9. la politique de rémunération de la Société de Gestion.

Les conventions citées ci-dessus sont susceptibles d'être modifiées de commun accord entre les parties concernées.

Le bulletin de souscription peut être obtenu sur simple demande au siège social de la Société.

Une brève description de la stratégie mise en place par la Société de Gestion pour déterminer l'exercice des droits de vote attachés aux instruments détenus dans son portefeuille sera mise gratuitement à la disposition des actionnaires au moyen du site Internet www.exane-am.com.



SUPPLEMENT I – EXANE FUNDS 1 – EXANE CERES FUND (le "Compartiment")

CONFORME AUX DISPOSITIONS DE LA PARTIE I DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

1. OBJECTIFS D'INVESTISSEMENT

L'objectif de gestion du Compartiment est la croissance du capital à long terme en investissant essentiellement en actions européennes des secteurs économiques suivants: consommation, distribution, media, services aux entreprises, avec une couverture significative des risques de marché.

2. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse à toutes catégories d'investisseurs et notamment aux investisseurs institutionnels, recherchant un processus de gestion active avec une contrainte de niveau de volatilité significativement inférieur à celui des grands indices boursiers européens.

La durée minimum de placement recommandée est de 2 ans.

L'objectif de volatilité annualisée du Compartiment est de s'inscrire dans une fourchette comprise entre 2% et 5% sur la durée minimum de placement recommandée.

3. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

• Technique de gestion

Pour réaliser son objectif de gestion, le Compartiment investira sur les marchés financiers européens et mondiaux, en actions et autres titres de capital essentiellement dans des titres de sociétés liées aux secteurs de la consommation, de la distribution, des medias et des services aux entreprises, avec une dominante européenne.

La construction des positions acheteuses s'opère soit par l'achat direct d'actions soit par l'utilisation d'instruments dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type swap, CFD (*contracts for difference*) ou contrat à terme.

La construction des positions vendeuses s'effectue par l'utilisation d'instruments dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type swap, CFD ou contrat à terme, permettant de vendre une valeur, un secteur ou un indice général.

Les CFD sont des contrats financiers de gré à gré permettant de s'exposer aux fluctuations (positives ou négatives selon le sens de l'opération) d'instruments financiers, de paniers d'instruments financiers ou d'indices sans devoir posséder ou emprunter les instruments financiers sous-jacents.

Ces transactions constituent une technique d'arbitrage permettant de réduire l'exposition du Compartiment au risque de marché ou à un risque sectoriel spécifique. Le risque induit par une ou plusieurs expositions à la baisse sur des titres ne doit pas être vu isolément mais en considération du portefeuille global et des titres similaires détenus par le Compartiment à l'achat. Dès lors, le risque lié à une vente de titres dans ce contexte n'est pas absolu, mais doit toujours être vu comme un risque relatif.

Tout recours à des instruments dérivés sera cohérent avec l'objectif d'investissement et n'aura pas pour conséquence que le Compartiment s'écarte de son profil de risque.

Pour l'optimisation de ses revenus, le Compartiment pourra également prêter une partie de ses actifs à des contreparties de premier ordre spécialisées dans ce type de transactions ou prendre en pension des titres. Ces opérations seront effectuées dans le respect de la section V. « Techniques et Instruments Financiers » du présent Prospectus et feront notamment l'objet d'une collatéralisation afin de réduire au minimum le risque de contrepartie que pourrait subir le Compartiment en cas de défaillance de sa contrepartie.

• Exposition brute du portefeuille

L'exposition brute totale du portefeuille aux risques de marché actions (somme des positions à l'achat et des positions en couverture) est susceptible de varier significativement en fonction des anticipations de la Société de Gestion et des conditions de marché. En conséquence, le Compartiment gère également une partie monétaire dont l'importance peut évoluer fortement et notamment représenter plus de 50% des actifs nets du Compartiment dans des circonstances où la Société de Gestion souhaite temporairement être peu exposée au marché.

La gestion de cette poche monétaire s'effectue soit par recours à des prises en pension de titres, soit au travers d'investissements directs dans des titres de créance émis par des émetteurs souverains, bancaires ou privés qui présentent à l'achat une maturité résiduelle maximale de trois (3) mois et une notation court terme minimale équivalente à une notation A1 dans l'échelle de notation de Standard & Poor's ou de P1 dans l'échelle de notation de Moody's complétée par une revue interne de la société de gestion, soit par l'intermédiaire d'OPCVM monétaires.

L'achat de parts d'OPCVM au sein du Compartiment est strictement limité aux OPCVM monétaires européens coordonnés avec un plafond de 10% de l'actif net afin de gérer la trésorerie résiduelle du Compartiment. La sélection de ces OPCVM est axée sur la préservation du capital au détriment de l'optimisation de la performance.

Le recours du Compartiment à des opérations de financement sur titres ou à des contrats d'échange du rendement global, ou son investissement dans de telles opérations ou de tels contrats d'échange du rendement global, se présentera comme suit:

Type de transaction	Dans des circonstances normales, il est généralement attendu que le montant principal de telles transactions n'excède pas une proportion de la valeur nette d'inventaire du Compartiment telle qu'indiquée ci-dessous. Dans certaines circonstances, cette proportion peut être plus importante.	Le montant principal des actifs du Compartiment pouvant faire l'objet des transactions peut représenter jusqu'à un maximum de la proportion de la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment tel qu'indiqué ci-dessous.
Opération de mise en pension	30%	50%
Opération de prise en pension	30%	50%
Contrat d'échange du rendement global / contrat de différence	150%	190%
Prêt / emprunt de titres	300%	50%

Le Compartiment peut investir dans des contrats d'échange du rendement global non financés avec les sous-jacents suivants: actions et indices d'actions. Typiquement, les investissements dans de tels instruments sont effectués afin d'ajuster le risque de marché du portefeuille d'une manière plus rentable.

Les opérations de mise en pension et de prise en pension peuvent avoir pour sous-jacents: actions, panier d'actions.

• Univers d'investissement

Géographiquement, l'univers d'investissement est mondial avec néanmoins une forte concentration sur les valeurs européennes.

Sectoriellement, l'essentiel des positions est concentré sur les secteurs d'activité liés à la consommation, à la distribution, aux medias et aux services aux entreprises.

L'objectif de cette concentration volontaire sur ces segments économiques spécifiques est une meilleure efficacité dans le choix des thèmes d'investissements et des titres à l'achat comme à la vente. Cependant,

contrairement à un fonds sectoriel actions et grâce à la technique de gestion utilisée, le Compartiment n'a pas systématiquement une exposition longue sur les secteurs liés à la consommation, à la distribution, aux médias et aux services aux entreprises.

• Décisions de gestion

Les décisions d'investissement reposent sur l'analyse croisée des approches suivantes:

- scénario « top down »: approche macro-économique, anticipation des perspectives de croissance des différentes industries et zones géographiques de notre univers, détermination de thématiques d'investissement.
- Analyse sectorielle transversale: évolution de la chaîne de valeur, maturité des marchés locaux, perspectives de concentration, réglementation, situation du cycle économique.
- Approche « bottom-up » fondamentale: analyse des forces et faiblesses des sociétés, positionnement stratégique, qualité du management et des résultats, valorisation.
- Analyse des flux: identification du statut boursier de la valeur, rotation sectorielle, critères techniques.

Des outils quantitatifs d'aide à la décision peuvent être utilisés mais les décisions finales d'investissement sont discrétionnaires.

• Exposition nette du portefeuille

L'exposition nette du portefeuille au risque de marché actions (positions à l'achat diminuées des positions à la vente, en tenant compte de l'ensemble des positions physiques ou instruments dérivés) est comprise entre -10% et +25%.

Cette exposition modérée au risque de marché vise notamment à maintenir à la fois une faible volatilité historique des performances et une faible corrélation aux indices actions.

• Méthodologie de calcul du risque global

L'exposition au risque global en lien avec les instruments financiers dérivés est déterminée par la méthode des engagements et est strictement limitée à 100% de l'actif net.

4. RISQUES SPECIFIQUES A CE COMPARTIMENT

Les risques spécifiques à ce Compartiment sont les suivants:

- **Risque en capital:** le Compartiment ne comporte aucune garantie sur le capital investi; il est possible que le capital investi ne soit pas intégralement restitué.

- **Risques liés aux petites et moyennes capitalisations:** le Compartiment peut investir une partie de ses actifs dans des titres de sociétés de petite et moyenne capitalisation, s'exposant ainsi à plus de risques que s'il investissait dans des titres de sociétés plus importantes ou plus matures. Les titres de sociétés de petite ou moyenne capitalisation boursière peuvent être significativement moins liquides et plus volatils que ceux de sociétés ayant une capitalisation boursière importante.

- **Risques liés à la technique d'arbitrage:** les stratégies de gestion du Compartiment induisent certains risques spécifiques liés par exemple à l'existence d'expositions à la baisse sur certains titres. Ces risques peuvent se traduire par une baisse de la valeur des actifs gérés en cas de surperformance de ces titres par rapport au portefeuille investi à l'achat. En outre, la technique d'arbitrage mise en œuvre peut également générer une rotation importante du portefeuille.

- **Risque de crédit:** le Compartiment est exposé au risque de crédit du fait de l'investissement dans des titres de créance d'émetteurs privés pour la gestion de sa poche monétaire. Le risque de crédit correspond au cas de figure où l'émetteur ne peut pas faire face à ses engagements. La probabilité d'un tel événement est toutefois très faible dans la mesure où le Compartiment n'investit que dans des titres d'émetteurs de première catégorie, sur des maturités inférieures à trois mois.

- **Risque de contrepartie:** le Compartiment peut encourir des pertes au titre de ses engagements vis-à-vis d'une contrepartie sur ses opérations de swaps, de CFD, de contrats à terme, d'emprunt ou de prêt

de titres en cas de défaillance de celle-ci ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles.

- **Risque de change:** le Compartiment peut comporter à titre accessoire du risque de change lié aux actifs détenus qui sont libellés dans des devises différentes de sa devise de référence malgré les opérations de couverture visant à protéger le Compartiment contre ce risque.

- **Opération de mise / prise en pension:** cf. section VI, rubrique F « Certains instruments financiers et risques liés à la GEP ».

- **Contrats d'échange du rendement global :** cf. section VI, rubrique F « Certains instruments financiers et risques liés à la GEP »

Les performances du Compartiment dépendent essentiellement de:

- a) la qualité de la sélection des titres effectuée par la Société de Gestion, dans les positions à l'achat comme dans les positions à la vente;
- b) la capacité de la Société de Gestion à moduler son exposition nette aux marchés actions selon les perspectives haussières ou baissières de ces marchés.

5. DEVISE DE REFERENCE DU COMPARTIMENT

Euro.

6. ACTIONS

Il y a 3 Classes d'actions disponibles dans le Compartiment, avec les caractéristiques suivantes:

- Classe A – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU0284634564
- Classe B – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU0284634721
- Classe C – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU0284634994

La Classe « A » s'adresse exclusivement aux Investisseurs Institutionnels.

La Classe « B » s'adresse à tous les investisseurs.

La Classe « C » est réservée:

- (i) aux investissements des salariés de la Société de Gestion et de ses filiales (y compris directeurs généraux) qu'ils soient effectués de manière directe ou indirecte via des fonds gérés par la Société de Gestion;
- (ii) aux investissements réalisés par des fonds de fonds gérés par la Société de Gestion; et
- (iii) aux investissements effectués dans le cadre de mandats de gestion gérés par la Société de Gestion.

Les Investisseurs Institutionnels comprennent notamment :

- les personnes morales souscrivant pour leur compte ou pour le compte de clients, de manière autonome ou sur la base d'un conseil en investissement financier indépendant ou non-indépendant au sens de la Directive MiFID II, sous réserve dans ce dernier cas que le distributeur ou l'intermédiaire financier soit exclusivement rémunéré par son client ;
 - les personnes morales souscrivant pour le compte de personnes physiques ou morales dans le cadre d'un mandat de gestion individuelle de portefeuille au sens de la Directive MiFID II ;
 - les personnes morales souscrivant pour le compte de personnes physiques dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie en unités de compte ;
 - les fonds de pension ; et
 - les OPC ;
- tels que plus amplement définis sous la section VIII.1.A. du présent Prospectus.

7. SOUSCRIPTION ET RACHAT

Les demandes de souscription et de rachat dans le Compartiment sont reçues par l'Agent Teneur de Registre et de Transfert chaque jour d'ouverture de la bourse de Paris (J-1) au plus tard à 16h00 (heure de Paris) et sont exécutées sur la base de la valeur nette d'inventaire du jour d'ouverture suivant (J). Elles sont effectuées en montant ou en nombre de parts sur la base de cours inconnus.

Le paiement des souscriptions et des rachats interviendra dans les deux Jours Ouvrables suivant le Jour d'Evaluation établissant la valeur nette d'inventaire d'exécution.

Les jours de fermeture de la bourse de Paris, l'Agent Teneur de Registre et de Transfert ne procède pas à la centralisation des ordres de souscription et de rachat.

« Bourse de Paris » désigne le marché réglementé Euronext Paris. Les jours d'ouverture de la Bourse de Paris sont déterminés par le calendrier Euronext Paris.

8. MINIMUM DE DETENTION ET DE SOUSCRIPTION

Minimum de souscription initiale:

- Classe A: 10 000 euros
- Classe B: 10 000 euros
- Classe C: 125 000 euros

Minimum de détention:

- Classe A: aucun
- Classe B: aucun
- Classe C: aucun

Minimum de souscription ultérieure:

- Classe A: aucun
- Classe B: aucun
- Classe C: aucun

Le Conseil d'Administration se réserve le droit de refuser discrétionnairement toute souscription au sein de la Classe C.

9. FREQUENCE DE CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE ET JOUR D'EVALUATION

La valeur nette d'inventaire est calculée selon une fréquence quotidienne par l'Agent Administratif sur la base des cours de clôture disponibles à Paris au Jour d'Evaluation.

Le Jour d'Evaluation est fixé chaque Jour Ouvrable (J) de la Bourse de Paris.

La valeur nette d'inventaire datée (J) est calculée et diffusée le Jour Ouvrable suivant le Jour d'Evaluation (J+1).

10. COMMISSIONS SUPPORTEES PAR L'INVESTISSEUR

1. Commission de souscription: une commission de souscription acquise à la Société de Gestion de 5% maximum de la valeur nette d'inventaire par action peut être appliquée, sur une ou plusieurs Classes d'actions, dans un but de protection des actionnaires.

2. Commission de rachat: aucune.

11. COMMISSIONS SUPPORTEES PAR LE COMPARTIMENT

1. Société de Gestion

La Société de Gestion percevra à la charge des avoirs du Compartiment, à la fin de chaque trimestre, une commission de gestion fixe calculée de la manière suivante:

- Classes A et B: un taux annuel de 1,5% des actifs nets moyens du Compartiment attribuables à chaque Classe d'actions;
- Classe C: un taux annuel de 0,30% des actifs nets moyens du Compartiment attribuables à la Classe d'actions.

La Société de Gestion percevra également une commission de gestion variable, avec application d'un mécanisme dit « High Water Mark », au taux de 20% de la surperformance annuelle du Compartiment au-delà de EONIA capitalisé + 1% sur la part des actifs attribuables aux actions de Classes A et B.

Cette commission est liée à la performance du Compartiment et calculée à chaque période de référence (une « Période de Référence »).

La commission de gestion variable n'est activée et appliquée qu'au-delà de la valeur nette d'inventaire High Water Mark définie comme la plus haute des valeurs nettes d'inventaire de clôture des trois Périodes de Référence précédentes.

Le principe de fonctionnement de la commission de gestion variable est décrit ci-dessous. Les actionnaires peuvent à tout moment obtenir communication de la méthodologie de calcul de la commission de gestion variable auprès de la Société de Gestion.

Dans le cas d'un rachat au cours d'une Période de Référence, la quote-part de la commission de performance se rattachant à ces actions sera cristallisée et restera en conséquence acquise à la Société de Gestion. Cette quote-part cristallisée de la commission de performance sera payée à la Société de Gestion à la fin du trimestre considéré.

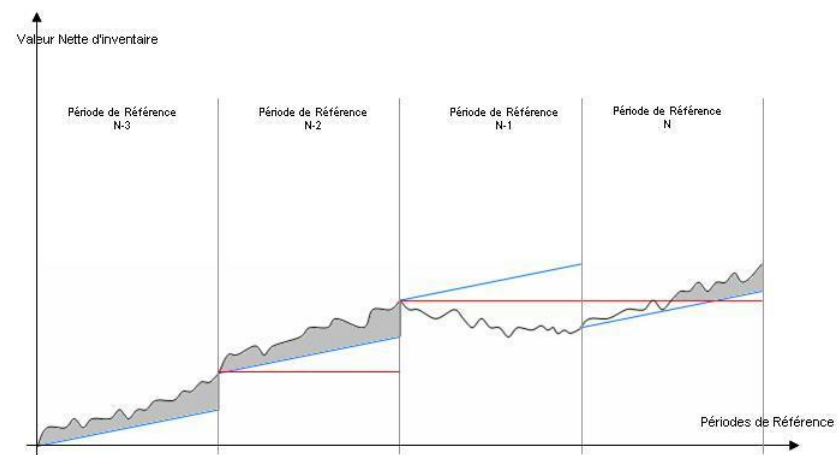
La première Période de Référence commence le 28 février 2007 et se termine le 31 décembre 2007. Les Périodes de Référence suivantes seront annuelles et correspondront aux exercices comptables du Compartiment.

La valeur nette d'inventaire applicable à chaque Période de Référence sera la dernière valeur nette d'inventaire de la période précédente, la valeur nette d'inventaire de la première Période de Référence étant celle du 28 février 2007. Les calculs seront validés une fois par an à la fin de l'exercice social.

Principe de fonctionnement de la commission de gestion variable avec mécanisme dit « High Water Mark »

GRAPHIQUE ILLUSTRATIF

Ce graphique ne représente pas les performances passées du Compartiment ni n'est un indicateur de résultats futurs.



La Performance du Compartiment est désignée par la courbe noire.

La Performance de l'indice EONIA capitalisé + 1% est désignée par la courbe bleue.

La Valeur Nette d'Inventaire High Water Mark est désignée par la droite rouge.

La surperformance du Compartiment est représentée par la surface grisée sur une période de référence.

La commission de gestion variable représente 20% de la surperformance.

En Période de Référence N-3, la performance du Compartiment est supérieure à la performance de l'indice EONIA capitalisé + 1%. Cette surperformance est représentée graphiquement par la surface grisée. La commission de gestion variable correspond à 20% de cette surperformance.

En début de Période de Référence N-2, la performance de l'indice EONIA capitalisé + 1% est réinitialisée. Sur la Période de Référence N-2, la valeur nette d'inventaire demeure supérieure à la valeur nette d'inventaire High Water Mark (dans l'exemple: la valeur nette d'inventaire High Water Mark correspond à la valeur nette d'inventaire de clôture de la Période de Référence N-3); et, la performance du Compartiment est supérieure à la performance de l'indice EONIA capitalisé + 1%. Les deux conditions d'application d'une commission de gestion variable sont respectées.

Sur la Période de Référence N-1, la valeur nette d'inventaire demeure inférieure à la valeur nette d'inventaire High Water Mark qui correspond à la valeur nette d'inventaire de clôture de l'exercice précédent N-2 et non plus N-3, le Compartiment ayant surperformé l'indice EONIA capitalisé + 1% sur la période N-2. Par conséquent, aucune commission de gestion variable n'est provisionnée ni prélevée.

Sur la Période de Référence N, la valeur nette d'inventaire du Compartiment demeure inférieure jusqu'en milieu d'exercice à la valeur nette d'inventaire High Water Mark pendant que la performance du Compartiment est supérieure depuis le début de l'exercice à la performance de l'indice EONIA capitalisé + 1 %. Sur cette première partie de l'exercice, aucune commission de gestion variable n'est provisionnée ni prélevée. Sur la seconde partie de l'exercice, on constate que la valeur nette d'inventaire du Compartiment devient supérieure à la valeur nette d'inventaire High Water Mark et que, la performance du Compartiment reste supérieure à celle de l'indice EONIA capitalisé + 1%. Dans ce contexte, une commission de gestion variable est provisionnée mais uniquement sur la partie de la surperformance qui n'a pas encore fait l'objet d'une commission de gestion variable sur la période constituée des trois Périodes de Référence précédentes (graphiquement : surface délimitée par la courbe de performance du Compartiment, la droite de la valeur nette d'inventaire High Water Mark et la courbe de performance de l'indice EONIA capitalisé + 1%).

Conformément au Règlement Benchmark, l'Administrateur « European Money Markets Institute » de l'indice de référence EONIA a jusqu'au 1^{er} janvier 2020 pour demander un agrément ou un enregistrement. A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, l'Administrateur n'a pas encore obtenu un enregistrement ou un agrément et n'est donc pas encore inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

2. Prestataires de service

Les frais supportés sur le Compartiment et facturés directement par l'ensemble des prestataires de services du Compartiment (Banque Dépositaire, Agent Administratif, Agent Domiciliaire, Agent Teneur de Registre, réviseur d'entreprises, conseiller juridique) seront plafonnés à un montant maximum annuel de 0,2% des actifs nets moyens du Compartiment. Les frais excédant le plafond mentionné ci-avant seront supportés par la Société de Gestion par diminution à due concurrence de sa commission de gestion fixe.

Les commissions de courtage et/ou d'emprunts de titres payées aux intermédiaires financiers et contreparties du Compartiment ne sont pas comprises dans ce plafond de 0,2%. Il en va de même pour les éventuels impôts de bourse / *stamp duty* que le Compartiment pourrait devoir supporter sur certains marchés financiers.

12. POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Les actions de chaque Classe du Compartiment capitaliseront leurs revenus. Le Conseil d'Administration se réserve néanmoins le droit de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires de distribuer un dividende à tout moment.

13. REGIME FISCAL

Le Compartiment pourra servir de support à des contrats d'assurance-vie en unités de compte.

Les actifs du Compartiment attribuables à chaque Classe d'actions sont soumis à la taxe d'abonnement suivante:

- Classe A: 0,01% par an de la valeur nette d'inventaire;
- Classe B: 0,05% par an de la valeur nette d'inventaire;

- Classe C: 0,05% par an de la valeur nette d'inventaire.

La taxe sera versée chaque trimestre et son montant sera établi sur la base de la valeur des actifs nets consolidés du Compartiment à la fin du trimestre civil considéré.

14. COTATION SUR LA BOURSE DE LUXEMBOURG

Les actions du Compartiment ne seront pas cotées.

15. PERFORMANCE DU COMPARTIMENT

La performance du Compartiment sera décrite dans son document d'informations clés pour l'investisseur. La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.



SUPPLEMENT II – EXANE FUNDS 1 – EXANE INTEGRALE FUND

(le «Compartiment»)

CONFORME AUX DISPOSITIONS DE LA PARTIE I DE LA LOI DE 2010

1. OBJECTIF D'INVESTISSEMENT

L'objectif de gestion du Compartiment est de chercher à réaliser une performance absolue et décorrélée des marchés financiers traditionnels en investissant dans plusieurs types de stratégies de performance absolue.

2. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse à toutes catégories d'investisseurs et notamment aux investisseurs institutionnels recherchant un processus de gestion active et flexible sur un horizon de placement long terme.

Le Compartiment applique entre autres une stratégie d'investissement sophistiquée, qui peut avoir recours à un effet de levier grâce à l'utilisation d'instruments dérivés. Le Compartiment est donc destiné à des investisseurs qui comprennent l'ensemble des stratégies et les risques associés (tels que décrits à la section 5 ci-dessous).

La durée minimale de placement recommandée est de 3 ans.

Le Compartiment vise à maintenir une volatilité historique annualisée des valeurs nettes d'inventaire entre 5% et 10%.

3. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

• Univers d'investissement

Géographiquement, l'univers d'investissement est mondial avec néanmoins une concentration sur les Etats membres de l'OCDE.

• Structure du portefeuille

La stratégie d'investissement repose sur un processus de gestion multi stratégies alimentant plusieurs poches distinctes. La liste des stratégies éligibles est la suivante:

- **Stratégie long/short equity fondamentale** qui consiste à gérer simultanément un portefeuille de positions à l'achat sur des sociétés jugées sous-évaluées et un portefeuille de positions à la vente sur des sociétés jugées surévaluées, selon un processus d'analyse fondamentale ;
- **Stratégie long/short equity quantitative** qui consiste à gérer de façon systématique un portefeuille de positions à l'achat et un portefeuille de positions à la vente, selon un processus d'analyse quantitative multicritères;
- **Stratégie risque arbitrage** qui cherche à exploiter des anomalies dans la formation des prix sur le marché actions.
- **Stratégie « alternative risk premia »** qui cherche à capter les primes liées à plusieurs facteurs de risque sur différentes catégories d'actifs.
Les primes de risque peuvent être liées à plusieurs facteurs de risque notamment :

- « *Value* » : qui consiste à gérer simultanément un portefeuille de positions à l'achat sur des actifs jugés sous-évalués et un portefeuille de positions à la vente sur des actifs jugés surévalués ;
- « *Carry* » qui consiste à gérer simultanément un portefeuille de positions à l'achat sur des actifs assortis du plus haut rendement et un portefeuille de positions à la vente sur des actifs assortis du plus faible rendement ;
- « *Momentum* » : qui consiste à gérer simultanément un portefeuille de positions à l'achat sur des actifs qui ont surperformé sur une période donnée et un portefeuille de positions à la vente sur des actifs qui ont sousperformé sur la même période ou à exploiter les effets de retour à la moyenne dans les mouvements de prix ;
- « *Liquidity* » : qui cherche à exploiter les pressions créées par la récurrence de flux dans le temps.

Cet univers de facteurs de risque n'est pas exhaustif dans la mesure où la Société de Gestion analysera constamment les catégories d'actifs éligibles afin d'identifier de nouvelles opportunités. Les différentes catégories d'actifs auxquelles le Compartiment peut être exposé directement ou, en règle générale, indirectement par l'intermédiaire d'instruments financiers dérivés, comprennent les actions, le crédit, les devises, le taux d'intérêt, les OPC et les indices financiers (sur actions, devises, volatilité ou matières premières).

Les décisions de pondération des différentes stratégies au sein du portefeuille sont prises de manière discrétionnaire. Afin de réaliser son objectif d'investissement, le portefeuille peut donc ne pas être exposé de manière permanente à toutes les stratégies. L'allocation sera déterminée en tenant compte des objectifs de performance et d'investissement du Compartiment ainsi que de la vision de la Société de Gestion sur les prévisions de risques et de rendement propres à chaque stratégie.

• Techniques d'investissement

Stratégies long/short equity fondamentale, long/short equity quantitative et risque arbitrage :

Afin de réaliser l'objectif de gestion, la construction des positions s'opère soit par l'achat direct d'actions soit par l'utilisation d'instruments dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type swap, CFD (*contract for difference*), contrat à terme, options d'achat ou de vente listées sur action ou sur un indice.

Les CFD sont des contrats financiers de gré à gré permettant de s'exposer aux fluctuations (positives ou négatives selon le sens de l'opération) d'instruments financiers, de paniers d'instruments financiers ou d'indices sans devoir posséder ou emprunter les instruments financiers sous-jacents.

Stratégie « alternative risk premia » :

Au sein de chaque catégorie d'actifs, les primes de risque sont captées en créant des positions longues et courtes, essentiellement, par l'utilisation d'instruments financiers dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type contrats à terme (*futures*), options, swaps de volatilité ou de variance, swaps de corrélation, swaps de défaut de crédit (*credit default swaps*), contrats d'échange du rendement global (*total return swaps*), contrats à terme de gré à gré non livrables (*non-deliverable forwards*), swaps sur indices éligibles.

L'exposition aux matières premières, sera générée par l'utilisation de swaps dont les sous-jacents sont des indices financiers de matières premières conformes à l'article 9 du Règlement Grand-Ducal du 8 février 2008 et à la Circulaire CSSF 14/592 concernant les fonds cotés (ETF) et autres questions liées aux OPCVM, sur les matières premières sélectionnées pour le Bloomberg Commodity ex-Agriculture and Livestock Index telles que publiées dans le Bloomberg Commodity Index Methodology sur le site bloomberg suivant : <https://www.bloomberg.com/professional/product/indices/bloomberg-commodity-index-family/>, notamment les métaux précieux, les métaux industriels et les matières premières liées à l'énergie en excluant les matières premières agricoles et le bétail. Les indices financiers auxquels le portefeuille est exposé sont principalement rééquilibrés tous les mois.

Les informations relatives à la composition et l'évaluation des indices auxquels le Compartiment prendra exposition seront disponibles gratuitement à la demande des investisseurs auprès de la Société de Gestion.

De manière générale, le risque induit par une ou plusieurs expositions à la hausse ou à la baisse sur un actif ne doit pas être vu isolément mais en considération du portefeuille global et notamment des actifs du même secteur d'activité détenus par le Compartiment à l'achat ou à la vente. Dès lors, le risque lié à une vente ou à un achat d'instruments financiers dans ce contexte n'est pas absolu, mais doit toujours être vu comme un risque relatif.

Tout recours à des instruments dérivés sera cohérent avec l'objectif d'investissement et n'aura pas pour conséquence que le Compartiment s'écarte de son profil de risque.

• Exposition brute du portefeuille

L'exposition brute totale du portefeuille aux risques de marché actions et aux risques de marché des différentes catégories d'actifs (somme des positions à l'achat et des positions en couverture) est susceptible de varier significativement en fonction des anticipations de la Société de Gestion et des conditions de marché. En conséquence, le Compartiment gère également une partie monétaire dont l'importance peut évoluer fortement dans des circonstances où la Société de Gestion souhaite temporairement être peu exposée au marché actions ou autres catégories d'actifs.

La gestion de cette poche monétaire et de la trésorerie résiduelle (liée à l'utilisation des instruments dérivés) s'effectue soit par recours à des prises en pension de titres, soit au travers d'investissements directs dans des titres de créance émis par des émetteurs souverains, bancaires ou privés qui présentent à l'achat une maturité résiduelle maximale de trois (3) mois et une notation court terme minimale équivalente à une notation A1 dans l'échelle de notation de Standard & Poor's ou de P1 dans l'échelle de notation de Moody's complétée par une revue interne de la société de gestion et, soit par l'intermédiaire d'OPCVM monétaires.

L'achat de parts d'OPCVM au sein du Compartiment est strictement limité aux OPCVM monétaires européens coordonnés avec un plafond de 10% de l'actif net afin de gérer la trésorerie résiduelle du Compartiment. La sélection de ces OPCVM est axée sur la préservation du capital au détriment de l'optimisation de la performance.

Le recours du Compartiment à des opérations de financement sur titres ou à des contrats d'échange du rendement global, ou son investissement dans de telles opérations ou de tels contrats d'échange du rendement global, se présentera comme suit:

Type de transaction	Dans des circonstances normales, il est généralement attendu que le montant principal de telles transactions n'excède pas une proportion de la valeur nette d'inventaire du Compartiment telle qu'indiquée ci-dessous. Dans certaines circonstances, cette proportion peut être plus importante.	Le montant principal des actifs du Compartiment pouvant faire l'objet des transactions peut représenter jusqu'à un maximum de la proportion de la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment tel qu'indiqué ci-dessous.
Opération de mise en pension	30%	50%
Opération de prise en pension	30%	50%
Contrat d'échange du rendement global / contrat de différence	450%	550%
Prêt / emprunt de titres	30%	50%

Le Compartiment peut investir dans des contrats d'échange du rendement global non financés avec les sous-jacents suivants: actions et indices d'actions. Typiquement, les investissements dans de tels instruments sont effectués afin d'ajuster le risque de marché du portefeuille d'une manière plus rentable. Les opérations de mise en pension et de prise en pension peuvent avoir pour sous-jacents: actions, panier d'actions.

• Exposition nette du portefeuille

L'exposition nette du portefeuille aux risques marchés actions (positions à l'achat diminuées des positions à la vente, en tenant compte de l'ensemble des positions physiques ou via contrats financiers) est comprise entre -20% et +120%, l'essentiel de cette exposition (comptable) étant porté par la stratégie risque arbitrage qui n'est qu'exceptionnellement génératrice d'exposition aux risques marchés actions.

Dans le cadre de la stratégie *alternative risk premia*, les positions longues et courtes du portefeuille peuvent être prises à travers les catégories d'actifs envisagées par la politique d'investissement du Compartiment mentionnée ci-dessus et dépendra à tout moment des conditions du marché.

• Méthodologie de calcul du risque global

La méthodologie de calcul du risque global est la méthode de la Var absolue comme expliquée en détail à la section VII du Prospectus.

L'effet de levier attendu, calculé comme étant la somme des nominaux des positions sur les contrats financiers utilisés est de l'ordre de 800% de l'actif net du Compartiment. Ce niveau de levier ne prend pas en compte le levier intégré dans les contrats financiers dérivés dans lesquels le Compartiment investit dans le cadre de la *stratégie alternative risk premia*. En prenant compte du levier intégré dans les sous-jacents des contrats financiers dérivés, le niveau de levier attendu du Compartiment, calculé en transparence et agrégeant toutes les sources de levier, sera de l'ordre de 1500%. Il pourrait toutefois être inférieur ou supérieur dans le cas de circonstances exceptionnelles comme par exemple un revirement brusque des marchés actions.

De plus, un niveau attendu de levier ne représente pas nécessairement une augmentation du risque dans le Compartiment dans la mesure où certains des instruments dérivés employés peuvent même réduire le risque et que tout arrangement de compensation et/ou de couverture est exclu du calcul.

4. RISQUES SPECIFIQUES A CE COMPARTIMENT

Les risques spécifiques à ce Compartiment sont les suivants :

- **Risque en capital** : Le Compartiment ne comporte aucune garantie sur le capital investi, il est possible que le capital investi ne soit pas intégralement restitué.
- **Risque actions** : le Compartiment est exposé au risque de baisse de la valorisation boursière des sociétés dans lesquelles il investit.
- **Risques liés à la technique d'arbitrage**: les stratégies de gestion du Compartiment induisent certains risques spécifiques liés par exemple à l'existence d'expositions à la baisse sur certaines valeurs. Ces risques peuvent se traduire par une baisse de la valeur des actifs gérés en cas de surperformance de ces titres par rapport au portefeuille investi à l'achat. En outre, la technique d'arbitrage mise en œuvre peut également générer une rotation importante du portefeuille.
- **Risques liés à la technique de risque arbitrage** : les stratégies de risque arbitrage peuvent entraîner des pertes importantes pour le Compartiment dès lors que l'événement prévu (échange, fusion, acquisition, etc.) ne se réalise pas.
- **Risque de modèle** : une partie des stratégies reposant sur des modèles quantitatifs, le rendement et les risques de ces stratégies sont soumis à la qualité et à la robustesse des modèles utilisés, développés et testés par la Société de Gestion.
- **Risques liés aux moyennes capitalisations** : le Compartiment peut investir une partie limitée de ses actifs dans des actions de sociétés de moyenne capitalisation, s'exposant ainsi à plus de risques que s'il investissait dans des titres de sociétés plus importantes ou plus matures. Les actions de sociétés de moyenne capitalisation peuvent être significativement moins liquides et plus volatiles que celles de sociétés ayant une capitalisation boursière importante.
- **Risque de change** : le Compartiment est exposé au risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du portefeuille, l'euro.

- **Risque de contrepartie** : le Compartiment peut encourir des pertes au titre de ses engagements vis-à-vis d'une contrepartie sur ses opérations de swaps, de CFD, de contrats à terme, d'emprunt ou de prêt de titres en cas de défaillance de celle-ci ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles.
- **Risque lié à la gestion alternative** : la politique d'investissement se caractérise par des stratégies, des sous-jacents et des méthodes de fonctionnement qui sont à même d'engendrer une volatilité importante et une liquidité faible, qui peuvent faire baisser la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment.
- **Risque de volatilité** : le Compartiment peut être investi sur des instruments à caractère optionnel ou dérivés et à ce titre être exposé à la variation de la volatilité des différents sous-jacents de ces instruments qui peut entraîner la baisse de la Valeur Nette d'Inventaire.
- **Risque lié à l'effet de levier** : Le Compartiment peut atteindre un certain effet de levier en ayant recours à des instruments financiers dérivés. Le recours à l'effet de levier crée des risques particuliers et peut considérablement augmenter le risque d'investissement du Compartiment. L'effet de levier représente un potentiel de hausse de la performance et du rendement total, mais renforce également l'exposition du Compartiment à un risque de capital plus élevé qu'un véhicule sans effet de levier.
- **Risque de gestion discrétionnaire** : le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés par la Société de Gestion. Il existe un risque que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les instruments les plus performants.
- **Effet de rachats substantiels** : des demandes de rachat importantes par les actionnaires dans un court laps de temps pourraient exiger que le Compartiment liquide des positions plus rapidement que ne serait autrement souhaitable, ce qui pourrait avoir un effet préjudiciable tant sur la valeur des Actions étant rachetées que sur les Actions en circulation et/ou perturber la stratégie d'investissement de la Société de Gestion. Une réduction de la taille du Compartiment pourrait rendre l'obtention d'un rendement positif ou la récupération de pertes plus difficiles en raison, entre autres, des réductions de la capacité de ce Compartiment à tirer profit des opportunités d'investissement spécifiques ou des diminutions du rapport entre ses revenus et ses dépenses.
- **Risques d'évaluation** : Certains produits dérivés auxquels le compartiment aura recours, en particulier les dérivés négociés de gré à gré, sont complexes et souvent évalués de manière subjective et cette évaluation ne peut être effectuée que par un nombre limité de professionnels du marché qui, souvent, agissent en tant que contreparties de la transaction à évaluer. Des évaluations inexactes peuvent entraîner une augmentation des exigences de paiement en espèces aux contreparties ou une perte de valeur pour le Compartiment. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer les dérivés négociés de gré à gré implique une vérification indépendante des évaluations fournies par les contreparties.
- **Opération de mise / prise en pension**: cf. section VI, rubrique F « Certains instruments financiers et risques liés à la GEP ».
- **Contrats d'échange du rendement global** : cf. section VI, rubrique F « Certains instruments financiers et risques liés à la GEP »

5. DEVISE DE REFERENCE DU COMPARTIMENT

Euro.

6. CATEGORIES D'ACTIONS

Classe	Code ISIN	Typologie de souscripteurs concernés	Devise	Affectation du résultat	Minimum de souscription initiale	Minimum de détention	Minimum de souscription ultérieure
A	LU1530925087	Investisseurs Institutionnels ¹	EUR	capitalisation	10 000 euros	aucun	aucun
B	LU1530929402	Tous investisseurs	EUR	capitalisation	1 Action	aucun	aucun
L	LU1629343689	Investisseurs Institutionnels ¹	EUR	capitalisation	3 000 000 euros	Aucun	Aucun
S	LU1733196908	Investisseurs Institutionnels ¹	EUR	Capitalisation	25 000 000 euros	Aucun	Aucun
C	LU1530935128	- investissements des salariés de la Société de Gestion et de ses filiales (y compris directeurs généraux) qu'ils soient effectués de manière direct ou indirecte via des fonds gérés par la Société de Gestion ; - investissements réalisés par des fonds de fonds gérés par la Société de Gestion ; - investissements effectués dans le cadre de mandats de gestion gérés par la Société de Gestion.	EUR	Capitalisation	1 Action	aucun	aucun

¹Les Investisseurs Institutionnels comprennent notamment :

- les personnes morales souscrivant pour leur compte ou pour le compte de clients, de manière autonome ou sur la base d'un conseil en investissement financier indépendant ou non-indépendant au sens de la Directive MiFID II, sous réserve dans ce dernier cas que le distributeur ou l'intermédiaire financier soit exclusivement rémunéré par son client ;
- les personnes morales souscrivant pour le compte de personnes physiques ou morales dans le cadre d'un mandat de gestion individuelle de portefeuille au sens de la Directive MiFID II ;
- les personnes morales souscrivant pour le compte de personnes physiques dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie en unités de compte ;
- les fonds de pension ; et
- les OPC,

tels que plus amplement définis sous la section VIII.1.A. du Prospectus.

² La Classe « F » est destinée exclusivement aux Investisseurs Institutionnels. L'investissement dans la classe F est réservé aux investisseurs ayant souscrit avant une date arrêtée par le Conseil d'Administration (la « Date de Fermeture ») et définis comme les investisseurs fondateurs (les « Investisseurs Fondateurs »). Au-delà de la capacité définie par le Conseil d'Administration (la « Capacité de la Classe F ») ou à compter de la Date de Fermeture, la Classe « F » sera fermée aux nouvelles souscriptions des Investisseurs Fondateurs. Toutefois, le Conseil d'Administration peut décider d'autoriser de nouvelles souscriptions des Investisseurs Fondateurs dans la classe « F ». La Date de Fermeture et la Capacité de la Classe F telles qu'arrêtées par le Conseil d'Administration sont communiquées aux investisseurs par le biais du site internet de la Société de Gestion.

Les actions de la classe d'actions « A » et « C » seront offertes à la souscription à partir du 15 décembre 2016 au prix initial de souscription de 10.000 euros pour chaque classe. Si aucune demande de souscription n'a été reçue à cette date, les actions desdites classes seront ouvertes à la date de la première demande de souscription.

Les actions de la classe d'actions « B » seront offertes à la souscription au prix initial de 100 euros suivant une décision du Conseil d'Administration.

La Classe « S » est destinée exclusivement aux Investisseurs Institutionnels. Les actions de la classe « S » seront ouvertes à la souscription à partir du 20 novembre 2017 au prix initial de souscription de 10.000 euros. Si aucune demande de souscription n'a été reçue à cette date, les actions de ladite classe seront ouvertes à la date de la première demande de souscription. Compte tenu de son niveau élevé, le minimum de souscription initiale sur la classe S peut être atteint progressivement sous réserve que l'investisseur s'engage sur un plan d'investissement précis et limité dans le temps. En conformité avec le principe d'égalité des actionnaires, la Société de Gestion veille au respect de cette condition sous la responsabilité du Conseil d'Administration.

Les actions du compartiment ne sont pas cotées.

7. FREQUENCE DE CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE, JOUR D'ÉVALUATION ET SOUSCRIPTION ET RACHAT

La Valeur Nette d'Inventaire est calculée quotidiennement par l'Agent Administratif sur la base des cours de clôture disponibles à Paris au Jour d'Évaluation.

Chaque Jour Ouvrable à la Bourse de Paris est un Jour d'Évaluation. Lorsque la Bourse de Paris est fermée, le Jour d'Évaluation est le Jour Ouvrable suivant.

La Valeur Nette d'Inventaire datée du Jour (J) est calculée et publiée le Jour Ouvrable suivant le Jour d'Évaluation (J+1).

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées par l'Agent Teneur sur la base de cours inconnus et selon les règles définies ci-après. Elles sont effectuées en montant ou en nombre de parts.

Heure limite de centralisation des ordres	Jour d'exécution des demandes de souscription et de rachat	Jour de calcul et de publication de la Valeur Nette d'Inventaire	Date de règlement livraison
16h00 le Jour Ouvrable précédant le Jour d'Évaluation (J-1)	Jour d'Évaluation (J)	Premier Jour Ouvrable suivant le Jour d'Évaluation (J+1)	Le deuxième Jour Ouvrable suivant le Jour d'Évaluation (J+2)

Lorsque la Bourse de Paris est fermée, l'Agent Teneur de Registre et de Transfert ne recevra aucune demande de souscription ou de rachat.

« Bourse de Paris » désigne le marché réglementé Euronext Paris. Les jours d'ouverture de la Bourse de Paris sont déterminés par le calendrier Euronext Paris.

8. STRUCTURE DE FRAIS

Classe	Commission supportée par l'Investisseur		Commission supportée par le Compartiment			
	Commission de souscription	Commission de rachat	Commission de Gestion Fixe (taux annuel max)	Commission de Gestion Variable (taux annuel max) ¹	Commission des Prestataires de Service ¹ (taux annuel max)	Taxe d'abonnement ²
A	Maximum 5% perçue par la Société de Gestion	Aucune	1,50%	20% de la surperformance annuelle au-delà de Max (EONIA ⁴ capitalisé;0) avec HWM	0,2%	0,01%
B	Maximum 5% perçue par la Société de Gestion Maximum 2,5 % perçue par l'intermédiaire chargé de la vente	Aucune	2%	20% de la surperformance annuelle au-delà de Max (EONIA ⁴ capitalisé;0) avec HWM	0,2%	0,05%
F	Aucune	Aucune	0,90%	20% de la surperformance annuelle au-delà de Max(EONIA ⁴ capitalisé;0) avec HWM	0,2%	0,01%
C	Aucune	Aucune	0,30%	Aucune	0,2%	0,05%
S	Maximum 5% perçue par la Société de Gestion	Aucune	1%	20% de la surperformance annuelle au-delà de Max(EONIA ⁴ capitalisé;0) avec HWM	0,2%	0,01%

¹ Les Commissions des Prestataires de Service sont détaillées à la Section XI « Frais à la charge de la Société » au point 1.4 du Prospectus.

² : Les Frais d'Enregistrement sont détaillés à la Section XII « Régime fiscal – Langue Officielle » au point 1.A du Prospectus.

³ : la première Période de Référence utilisée pour le calcul de la Commission de Gestion Variable est l'exercice financier de 2017.

⁴ : Conformément au Règlement Benchmark, l'Administrateur « European Money Markets Institute » de l'indice de référence EONIA a jusqu'au 1^{er} janvier 2020 pour demander un agrément ou un enregistrement. A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, l'Administrateur n'a pas encore obtenu un enregistrement ou un agrément et n'est donc pas encore inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

Le principe de fonctionnement de la commission de gestion variable est décrit ci-dessous. Les actionnaires peuvent à tout moment obtenir communication de la méthodologie de calcul de la commission de gestion variable auprès de la Société de Gestion.

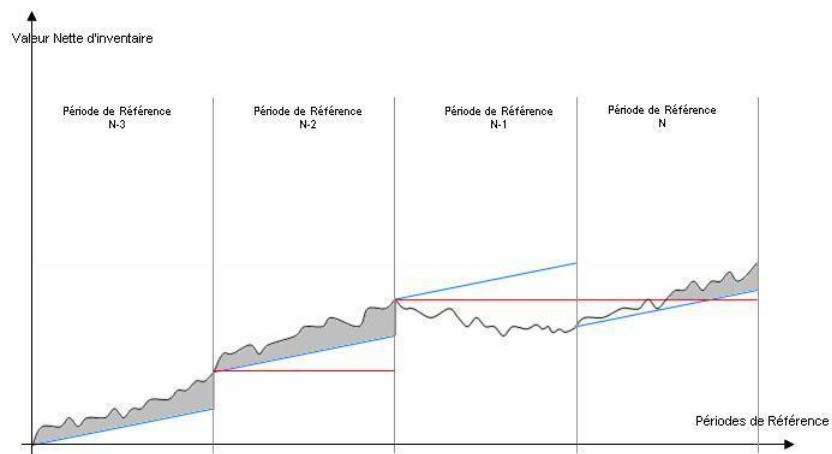
Dans le cas d'un rachat au cours d'une Période de Référence, la quote-part de la commission de performance se rattachant à ces actions sera cristallisée et restera en conséquence acquise à la Société

de Gestion. Cette quote-part cristallisée de la commission de performance sera payée à la Société de Gestion à la fin du trimestre considéré.

La valeur nette d'inventaire applicable à chaque Période de Référence sera la dernière valeur nette d'inventaire de la période précédente, la valeur nette d'inventaire de la première Période de Référence étant celle du 30 décembre 2016. Les calculs seront validés une fois par an à la fin de l'exercice social.

Principe de fonctionnement de la commission de gestion variable avec mécanisme dit « High Water Mark »

GRAPHIQUE ILLUSTRATIF
Ce graphique ne représente pas les performances passées du Compartiment ni n'est un indicateur de résultats futurs.



La Performance du Compartiment est désignée par la courbe noire.
La Performance de l'indice EONIA capitalisé est désignée par la courbe bleue.
La Valeur Nette d'Inventaire High Water Mark est désignée par la droite rouge.
La surperformance du Compartiment est représentée par la surface grisée sur une période de référence.
La commission de gestion variable représente 20% de la surperformance.

En Période de Référence N-3, la performance du Compartiment est supérieure à la performance de l'indice EONIA capitalisé. Cette surperformance est représentée graphiquement par la surface grisée. La commission de gestion variable correspond à 20% de cette surperformance.

En début de Période de Référence N-2, la performance de l'indice EONIA capitalisé est réinitialisée. Sur la Période de Référence N-2, la valeur nette d'inventaire demeure supérieure à la valeur nette d'inventaire High Water Mark (dans l'exemple: la valeur nette d'inventaire High Water Mark correspond à la valeur nette d'inventaire de clôture de la Période de Référence N-3); et, la performance du Compartiment est supérieure à la performance de l'indice EONIA capitalisé. Les deux conditions d'application d'une commission de gestion variable sont respectées.

Sur la Période de Référence N-1, la valeur nette d'inventaire demeure inférieure à la valeur nette d'inventaire High Water Mark qui correspond à la valeur nette d'inventaire de clôture de l'exercice précédent N-2 et non plus N-3, le Compartiment ayant surperformé l'indice EONIA capitalisé sur la période N-2. Par conséquent, aucune commission de gestion variable n'est provisionnée ni prélevée.

Sur la Période de Référence N, la valeur nette d'inventaire du Compartiment demeure inférieure jusqu'en milieu d'exercice à la valeur nette d'inventaire High Water Mark pendant que la performance du Compartiment est supérieure depuis le début de l'exercice à la performance de l'indice EONIA capitalisé. Sur cette première partie de l'exercice, aucune commission de gestion variable n'est provisionnée ni prélevée. Sur la seconde partie de l'exercice, on constate que la valeur nette d'inventaire du Compartiment

devient supérieure à la valeur nette d'inventaire High Water Mark et que, la performance du Compartiment reste supérieure à celle de l'indice EONIA capitalisé. Dans ce contexte, une commission de gestion variable est provisionnée mais uniquement sur la partie de la surperformance qui n'a pas encore fait l'objet d'une commission de gestion variable sur la période constituée des trois Périodes de Référence précédentes (graphiquement : surface délimitée par la courbe de performance du Compartiment, la droite de la valeur nette d'inventaire High Water Mark et la courbe de performance de l'indice EONIA capitalisé).

9. PERFORMANCE DU COMPARTIMENT

La performance du Compartiment sera décrite dans son document d'informations clés pour l'investisseur. La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.



SUPPLEMENT III – EXANE FUNDS 1 – EXANE OVERDRIVE FUND

(le "Compartiment")

CONFORME AUX DISPOSITIONS DE LA PARTIE I DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

1. OBJECTIFS D'INVESTISSEMENT

L'objectif de gestion du Compartiment est de chercher à restituer une performance absolue et décorrélée des marchés financiers à travers une gestion dynamique de type « *long/short equity* ».

2. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse à tous types d'investisseurs et notamment aux Investisseurs Institutionnels.

La durée minimum de placement recommandée est de 3 ans.

L'objectif de volatilité annualisée du Compartiment est de s'inscrire dans une fourchette comprise entre 5% et 10% sur la durée minimum de placement recommandée.

3. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

• Technique de gestion

La stratégie d'investissement est de type « *long/short equity* ». Elle consiste à gérer simultanément un portefeuille de positions à l'achat sur des sociétés jugées sous-évaluées en relatif et un portefeuille de positions à la vente sur des sociétés jugées surévaluées en relatif par rapport aux valeurs à l'achat.

La construction des positions acheteuses s'opère soit par l'achat direct d'actions soit par l'utilisation d'instruments dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type swap, CFD (*contract for difference*) ou contrat à terme permettant de s'exposer à l'achat sur une valeur, un secteur ou un indice général. L'exposition brute cible de la partie acheteuse du portefeuille évolue entre 150% et 200% de l'actif net.

La construction des positions vendeuses s'effectue par l'utilisation d'instruments dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type swap, CFD ou contrat à terme, permettant de vendre une valeur, un secteur ou un indice général. L'exposition brute cible de la partie vendeuse du portefeuille évolue entre 150% et 200% de l'actif net.

Les CFD sont des contrats financiers de gré à gré permettant de s'exposer aux fluctuations (positives ou négatives selon le sens de l'opération) d'actions, de paniers d'actions ou d'indices sans devoir posséder ou emprunter les instruments financiers sous-jacents.

Le risque induit par une ou plusieurs expositions à la hausse ou à la baisse sur des titres ne doit pas être vu isolément mais en considération du portefeuille global et notamment des titres du même secteur d'activité détenus par le Compartiment à l'achat ou à la vente. Dès lors, le risque lié à une vente ou à un achat de titres dans ce contexte n'est pas absolu, mais doit toujours être vu comme un risque relatif.

La gestion de la trésorerie résiduelle s'effectue soit au travers d'investissements directs dans des titres de créance émis par des émetteurs souverains, bancaires ou privés qui présentent à l'achat une maturité résiduelle maximale de trois (3) mois et une notation court terme minimale équivalente à une notation A1 dans l'échelle de notation de Standard & Poor's ou de P1 dans l'échelle de notation de Moody's complétée par une revue interne de la société de gestion, soit par l'intermédiaire d'OPCVM monétaires, soit par recours à des prises en pension de titres.

L'achat de parts d'OPCVM au sein du Compartiment est strictement limité aux OPCVM monétaires européens coordonnés avec un plafond de 10% de l'actif net afin de gérer la trésorerie résiduelle du Compartiment. La sélection de ces OPCVM est axée sur la préservation du capital au détriment de l'optimisation de la performance.

• Exposition brute du portefeuille

L'exposition brute du portefeuille aux risques de marché actions (somme des positions à l'achat et des positions en couverture) évolue entre 350% et 450% de l'actif net.

• Exposition nette du portefeuille

L'exposition nette du portefeuille aux risques de marché actions (positions à l'achat diminuées des positions à la vente, en tenant compte de l'ensemble des positions physiques ou via contrats financiers) est comprise entre -10% et +10%.

Tout recours à des instruments dérivés sera cohérent avec l'objectif d'investissement et n'aura pas pour conséquence que le Compartiment s'écarte de son profil de risque.

Le recours du Compartiment à des opérations de financement sur titres ou à des contrats d'échange du rendement global, ou son investissement dans de telles opérations ou de tels contrats d'échange du rendement global, se présentera comme suit:

Type de transaction	Dans des circonstances normales, il est généralement attendu que le montant principal de telles transactions n'excède pas une proportion de la valeur nette d'inventaire du Compartiment telle qu'indiquée ci-dessous. Dans certaines circonstances, cette proportion peut être plus importante.	Le montant principal des actifs du Compartiment pouvant faire l'objet des transactions peut représenter jusqu'à un maximum de la proportion de la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment tel qu'indiqué ci-dessous.
Opération de mise en pension	30%	50%
Opération de prise en pension	30%	50%
Contrat d'échange du rendement global / contrat de différence	150%	450%
Prêt / emprunt de titres	30%	50%

Le Compartiment peut investir dans des contrats d'échange du rendement global non financés avec les sous-jacents suivants: actions, indices actions.

Typiquement, les investissements dans de tels instruments sont effectués afin d'ajuster le risque de marché du portefeuille d'une manière plus rentable.

Les opérations de mise en pension et de prise en pension peuvent avoir pour sous-jacents: actions, panier d'actions.

• Univers d'investissement

Géographiquement, l'univers d'investissement est mondial avec une prépondérance sur les valeurs européennes.

• Décisions de gestion

Les décisions finales d'investissement sont discrétionnaires. La sélection des valeurs constituant le portefeuille « *long/short equity* » repose sur l'ensemble de l'expertise sectorielle spécifique de la Société de Gestion. Les pondérations des valeurs intègrent deux paramètres principaux: le risque associé à la valeur et le niveau estimé de conviction sur la valeur.

• Méthodologie de calcul du risque global:

La méthodologie de calcul du risque global est la méthode de la Var absolue comme expliquée en détail à la section VII du Prospectus.

L'effet de levier attendu (somme des nominaux des positions sur les contrats financiers utilisés) est de l'ordre de 400% de l'actif net du Compartiment. Il pourrait toutefois être inférieur ou supérieur en fonction des conditions du marché.

4. RISQUES SPECIFIQUES A CE COMPARTIMENT

Les risques spécifiques à ce Compartiment sont les suivants:

- **Risque en capital:** le Compartiment ne comporte aucune garantie sur le capital investi; il est possible que le capital investi ne soit pas intégralement restitué.
- **Risques liés aux petites et moyennes capitalisations:** le Compartiment peut investir une partie de ses actifs dans des titres de sociétés de petite et moyenne capitalisation, s'exposant ainsi à plus de risques que s'il investissait dans des titres de sociétés plus importantes ou plus matures. Les titres de sociétés de petite ou moyenne capitalisation boursière peuvent être significativement moins liquides et plus volatils que ceux de sociétés ayant une capitalisation boursière importante.
- **Risques liés à la technique d'arbitrage:** les stratégies de gestion du Compartiment induisent certains risques spécifiques liés par exemple à l'existence d'expositions à la baisse sur certains titres. Ces risques peuvent se traduire par une baisse de la valeur des actifs gérés en cas de surperformance de ces titres par rapport au portefeuille investi à l'achat. En outre, la technique d'arbitrage mise en œuvre peut également générer une rotation importante du portefeuille.
- **Risques liés à la sur exposition:** le Compartiment a recours à des contrats financiers afin de générer une exposition brute du portefeuille aux risques de marché actions comprise entre 350% et 450% de l'actif net. En cas de contre-performance, cette surexposition brute peut ainsi accroître la baisse de la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment.
- **Risque de crédit:** le Compartiment est marginalement exposé au risque de crédit du fait de l'investissement dans des titres de créance pour la gestion de sa poche monétaire. Le risque de crédit correspond au cas de figure où l'émetteur ne peut pas faire face à ses engagements. La probabilité d'un tel événement est toutefois très faible dans la mesure où le fonds n'investit que dans des titres d'émetteurs de première catégorie, sur des maturités inférieures à trois mois.
- **Risque de contrepartie:** le Compartiment peut encourir des pertes au titre de ses engagements vis-à-vis d'une contrepartie sur ses opérations de swaps, de CFD, de contrats à terme, de prise en pension ou de mise en pension de titres en cas de défaillance de celle-ci ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles.
- **Risque de change:** le Compartiment peut comporter à titre accessoire du risque de change lié aux actifs détenus qui sont libellés dans des devises différentes de sa devise de référence malgré les opérations de couverture visant à protéger le Compartiment contre ce risque.
- **Opération de mise / prise en pension:** cf. section VI, rubrique F « Certains instruments financiers et risques liés à la GEP ».
- **Contrats d'échange du rendement global :** cf. section VI, rubrique F « Certains instruments financiers et risques liés à la GEP »

5. DEVISE DE REFERENCE DU COMPARTIMENT

Euro.

6. ACTIONS

- Il y a deux (2) Classes d'actions offertes libellées dans la devise de référence du Compartiment, avec les caractéristiques suivantes:

- Classe « A » – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU0923609035
- Classe « C » – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU0923609209

La Classe « A » s'adresse exclusivement aux Investisseurs Institutionnels.

La Classe « C » est réservée:

- (i) aux employés de la Société de Gestion et de ses filiales (y compris directeurs généraux) qu'ils soient effectués de manière directe ou indirecte via des fonds gérés par la Société de Gestion;
- (ii) aux investissements réalisés par des fonds de fonds gérés par la Société de Gestion; et
- (iii) aux investissements effectués dans le cadre de mandats de gestion gérés par la Société de Gestion.

- Il y a une (1) Classe d'actions offertes libellée en dollars américain (USD) devise autre que la devise de référence du Compartiment, avec les caractéristiques suivantes:

- Classe « A USD » – Capitalisation: USD – code ISIN: LU0923609118

La Classe « A USD » s'adresse exclusivement aux Investisseurs Institutionnels et est couverte contre le risque de change USD-EUR dans les conditions prévues sous la section VIII.1.A. du présent Prospectus.

Les Investisseurs Institutionnels comprennent notamment :

- les personnes morales souscrivant pour leur compte ou pour le compte de clients, de manière autonome ou sur la base d'un conseil en investissement financier indépendant ou non-indépendant au sens de la Directive MiFID II, sous réserve dans ce dernier cas que le distributeur ou l'intermédiaire financier soit exclusivement rémunéré par son client ;
 - les personnes morales souscrivant pour le compte de personnes physiques ou morales dans le cadre d'un mandat de gestion individuelle de portefeuille au sens de la Directive MiFID II ;
 - les personnes morales souscrivant pour le compte de personnes physiques dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie en unités de compte ;
 - les fonds de pension ; et
 - les OPC ;
- tels que plus amplement définis sous la section VIII.1.A. du présent Prospectus.

7. SOUSCRIPTION ET RACHAT

Les demandes de souscription et de rachat dans le Compartiment sont reçues par l'Agent Teneur de Registre et de Transfert chaque jour d'ouverture de la bourse de Paris (J-1) au plus tard à 16h00 (heure de Paris) et sont exécutées sur la base de la valeur nette d'inventaire du jour d'ouverture suivant (J). Elles sont effectuées en montant ou en nombre de parts sur la base de cours inconnus.

Le paiement des souscriptions et des rachats interviendra dans les deux Jours Ouvrables suivant le Jour d'Evaluation établissant la valeur nette d'inventaire d'exécution.

La valeur nette d'inventaire initiale est fixée à 10 000 EUR pour la Classe A et la Classe C et à 10 000 USD pour la classe A USD.

Les jours de fermeture de la bourse de Paris, l'Agent Teneur de Registre et de Transfert ne procède pas à la centralisation des ordres de souscription et de rachat.

« Bourse de Paris » désigne le marché réglementé Euronext Paris. Les jours d'ouverture de la Bourse de Paris sont déterminés par le calendrier Euronext Paris.

8. MINIMUM DE DETENTION ET DE SOUSCRIPTION

Minimum de souscription initiale:

- Classe A: 10 000 euros
- Classe A USD: 10 000 dollars
- Classe C: 1 part

Minimum de détention:

- Classe A: aucun
- Classe A USD: aucun
- Classe C: aucun

Minimum de souscription ultérieure:

- Classe A: aucun
- Classe A USD: aucun
- Classe C: aucun

Le Conseil d'Administration se réserve le droit de refuser discrétionnairement toute souscription au sein de la Classe C.

9. FREQUENCE DE CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE ET JOUR D'EVALUATION

La valeur nette d'inventaire est calculée selon une fréquence quotidienne par l'Agent Administratif sur la base des cours de clôture disponibles à Paris au Jour d'Evaluation.

Le Jour d'Evaluation est fixé chaque Jour Ouvrable (J) de la Bourse de Paris ou si ce jour est un jour de fermeture de la bourse de Paris, le Jour Ouvrable suivant.

La valeur nette d'inventaire datée (J) est calculée et diffusée le Jour Ouvrable suivant le Jour d'Evaluation (J+1).

10. COMMISSIONS SUPPORTEES PAR L'INVESTISSEUR

1. Commission de souscription: une commission de souscription acquise à la Société de Gestion de 5% maximum de la valeur nette d'inventaire par action peut être appliquée, sur une ou plusieurs Classes d'actions, dans un but de protection des actionnaires.

2. Commission de rachat: aucune.

11. COMMISSIONS SUPPORTEES PAR LE COMPARTIMENT

1. Société de Gestion

La Société de Gestion percevra à la charge des avoirs du Compartiment, à la fin de chaque trimestre, une commission de gestion fixe calculée de la manière suivante:

- Classes A, A USD: un taux annuel de 2% des actifs nets moyens du Compartiment attribuables à chaque Classe d'actions;
- Classe C: un taux annuel de 0,30% des actifs nets moyens du Compartiment attribuables à la Classe d'actions.

La Société de Gestion percevra également une commission de gestion variable, avec application d'un mécanisme dit « High Water Mark », au taux de 20% de la surperformance annuelle du Compartiment au-delà de (le « Taux Minimum »):

- EONIA capitalisé + 1%, sur la part des actifs attribuables aux actions de Classes A;
- Fed Funds Effective Rate capitalisé + 1% pour la part des actifs attribuables aux actions de Classe A USD.

Cette commission est liée à la performance du Compartiment et calculée à chaque période de référence (une « Période de Référence »).

La commission de gestion variable n'est activée et appliquée qu'au-delà de la valeur nette d'inventaire High Water Mark définie comme la plus haute des valeurs nettes d'inventaire de clôture des trois Périodes de Référence précédentes.

Le principe de fonctionnement de la commission de gestion variable est décrit ci-dessous. Toutefois, les actionnaires peuvent à tout moment obtenir communication de la méthodologie de calcul de la commission de gestion variable auprès de la Société de Gestion.

Dans le cas d'un rachat au cours d'une Période de Référence, la quote-part de la commission de performance se rattachant à ces actions sera cristallisée et restera en conséquence acquise à la Société de Gestion. Cette quote-part cristallisée de la commission de performance sera payée à la Société de Gestion à la fin du trimestre considéré.

Les Périodes de Référence sont annuelles et correspondent aux exercices sociaux du Compartiment.

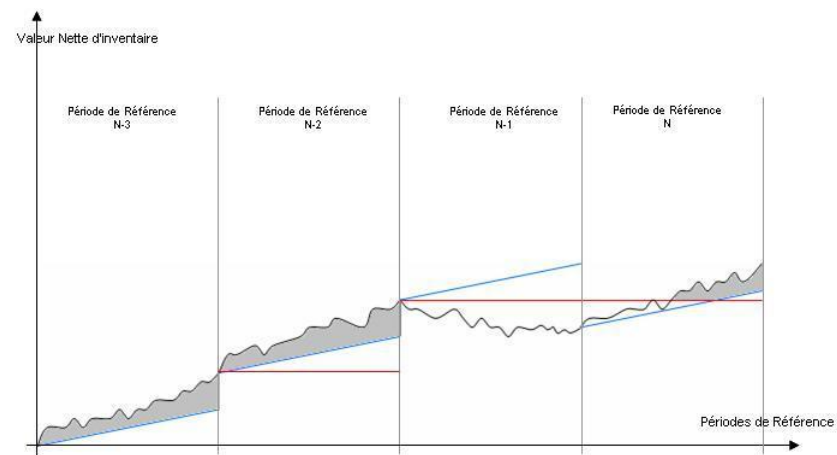
La valeur nette d'inventaire applicable à chaque Période de Référence est la dernière valeur nette d'inventaire de la période précédente.

Les calculs sont validés une fois par an à la fin de l'exercice social.

Principe de fonctionnement de la commission de gestion variable avec mécanisme dit « High Water Mark »

GRAPHIQUE ILLUSTRATIF

Ce graphique ne représente pas les performances passées du Compartiment ni n'est un indicateur de résultats futurs.



La Performance du Compartiment est désignée par la courbe noire.

La Performance du Taux Minimum de chaque Classe d'Actions est désignée par la courbe bleue.

La Valeur Nette d'Inventaire High Water Mark est désignée par la droite rouge.

La surperformance du Compartiment est représentée par la surface grisée sur une période de référence.

La commission de gestion variable représente 20% de la surperformance.

En Période de Référence N-3, la performance du Compartiment est supérieure à la performance du Taux Minimum. Cette surperformance est représentée graphiquement par la surface grisée. La commission de gestion variable correspond à 20% de cette surperformance.

En début de Période de Référence N-2, la performance du Taux Minimum + est réinitialisée. Sur la Période de Référence N-2, la valeur nette d'inventaire demeure supérieure à la valeur nette d'inventaire High Water

Mark (dans l'exemple: la valeur nette d'inventaire High Water Mark correspond à la valeur nette d'inventaire de clôture de la Période de Référence N-3); et, la performance du Compartiment est supérieure à la performance du Taux Minimum. Les deux conditions d'application d'une commission de gestion variable sont respectées.

Sur la Période de Référence N-1, la valeur nette d'inventaire demeure inférieure à la valeur nette d'inventaire High Water Mark qui correspond à la valeur nette d'inventaire de clôture de l'exercice précédent N-2 et non plus N-3, le Compartiment ayant surperformé le Taux Minimum sur la période N-2. Par conséquent, aucune commission de gestion variable n'est provisionnée ni prélevée.

Sur la Période de Référence N, la valeur nette d'inventaire du Compartiment demeure inférieure jusqu'en milieu d'exercice à la valeur nette d'inventaire High Water Mark pendant que la performance du Compartiment est supérieure depuis le début de l'exercice à la performance du Taux Minimum. Sur cette première partie de l'exercice, aucune commission de gestion variable n'est provisionnée ni prélevée. Sur la seconde partie de l'exercice, on constate que la valeur nette d'inventaire du Compartiment devient supérieure à la valeur nette d'inventaire High Water Mark et que, la performance du Compartiment reste supérieure à celle du Taux Minimum. Dans ce contexte, une commission de gestion variable est provisionnée mais uniquement sur la partie de la surperformance qui n'a pas encore fait l'objet d'une commission de gestion variable sur la période constituée des trois Périodes de Référence précédentes (graphiquement : surface délimitée par la courbe de performance du Compartiment, la droite de la valeur nette d'inventaire High Water Mark et la courbe de performance du Taux Minimum).

Conformément au Règlement Benchmark, les administrateurs d'indices de référence ont jusqu'au 1^{er} janvier 2020 pour demander un agrément, une décision d'équivalence ou un enregistrement. A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, les administrateurs n'ont pas encore obtenu un enregistrement, une décision d'équivalence ou un agrément et ne sont donc pas encore inscrits sur les registres d'administrateurs et d'indices de référence tenus par l'ESMA.

2. Prestataires de services

Les frais supportés par le Compartiment et facturés directement par l'ensemble des prestataires de services du Compartiment (Banque Dépositaire, Agent Administratif, Agent Domiciliaire, Agent Teneur de Registre, réviseur d'entreprises, conseiller juridique) seront plafonnés à un montant maximum annuel de 0,2% des actifs nets du Compartiment. Les frais excédant le plafond mentionné ci-avant seront supportés par la Société de Gestion par diminution à due concurrence de sa commission de gestion fixe.

Les commissions de courtage et/ou d'emprunts de titres payées aux intermédiaires financiers et contreparties du Compartiment ne sont pas comprises dans ce plafond de 0,2%. Il en va de même pour les éventuels impôts de bourse / *stamp duty* ou taxes sur les transactions financières que le Compartiment pourrait devoir supporter sur certains marchés financiers.

12. POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Seules des actions de capitalisation seront émises dans le Compartiment. Ainsi, les actions de chaque Classe du Compartiment capitaliseront leurs revenus. Le Conseil d'Administration se réserve néanmoins le droit de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires de distribuer un dividende à tout moment.

13. REGIME FISCAL

Le Compartiment pourra servir de support à des contrats d'assurance-vie en unités de compte.

Les actifs du Compartiment attribuables à chaque Classe d'actions sont soumis à la taxe d'abonnement aux taux suivants:

- Classe A: 0,01% par an de la valeur nette d'inventaire;
- Classe A USD: 0,01% par an de la valeur nette d'inventaire;
- Classe C: 0,05% par an de la valeur nette d'inventaire.

La taxe sera versée chaque trimestre et son montant sera établi sur la base de la valeur des actifs nets consolidés du Compartiment à la fin du trimestre civil considéré.

14. COTATION SUR LA BOURSE DE LUXEMBOURG

Les actions du Compartiment ne seront pas cotées.

15. PERFORMANCE DU COMPARTIMENT

La performance du Compartiment sera décrite dans son document d'informations clés pour l'investisseur. La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.



SUPPLEMENT IV – EXANE FUNDS 1 – EXANE ZEPHYR FUND

(le "Compartiment")

CONFORME AUX DISPOSITIONS DE LA PARTIE I DE LA LOI DU 17 DECEMBRE 2010

1. OBJECTIFS D'INVESTISSEMENT

L'objectif de gestion du Compartiment consiste à battre son indice de référence sur l'horizon d'investissement recommandé.

2. PROFIL DE L'INVESTISSEUR TYPE

Le Compartiment s'adresse à toutes catégories d'investisseurs recherchant un processus de gestion active et flexible sur les marchés actions sur un horizon de placement long terme.

La durée minimum de placement recommandée est de 3 ans.

Le Compartiment vise à maintenir une volatilité historique annualisée des valeurs nettes d'inventaire inférieure à 10%.

3. INDICE DE REFERENCE

L'indice de référence, libellé en EUR, est représenté par l'indice composite suivant : 30 % indice MSCI Europe calculé avec dividendes nets réinvestis et publié par MSCI (Indicateur Bloomberg: MSDEE15N) et 70 % de l'indice EONIA capitalisé.

Cet indicateur de référence ne définit pas de manière restrictive l'univers d'investissement du Compartiment mais permet à l'investisseur de qualifier le profil de risque qu'il peut attendre lorsqu'il investit dans le Compartiment.

Conformément au Règlement Benchmark, l'Administrateur « European Money Markets Institute » de l'indice de référence EONIA a jusqu'au 1^{er} janvier 2020 pour demander un agrément ou un enregistrement. A la date de la dernière mise à jour du présent prospectus, l'Administrateur n'a pas encore obtenu un enregistrement ou un agrément et n'est donc pas encore inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA.

L'Administrateur MSCI Limited de l'indice de référence MSCI Europe est inscrit sur le Registre ESMA. Des informations sur l'indice sont disponibles sur le site <http://www.msci.com>.

4. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

• Univers d'investissement

Géographiquement, l'univers d'investissement est essentiellement constitué des sociétés cotées domiciliées dans un pays européen. Le Compartiment peut également investir jusqu'à 20% de son actif net dans des sociétés domiciliées dans un pays développé hors Europe.

• Structure du portefeuille

La structure du portefeuille se compose de positions acheteuses et de positions vendeuses, construites selon une analyse fondamentale avec un biais directionnel. Les positions à l'achat et à la vente n'ont pas forcément

de liens entre elles, les positions étant majoritairement gérées séparément et indépendamment. Le portefeuille est exposé aux mouvements du marché actions dans les limites prévues ci-dessous.

La Société de Gestion combine des positions à l'achat et des positions à la vente pour couvrir le marché actions.

La construction des positions acheteuses s'opère soit par l'achat direct d'actions soit par l'utilisation d'instruments dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type swap, CFD (*contract for difference*) ou contrat à terme.

Les positions vendeuses visent à couvrir une partie des positions acheteuses.

La construction des positions à la vente s'effectue par l'utilisation d'instruments dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type swap, CFD ou contrat à terme, permettant de vendre une valeur, un secteur ou un indice général.

Les CFD sont des contrats financiers de gré à gré permettant de s'exposer aux fluctuations (positives ou négatives selon le sens de l'opération) d'actions, de paniers d'actions ou d'indices sans devoir posséder ou emprunter les instruments financiers sous-jacents.

Le risque induit par une ou plusieurs expositions à la hausse ou à la baisse sur des titres ne doit pas être vu isolément mais en considération du portefeuille global et notamment des titres du même secteur d'activité détenus par le Compartiment à l'achat ou à la vente. Dès lors, le risque lié à une vente ou à un achat de titres dans ce contexte n'est pas absolu, mais doit toujours être vu comme un risque relatif.

• Exposition nette du portefeuille

L'exposition nette du portefeuille au risque de marché actions peut être vue comme la différence entre l'exposition longue et l'exposition vendeuse.

La moyenne de l'exposition nette au risque de marché actions évolue entre 20% et 40% de l'actif net. Toutefois, la Société de Gestion peut sortir significativement de cette fourchette, l'exposition nette au risque de marché actions pouvant alors être réduite jusqu'à 0% en fonction de son appréciation discrétionnaire du contexte de marché ou en cas de conditions de marché spécifiques, comme par exemple, un renversement soudain du marché boursier.

• Exposition brute du portefeuille

L'exposition totale du portefeuille attendue varie entre 150% et 190% de son actif net. Cependant, l'exposition brute totale du portefeuille au risque de marché actions (somme des positions à l'achat et des positions de couverture) est susceptible de varier en fonction des anticipations de la Société de Gestion et des conditions de marché comme, par exemple, un renversement soudain du marché boursier.

Tout recours à des instruments dérivés sera cohérent avec l'objectif d'investissement et n'aura pas pour conséquence que le Compartiment s'écarte de son profil de risque.

Le recours du Compartiment à des opérations de financement sur titres ou à des contrats d'échange du rendement global, ou son investissement dans de telles opérations ou de tels contrats d'échange du rendement global, se présentera comme suit:

Type de transaction	Dans des circonstances normales, il est généralement attendu que le montant principal de telles transactions n'excède pas une proportion de la valeur nette d'inventaire du Compartiment telle qu'indiquée ci-dessous. Dans certaines circonstances, cette proportion peut être plus importante.	Le montant principal des actifs du Compartiment pouvant faire l'objet des transactions peut représenter jusqu'à un maximum de la proportion de la Valeur Nette d'Inventaire du Compartiment tel qu'indiqué ci-dessous.
Opération de mise en pension	30%	50%
Opération de prise en pension	30%	50%

Contrat d'échange du rendement global / contrat de différence	120%	190%
---	------	------

Le Compartiment peut investir dans des contrats d'échange du rendement global non financés avec les sous-jacents suivants: actions, indices actions. Typiquement, les investissements dans de tels instruments sont effectués afin d'ajuster le risque de marché du portefeuille d'une manière plus rentable. Les opérations de mise en pension et de prise en pension peuvent avoir pour sous-jacents: actions, panier d'actions.

• Technique d'investissement

A des fins de gestion efficace du portefeuille, le Compartiment peut avoir recours à (i) des instruments dérivés, négociés de gré à gré ou sur le marché coté, de type swap, CFD, contrat à terme ou futures ; (ii) des instruments du marché monétaire.

La gestion de la poche monétaire s'effectue soit par le recours à des prises en pension de titres, soit au travers d'investissements directs dans des titres de créance émis par des émetteurs souverains, bancaires ou privés qui présentent à l'achat une maturité résiduelle maximale de trois (3) mois et une notation court terme minimale équivalente à un notation A1 dans l'échelle de notation de Standard & Poor's ou de P1 dans l'échelle de notation de Moody's, soit par l'intermédiaire d'OPCVM monétaires.

L'achat de parts d'OPCVM au sein du Compartiment est strictement limité aux OPCVM monétaires européens coordonnés avec un plafond de 10% de l'actif net afin de gérer la trésorerie résiduelle du Compartiment. La sélection de ces OPCVM est axée sur la préservation du capital au détriment de l'optimisation de la performance.

• Méthodologie de calcul du risque global:

La méthodologie de calcul du risque global est la méthode de la Var absolue comme expliquée en détail à la section VII du Prospectus.

L'effet de levier attendu (somme des nominaux des positions sur les contrats financiers utilisés) est de l'ordre de 130% de l'actif net du Compartiment. Il pourrait toutefois être inférieur ou supérieur en fonction des conditions du marché.

5. RISQUES SPECIFIQUES A CE COMPARTIMENT

Les risques spécifiques à ce Compartiment sont les suivants :

- **Risque en capital** : le Compartiment ne comporte aucune garantie sur le capital investi, il est possible que le capital investi ne soit pas intégralement restitué.
- **Risque actions** : le Compartiment est exposé au risque de baisse de la valorisation boursière des sociétés dans lesquelles il investit.
- **Risques liés aux moyennes capitalisations** : le Compartiment peut investir une partie limitée de ses actifs dans des titres de sociétés de moyenne capitalisation, s'exposant ainsi à plus de risques que s'il investissait dans des titres de sociétés plus importantes ou plus matures. Les titres de sociétés de moyenne capitalisation peuvent être significativement moins liquides et plus volatils que ceux de sociétés ayant une capitalisation boursière importante.
- **Risques liés à la technique de couverture** : les stratégies de gestion du Compartiment induisent certains risques spécifiques liés à l'existence d'expositions à une baisse de prix au niveau de certaines valeurs. Ces risques peuvent se traduire par une baisse de la valeur des actifs gérés en cas de surperformance de ces titres par rapport au portefeuille investi à l'achat.
- **Risque de crédit** : le Compartiment est exposé au risque de crédit du fait de l'investissement dans des titres de créance d'émetteurs privés pour la gestion de sa poche monétaire. Le risque de crédit correspond au cas de figure où l'émetteur ne peut pas faire face à ses engagements ou sa notation est dégradée. Le risque de crédit est toutefois annexe, la probabilité de défaut étant très faible dans la mesure où le fonds n'investit que dans des titres d'émetteurs de première catégorie, sur des maturités inférieures à trois mois.

- **Risque de change** : le Compartiment est exposé au risque de baisse des devises d'investissement par rapport à la devise de référence du portefeuille, l'euro.

- **Risque de contrepartie** : le Compartiment peut encourir des pertes au titre de ses engagements vis-à-vis d'une contrepartie sur ses opérations de swaps, de CFD, de contrats à terme, d'emprunt ou de prêt de titres en cas de défaillance de celle-ci ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles.

- **Opération de mise / prise en pension** : cf. section VI, rubrique F « Certains instruments financiers et risques liés à la GEP ».

- **Contrats d'échange du rendement global** : cf. section VI, rubrique F « Certains instruments financiers et risques liés à la GEP ».

Les performances relatives du Compartiment dépendent essentiellement de la sélection de valeurs discrétionnaire au sein des secteurs, mais peuvent également être influencées par certains biais par rapport à l'indicateur de référence (allocation sectorielle, allocation géographique, capitalisation boursière, levier...).

6. DEVISE DE REFERENCE DU COMPARTIMENT

Euro.

7. ACTIONS

Il y a quatre (4) Classes d'actions offertes libellées dans la devise de référence du Compartiment, avec les caractéristiques suivantes :

- Classe « A » – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU1336183840
- Classe « F » – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU1438553841
- Classe « B » – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU1336184491
- Classe « C » – Capitalisation: EUR – code ISIN: LU1438554146

La Classe « A » s'adresse exclusivement aux Investisseurs Institutionnels.

Les actions de la Classe « F » sont destinées exclusivement aux Investisseurs Institutionnels. La détention des actions de la Classe « F » est réservée aux investisseurs qui auront souscrit dans le compartiment Exane Zephyr Fund de la SICAV Exane Funds 2, qui sont définis comme les investisseurs fondateurs (les « Investisseurs Fondateurs »). La Classe F est fermée aux nouvelles souscriptions des Investisseurs Fondateurs sauf décision spécifique du Conseil d'Administration.

La Classe « B » s'adresse à tous les investisseurs.

La Classe « C » est réservée:

- aux investissements des salariés de la Société de Gestion et de ses filiales (y compris directeurs généraux) qu'ils soient effectués de manière directe ou indirecte via des fonds gérés par la Société de Gestion;
- aux investissements réalisés par des fonds de fonds gérés par la Société de Gestion; et
- aux investissements effectués dans le cadre de mandats de gestion gérés par la Société de Gestion.

Les actions des Classes A, B et C sont offertes à la souscription depuis la date de la fusion avec le compartiment Exane Zephyr Fund de la SICAV Exane Funds 2 et les souscriptions et les rachats sont reçues et traitées suivant les règles établies ci-dessous.

Les Investisseurs Institutionnels comprennent notamment :

- les personnes morales souscrivant pour leur compte ou pour le compte de clients, de manière autonome ou sur la base d'un conseil en investissement financier indépendant ou non-indépendant au sens de la Directive MiFID II, sous réserve dans ce dernier cas que le distributeur ou l'intermédiaire financier soit exclusivement rémunéré par son client ;
- les personnes morales souscrivant pour le compte de personnes physiques ou morales dans le cadre d'un mandat de gestion individuelle de portefeuille au sens de la Directive MiFID II ;

- les personnes morales souscrivant pour le compte de personnes physiques dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie en unités de compte ;
 - les fonds de pension ; et
 - les OPC,
- tels que plus amplement définis sous la section VIII.1.A. du Prospectus.

8. SOUSCRIPTION ET RACHAT

Les demandes de souscription et de rachat sont centralisées par l'Agent Teneur sur la base de cours inconnus et selon les règles définies ci-après. Elles sont effectuées en montant ou en nombre de parts.

Heure limite de centralisation des ordres	Jour d'exécution des demandes de souscription et de rachat	Jour de calcul et de publication de la Valeur Nette d'Inventaire	Date de règlement livraison
12 :00 (midi) le Jour d'Évaluation (J)	Jour d'Évaluation (J)	Premier Jour Ouvrable suivant le Jour d'Évaluation (J+1)	Le deuxième Jour Ouvrable suivant le Jour d'Évaluation (J+2)

Les jours de fermeture de la Bourse de Paris, l'Agent Teneur de Registre et de Transfert ne procède pas à la centralisation des ordres de souscription et de rachat.

« Bourse de Paris » désigne le marché réglementé Euronext Paris. Les jours d'ouverture de la Bourse de Paris sont déterminés par le calendrier Euronext Paris.

9. MINIMUM DE DETENTION ET DE SOUSCRIPTION

Minimum de souscription initiale:

- Classe A: 10 000 Euros
- Classe F: 5 000 000 Euros
- Classe B: 1 action
- Classe C: 1 action

Minimum de détention:

- Classe A: aucun
- Classe F: aucun
- Classe B: aucun
- Classe C: aucun

Minimum de souscription ultérieure:

- Classe A: aucun
- Classe F: aucun
- Classe B: aucun
- Classe C: aucun

10. FREQUENCE DE CALCUL DE LA VALEUR NETTE D'INVENTAIRE ET JOUR D'EVALUATION

La valeur nette d'inventaire est calculée selon une fréquence quotidienne par l'Agent Administratif sur la base des cours de clôture disponibles à Paris au Jour d'Evaluation.

Le Jour d'Evaluation est fixé chaque Jour Ouvrable (J) de la Bourse de Paris. Lorsque la Bourse de Paris est fermée, le Jour d'Évaluation est le Jour Ouvrable suivant.

La valeur nette d'inventaire datée du jour (J) est calculée et diffusée le Jour Ouvrable suivant le Jour d'Evaluation (J+1).

11. COMMISSIONS SUPPORTEES PAR L'INVESTISSEUR

Classe	Commission de souscription	Commission de rachat
A	Aucune	Aucune
B	Une commission maximum de 2,5 % perçue par l'intermédiaire chargé de la vente	Aucune
C	Aucune	Aucune
F	Aucune	Aucune

12. COMMISSIONS SUPPORTEES PAR LE COMPARTIMENT

1. Société de Gestion

La Société de Gestion percevra à la charge des avoirs du Compartiment, à la fin de chaque trimestre, une commission de gestion fixe calculée de la manière suivante:

- Classe A: un taux annuel de 1,2% de la moyenne des actifs nets du Compartiment attribuables à la Classe d'actions.
- Classe F: un taux annuel de 0,8% de la moyenne des actifs nets du Compartiment attribuables à la Classe d'actions.
- Classe B: un taux annuel de 2% de la moyenne des actifs nets du Compartiment attribuables à la Classe d'actions.
- Classe C: un taux annuel de 0,30% de la moyenne des actifs nets du Compartiment attribuables à la Classe d'actions.

La Société de Gestion percevra également une commission de gestion variable sur la part des actifs attribuables aux actions des Classes A, F et B, égale à 15% de l'Ecart de Performance annuel du Compartiment, soumise au mécanisme dit « High Water Mark » (HWM), et d'exigence de performance annuelle positive.

L'Ecart de Performance est la différence positive entre la performance du Compartiment et celle de son Indice de Référence depuis le lancement.

Lorsque le HWM et la performance annuelle positive s'appliquent, la commission est calculée à chaque période de référence (la « Période de Référence ») selon la méthode décrite ci-dessous.

Les Périodes de Référence sont annuelles et correspondent à une année financière du Compartiment

La Valeur Nette d'Inventaire applicable à chaque Période de Référence est la Valeur Nette d'Inventaire de la période précédente.

Les calculs sont validés une fois par an à la fin de l'exercice social.

Calcul de la commission de performance:

La commission de gestion variable n'est activée et appliquée que si :

- La performance annuelle est positive ; et,
- L'Ecart de Performance est au-dessus de l'Ecart de Performance High Water Mark ; et quand
- L'Ecart de Performance est positif.

L'Ecart de Performance High Water Mark est défini comme l'Ecart de Performance de clôture le plus élevé des trois Périodes de Référence précédentes.

Si ces trois conditions sont respectées, la commission de gestion variable sera calculée comme le pourcentage mentionné ci-dessus du minimum entre l'Ecart de Performance diminué de l'Ecart de Performance High Water Mark et la performance annuelle.

Le principe de fonctionnement du mécanisme de High Water Mark est décrit dans le graphique ci-dessous.

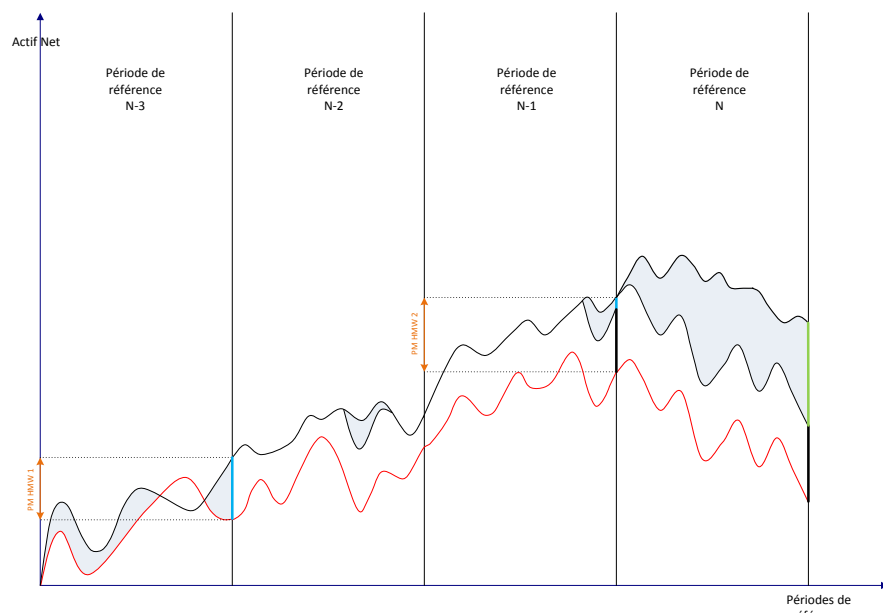
Les actionnaires peuvent à tout moment obtenir communication de la méthodologie de calcul de la commission de gestion variable auprès de la Société de Gestion.

Dans le cas d'un rachat au cours d'une Période de Référence, la quote-part de la commission de performance se rattachant à ces actions sera cristallisée et restera en conséquence acquise à la Société de Gestion. Cette quote-part cristallisée de la commission de performance sera payée à la Société de Gestion à la fin du trimestre considéré.

Principe de fonctionnement de la commission de gestion variable avec mécanisme dit « High Water Mark »

GRAPHIQUE ILLUSTRATIF

Ce graphique ne représente pas les performances passées du Compartiment ni n'est un indicateur de résultats futurs.



La Performance du Compartiment est désignée par la courbe noire.

La Performance de l'Indicateur de Référence est désignée par la courbe rouge.

L'Ecart de Performance High Water Mark utilisé à la fin de chaque Période de Référence pour l'application du mécanisme High Water Mark est illustré par un trait orange vertical (dans le graphique sous l'acronyme « PM HWM »).

L'Ecart de Performance qui fait l'objet d'une commission de gestion variable à la fin de chaque période de référence est illustré par un trait bleu vertical.

Le trait vert vertical représente le cas où, à l'issue de la Période de Référence N, alors que l'Ecart de Performance est supérieur au PM HWM, aucune commission de gestion variable n'est due puisque la performance YTD est négative.

Période de Référence N-3 : le mécanisme High Water Mark n'est pas encore activé. La commission de gestion variable est activée et provisionnée lorsque l'Ecart de Performance est positif. A la fin de la Période de Référence, une commission de gestion variable représentant 15% de l'Ecart de Performance (trait bleu vertical) est prélevée. L'Ecart de Performance relevé à la fin de la première Période de Référence représente l'Ecart de Performance High Water Mark pour la Période de Référence suivante (PM HWM 1).

Période de Référence N-2 : le mécanisme High Water Mark est activé avec PM HWM 1 comme référence. A la fin de la Période de Référence, l'Ecart de Performance est inférieur à PM HWM 1 et, par conséquent, aucune commission de gestion variable n'est supportée par le Compartiment. PM HWM 1 reste donc la référence à atteindre pour la Période de Référence suivante.

Période de Référence N-1 : le mécanisme High Water Mark est activé avec toujours PM HWM1 comme référence. A la fin de la Période de Référence, une commission de gestion variable est supportée par le Compartiment à hauteur de 15% de l'Ecart de Performance dépassant PM HWM 1 (trait bleu vertical). Cet Ecart de Performance est relevé à la fin de la Période de Référence et définit l'Ecart de Performance High Water Mark pour la Période de Référence suivante (PM HWM 2).

Période de Référence N : le mécanisme High Water Mark est activé avec PM HWM 2 comme référence. A la fin de la Période de Référence, la commission de gestion variable n'est pas chargée et supportée par le Compartiment (même avec un Ecart de Performance supérieur à PM HWM 2 (trait vert vertical)) car la performance YTD est négative.

2. Prestataires de services

Les frais supportés par le Compartiment et facturés directement par l'ensemble des prestataires de services du Compartiment (Banque Dépositaire, Agent Administratif, Agent Domiciliataire, Agent Teneur de Registre, réviseur d'entreprises, conseiller juridique) seront plafonnés à un montant maximum annuel de 0,2% des actifs nets du Compartiment. Les frais excédant le plafond mentionné ci-avant seront supportés par la Société de Gestion par diminution à due concurrence de sa commission de gestion fixe.

Les commissions de courtage et/ou d'emprunts de titres payées aux intermédiaires financiers et contreparties du Compartiment ne sont pas comprises dans ce plafond de 0,2%. Il en va de même pour les éventuels impôts de bourse / *stamp duty* que le Compartiment pourrait devoir supporter sur certains marchés financiers.

13. POLITIQUE DE DISTRIBUTION

Seules des actions de capitalisation seront émises dans le Compartiment. Ainsi, les actions de chaque Classe du Compartiment capitaliseront leurs revenus. Le Conseil d'Administration se réserve néanmoins le droit de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires de distribuer un dividende à tout moment.

14. REGIME FISCAL

Les actifs du Compartiment attribuables à chaque Classe d'actions sont soumis à la taxe d'abonnement aux taux suivants:

- Classe A: 0,01% par an de la valeur nette d'inventaire;
- Classe F: 0,01% par an de la valeur nette d'inventaire;
- Classe B: 0,05% par an de la valeur nette d'inventaire;
- Classe C: 0,05% par an de la valeur nette d'inventaire.

La taxe sera versée chaque trimestre et son montant sera établi sur la base de la valeur des actifs nets consolidés du Compartiment à la fin du trimestre civil considéré.

15. COTATION SUR LA BOURSE DE LUXEMBOURG

Les actions du Compartiment ne seront pas cotées.

16. PERFORMANCE DU COMPARTIMENT

La performance du Compartiment sera décrite dans son document d'informations clés pour l'investisseur. La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs.